

EUROPE

Union soviétique

RECEVANT A DÉJEUNER M. WILSON M. Brejnev dénonce les mesures partielles au Proche-Orient, « somnifère » pour les Arabes

Moscou. — Les entretiens soviéto-britanniques touchent à leur fin. Ce samedi 15 février, au effet, M. Wilson s'en va dans l'appartement pour Léonid Brejnev, après avoir échangé un discours qui doit être diffusé par la télévision soviétique. La visite officielle du premier ministre britannique, qui revient dimanche à Moscou, se terminera lundi après la publication d'un communiqué commun et la signature d'un certain nombre de textes concernant la coopération économique, technique et scientifique. L'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne pourraient ainsi publier un document séparé pour annoncer leur intention d'intensifier quelque peu les consultations politiques entre les deux pays.

De notre correspondant

internationaux pour constater que « la Grande-Bretagne pourrait peut-être devenir un bon porteur dans la voie de la coopération de la paix et du renforcement de la coopération pacifique ». Le « peut-être » suffit à illustrer la spécificité des relations soviéto-britanniques qui ne viennent pas à échapper à un lourd contentieux. Parmi les problèmes à propos desquels M. Brejnev a souligné une ambivalence de la coopération soviéto-britannique, citons, outre le Proche-Orient, la coopération sur la sécurité et la coopération en Europe (O.S.C.E.), les pourparlers de Vienne sur la limitation des armements en Europe centrale et « les efforts pour empêcher la dissémination de l'arme nucléaire ». M. Brejnev a suggéré à ce sujet que de nouveaux pays signent le traité de non-prolifération.

restent sur leurs positions actuelles.

M. Brejnev, qui avait participé vendredi matin aux discussions, a paru en bonne santé à ses interlocuteurs, bien que pour certains membres de la délégation britannique le secrétaire général ne soit pas « du mieux de sa forme ». Il n'a pas rencontré M. Wilson lors des séances de travail de vendredi après-midi, qui ont réuni, d'une part, le premier ministre britannique et M. Kossyguine, et de l'autre, MM. Gromyko et Callaghan. M. Brejnev n'a pas non plus assisté à la représentation donnée dans la soirée au Bolchoï en l'honneur de M. Wilson.

La journée de vendredi a été dominée par le discours prononcé par M. Brejnev au cours du déjeuner offert au Kremlin en l'honneur de M. Wilson. Le passage essentiel de ce discours — qui a été intégralement retransmis par la télévision — a été consacré au Proche-Orient, où, a dit M. Brejnev, « la situation demeure explosive ». Sans jamais citer M. Kissinger, le secrétaire général a affirmé qu'il est « inadmissible » de retarder l'avancement d'un « règlement pacifique, authentique et durable » par des mesures bilatérales partielles. De telles mesures, a-t-il dit, ne peuvent être « le résultat de négociations qui se font en la voie d'un règlement rapide véritablement pacifique et si elles ne sont pas exploitées pour bloquer la situation dans une impasse, pour retarder un règlement de paix, pour entraver l'unité des pays arabes ».

« Des mesures partielles bilatérales ont été entreprises déjà au Proche-Orient. Elles réduisent la tension ? Malheureusement non. A-t-on apporté la tranquillité aux peuples du Proche-Orient ? Non, pas du tout. A-t-on réduit l'armement ? Non, pas du tout. Les armements dans laquelle sont engagés les pays du Proche-Orient ? Non plus ».

M. Brejnev, qui paraissait s'adresser au président américain Sadate qu'il a rencontré samedi à Genève sur le Proche-Orient, avec « bien entendu, la participation du représentant du peuple arabe de Palestine, qui devra s'y faire entendre au même titre que les autres participants ».

Le secrétaire général s'est également prononcé en faveur d'une « intensification des échanges économiques avec la Grande-Bretagne ». Il a évoqué à ce sujet la crise qui affecte les économies occidentales et affirmé notamment : « Il est agréable de se rendre compte que, si la coopération économique soviéto-britannique se développe, cela donnera du travail à des milliers d'ouvriers de votre pays ».

An début de son discours, M. Brejnev avait réaffirmé la volonté de l'U.R.S.S. de poursuivre sa politique en faveur de la détente. « Les dirigeants de l'U.R.S.S., a-t-il dit, sont convaincus que le droit et le respect de ce qui est en leur pouvoir pour rendre irréversible non seulement la détente internationale en tant que telle mais aussi le tournant vers la coopération à long terme, fructueuse et réciproquement avantageuse entre pays à régimes sociaux différents, sur la base d'une rigoureuse égalité de droit et de respect ».

« Le secrétaire général avait pris froid »

Dans sa réponse, M. Wilson a évité d'être trop spécifique. Après avoir rendu hommage aux gouvernements de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis pour leur politique de détente, le premier ministre a surtout évoqué la O.S.C.E. (à propos de laquelle il a exprimé l'espoir que les résultats justifieront d'ici peu la convocation d'un « sommet ») et le Proche-Orient, sur lequel, a-t-il rappelé, « nous et vous sommes d'accord ». Le porte-parole de la délégation britannique faisait savoir qu'il serait « réaliste » d'évoquer une telle réunion si toutes les parties entendaient

Hongrie

Le onzième congrès du parti devrait confirmer la « ligne » adoptée par M. Kadar

De notre correspondant

Vienne. — Ce n'est pas officiel, mais il paraît acquis que le prochain congrès du parti socialiste ouvrier hongrois ouvrira le 17 mars prochain au comité central du P.S.O.H. doit encore fixer la date d'un événement qui, avec la célébration du trentième anniversaire de la libération de la Hongrie, le 4 avril, va fortement marquer la vie politique du pays. Le comité central se contentera-t-il de régler les détails pratiques d'organisation du onzième congrès, ou procédera-t-il aussi à des changements à la direction du parti ? C'est l'une des incertitudes actuelles à Budapest.

La ligne « moyenne » de réformes contrôlées suivie depuis deux ans par M. Kadar, premier secrétaire, sera sans doute maintenue lors du onzième congrès, même si des retouches se révèlent nécessaires. Mais on peut craindre aussi que les principaux artisans de la réussite économique de ces dernières années : M. Rezső Nyers pour l'industrie et M. Lajos Póker, pour l'agriculture, ne disparaissent du bureau politique.

Hongrie

Le onzième congrès du parti devrait confirmer la « ligne » adoptée par M. Kadar

De notre correspondant

plutôt bien. Les résultats du plan de 1974 montrent en effet que les prévisions ont été dépassées : le revenu national a augmenté de 7 % au lieu des 5 % prévus, la production industrielle de 8,3 au lieu de 6 % ; la production agricole, de 3,7 % au lieu de 2-2,5 %.

Cette situation défavorable du commerce extérieur hongrois risque de s'aggraver en 1975 si, comme la rumeur en court avec insistance à Budapest, et dans d'autres capitales de l'Est, les Soviétiques avaient obtenu de vendre leur pétrole plus cher à leurs alliés de cette année. En principe, cette augmentation ne devrait prendre effet qu'au 1^{er} janvier 1976. Aucune déclaration officielle n'a encore confirmé les informations faisant état de l'application de cette mesure avec un an d'avance.

MANUEL LUCBERT.

Espagne

Mgr Tarancón accepte de remettre au général Franco la pétition pour l'amnistie politique de Justice et Paix

De notre correspondant

Madrid. — Le cardinal Vicente Enrique y Tarancón, archevêque de Madrid, transmettra au général Franco la pétition d'amnistie pour les prisonniers politiques présentée par la commission espagnole de Justice et Paix. D'autre part, ainsi qu'il était déjà prévu (le 12 février), le cardinal présentera au chef de l'Etat une demande de grâce pour tous les prisonniers politiques ou de droit commun. En outre, il demandera la révision de certaines lois qui entravent l'exercice des droits fondamentaux. Le ministre de la Justice préparera un texte en vertu duquel seront mis en liberté tous les prisonniers condamnés à moins de six ans et un jour de prison.

C'est à la suite d'une entrevue entre le cardinal et le professeur Joaquín Ruiz-Giménez, président national de Justice et Paix, que Mgr Tarancón s'est finalement résolu à transmettre directement la pétition au chef de l'Etat. Il a ainsi voulu

mettre fin aux tensions entre les milieux catholiques et le régime. Les dirigeants des commissions ouvrières licenciées à Carabanchel ont commencé une grève de la faim en attendant que le Tribunal suprême accepte ou non leur pourvoi en cassation. Les « dix de Carabanchel », dans un message à l'opinion publique, affirment : « Au moment où tant d'hommes et de femmes de notre pays déploient, non sans risques, des efforts pour obtenir notre liberté, nous nous devons de déclarer notre solidarité avec eux, et cela de la seule façon qui est possible pour des prisonniers. Notre but est de contribuer, par notre action, à ce qu'une authentique réconciliation soit obtenue entre les Espagnols au moyen d'une amnistie pour tous les prisonniers et exilés politiques, avec la reconnaissance des droits fondamentaux de la personne : association, réunion, expression et grève ».

J.-A. N.

● A la suite de la récente grève des acteurs, réalisateurs et gens du spectacle en Espagne, un appel a été lancé par le Comité d'information et de solidarité avec l'Espagne (C.I.S.E.), la Fédération nationale du spectacle, le Syndicat français des artistes-interprètes et le Syndicat des techniciens du film la Société des réalisateurs de films et le Syndicat des techniciens et réalisateurs de l'O.R.T.F. A cet appel se sont joints de nombreux professionnels français du spectacle, parmi lesquels Henri Verneuil, Michel Piccoli, Granit-Delferrie, Jean Prat, Jean-Louis Barrault, Madeleine Renaud, Jean-Paul Belmondo, Jean Ferrat, Juliette Gréco, Claire Dubreuil, Roger Blin, Georges Moustaki, Zorba Semprun, Cocteau-Gavras.

● Le collectif toulousain pour l'Espagne, qui regroupe des organisations et des partis d'extrême gauche, a organisé vendredi soir 14 février à Toulouse une manifestation de soutien aux « frères espagnols en lutte ». Mille cinq cents personnes environ ont participé à cette manifestation, à laquelle s'est associée la C.F.D.T. Le cortège arborant des drapeaux rouges, des drapeaux noirs et le drapeau basque, s'est formé sur la place Jeanne-d'Arc à 18 h 30 et a parcouru les grandes artères de la ville aux cris de : « Libérez les prisonniers politiques ! », « Liberté pour le GARI ! », « Franco, assassin, Glacard et Fontès, complices ! » Il n'y a pas eu d'incident. D'importants forces de police quadrillaient la ville ; le consulat général d'Espagne, les établissements espagnols et le palais de Justice, notamment, étaient fortement gardés.

(*) C.I.S.E., C.C.F., Angela Griman, La Source, 328572.

Chypre

Après la proclamation d'un Etat autonome turc

Mgr MAKARIOS : nous allons résister.

S'adressant vendredi 14 février à plusieurs milliers de manifestants qui protestaient contre la proclamation unilatérale d'un Etat chypriote turc autonome, Mgr Makarios déclara qu'il n'accepterait jamais la fait accompli de la partition. « Nous allons résister, nous allons lutter. Nous nous souleverons si cela est nécessaire, mais nous ne céderons pas », a déclaré l'évêque. Il a ajouté en réponse aux manifestants qui criaient « Allés à Moscou, votre Evêque » : « Nous retournerons vers Moscou et prions d'ailleurs nos efforts pour sauvegarder l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de notre île ».

Premier résultat de la proclamation de l'Etat turc autonome, la réunion prévue pour lundi entre les représentants des deux communautés de l'île a été annulée. M. Denktash, le nouveau « président » de l'Etat fédéré, a rendu public vendredi son plan concernant la solution du problème chypriote.

Les principaux points de ce plan sont :

- Chypre est un Etat laïc et indépendant ;
- Chypre est formée de deux communautés et de deux Etats séparés ;
- Le gouvernement central aura des pouvoirs limités. Les deux Etats fédérés disposeront de larges pouvoirs ;
- La politique étrangère de la République chypriote ne peut être utilisée à l'encontre d'une des deux communautés ;
- Les membres des deux communautés auront le droit de voter librement dans les deux secteurs de l'île ;
- La République sera gouvernée selon un accord entre les deux communautés en vue de la formation d'un Etat fédéré ;
- Les accords de garantie de 1960 seront toujours valables.

● A Ankara, M. Semih Akbil, porte-parole du ministère turc des affaires étrangères, a déclaré qu'il interprète la proclamation de la République fédérée turque de Chypre comme un pas vers le partage de l'île et un signe de mauvaise foi. La décision prise jeudi par les Turcs de l'île, a-t-il ajouté, constitue une « trahison bien intentionnée, qui empêchera le partage et fera de Chypre un Etat fédéral indépendant ». Il a poursuivi : « De toute manière, nous continuerons à nous opposer à la reconnaissance de la République turque de Chypre ». — (A.F.P., U.P.I.)

ARGENTINE

LES MORTS DU VENDREDI...

Buenos-Aires (Reuter, A.F.P.). — Quatre personnes : un journaliste et deux syndicalistes, ont été tués vendredi 14 février en Argentine.

M. Hipólito Acuña, député péroniste et ancien dirigeant syndical, a été abattu à Santa-Fé par des hommes armés qui se sont enfuis en voiture.

M. Eduardo Miguel Tabour, ancien officier de marine, a été assassiné par trois hommes qui tentaient de l'enlever, dans le district de Bernal, aux environs de Buenos-Aires. Dans les banlieues de la capitale également, on a retrouvé les corps carbonisés de huit de deux syndicalistes qui avaient été enlevés. Ces deux meurtres sont attribués à l'organisation d'extrême droite A.A.A. Ces assassinats portent à vingt-huit le nombre des victimes politiques depuis le début de l'année et à deux cent vingt-deux depuis la mort du général Peron en juillet dernier.

Selon le journal « El Cronista Comercial », la police avait d'abord arrêté la femme de M. Oscar Santucho, frère de Mario Santucho, le dirigeant de P.E.R.P. (Armée révolutionnaire du peuple).

(PUBLICITE) CONTRE LES DISCRIMINATIONS RACIALES ET RELIGIEUSES EN FRANCE

Plusieurs banquiers arabes ont demandé à la France d'écartier les banques juives de deux consortiums formés à Paris pour placer des emprunts sur le marché national.

Ainsi l'Intra Investments Company et l'Union des Banques Arabes et Françaises (U.B.A.F.) exercent d'intolérables pressions pour imposer une discrimination contraire à la loi et à l'esprit de nos institutions. Des banques nationalisées sont en cause.

Au nom de l'indépendance de notre pays, nous entendons protester énergiquement contre les discriminations qui visent les « entreprises juives ».

Après le chantage au pétrole, le chantage aux pétro-dollars. Si nous n'y prenons garde l'agression économique de certains pays arabes se poursuivra et demain, nul ne sera à l'abri d'une nouvelle edgence.

On peut déjà en percevoir les conséquences dans le cas typique de la ville de Romans (Drôme) où des capitaux arabes ont été sollicités pour la construction d'un hôpital. N'y a-t-il pas à craindre qu'un jour les prêteurs arabes s'opposent à l'admission d'un malade d'origine juive dans cet établissement de soins ?

Les banques ouest-allemandes et américaines également soumises aux mêmes pressions ont refusé de céder, soutenues par leurs gouvernements respectifs. Qu'attend le gouvernement français pour prendre une position identique ? Les prétentions des banquiers arabes sont en contradiction avec les règles morales et politiques et la législation de notre pays.

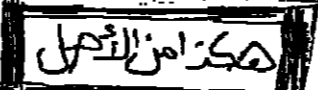
Quant aux banques françaises qui se sont inclinées elles doivent s'attendre à des réactions d'une partie de leur clientèle prête à répondre à la coercition par des retraits de fonds.

La Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme (L.I.C.A.) demande instamment au chef de l'Etat, garant de la Constitution, de ne pas admettre de discrimination entre Français.

La Ligue rappelle qu'elle est habilitée par la loi du 1^{er} juillet 1972 à poursuivre tous actes de discrimination raciale.

Pas de liste noire en France.

Si vous approuvez ce texte, participez à notre action en faisant parvenir votre soutien à la L.I.C.A., 40, rue de Paradis, 75010 PARIS, C.C.P. PARIS 270.16.



POLITIQUE

APRÈS LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PREMIER SECRÉTAIRE DU P.S.

Faut-il relancer l'activité économique comme le demande M. Mitterrand ?

L'Etat doit-il prendre des mesures pour relancer l'activité économique en France ? Le gouvernement continue de répondre par la négative : M. Chirac vient de déclarer que le climat des affaires commençaient à légèrement s'améliorer et qu'une véritable reprise s'amorcerait au second semestre. M. Mitterrand est, lui, d'un avis différent.

Pour ne pas se laisser prendre dans une spirale récessionniste, il faut, selon M. Mitterrand, sélectionner sélectivement l'économie : pour relancer, il faut alléger les impôts sur le revenu, supprimer la T.V.A. sur les produits de première nécessité, accorder 3 milliards de francs de subventions aux collectivités locales pour leurs travaux, créer trente-trois mille postes nouveaux dans la fonction publique, etc. Le premier secrétaire du parti socialiste a quelques raisons de ne pas croire à cette reprise progressive de l'activité que laisse entrevoir le gouvernement. La situation américaine offre, à elle seule, une raison sérieuse d'inquiétude. Après la régression de 1,7 % du produit national en 1974, on peut s'attendre à un nouveau recul qui pourrait, cette année, dépasser les 3,3 % annoncés par M. Ford. Bien évidemment, cela n'est pas fait pour stimuler le commerce mondial ni l'activité de l'ensemble des pays industrialisés. La question est pourtant de savoir si le vrai problème — le plus grave, le plus difficile à résoudre — n'est pas celui de la maîtrise de l'inflation. Relancer l'activité économique n'est pas très difficile pour un Etat moderne, qui peut agir en allégeant les impôts, en accroissant les dépenses publiques ou en injectant des crédits dans les circuits d'affaires : on l'a vu en 1968. La plupart des économies capitalistes ne demandent qu'à repartir. Il suffit de desserrer un tant soit peu les freins aux bons endroits. Cela est vrai pour le Japon comme pour l'Allemagne, comme pour la France. Le renchérissement des coûts dérivés n'a pas cessé les ressorts de la croissance. Au contraire. Il va provoquer — il provoque déjà — une formidable demande de biens d'investissement de la part des pays récemment enrichis, mais aussi de la part des pays industrialisés, qui ont besoin de reconstruire ou d'adapter des secteurs entiers

de leur appareil de production. La réduction de la demande qui a provoqué chômage et faillites, est un phénomène en grande partie provoqué par une politique qui a volontairement visé à réduire la consommation et l'investissement pour accroître les quantités de biens exportés. Le réajustement de nos échanges extérieurs est à ce prix. Cette politique peut donc, à tout moment, être infléchi.

La question est de savoir si l'inflation ne repartira pas de plus belle l'année prochaine dès que la reprise se produira. Si les mêmes causes produisent les mêmes effets, cela est plus que probable. Peu de choses ont, en effet, été fondamentalement changées dans les structures économiques et l'expérience actuelle de stabilisation ressemble beaucoup aux méthodes classiques de « stop and go » qui ont le gros inconvénient de laisser intacts les problèmes et donc de faire alterner les périodes de récession et les périodes de surchauffe économique. Il est évidemment impossible de faire à M. Mitterrand un procès de légèreté vis-à-vis du phénomène inflationniste : le leader socialiste a mis au point un programme qui changerait fondamentalement, pense-t-il, les habitudes du système et qui permettrait, à terme — notamment par la nationalisation du crédit — de conduire de pair expansion économique et stabilité des prix. Ce que les responsables des économies libérales n'ont jamais pu faire depuis la dernière guerre. Il faudrait évidemment éprouver les hypothèses de M. Mitterrand pour en mesurer le bien-fondé. L'alternance du pouvoir aurait eu au moins cet avantage de tester la validité d'une autre politique économique. Il est probable, en revanche, que les mesures proposées par M. Mitterrand si elles étaient prises telles qu'elles sont, seraient en fait de relancer l'in-

L'HUMANITÉ: Giscard d'Estaing n'a pas été la cible privilégiée de M. Mitterrand.

L'Humanité revient, dans ses éditions du 15 février, sur la conférence de presse tenue par M. François Mitterrand, jeudi 13 février. M. Jean Lagarde écrit : « Il est vrai que les quelques coups de griffes à M. Giscard d'Estaing n'étaient pas ce 13 février d'une cruauté exceptionnelle. Le premier responsable de l'autoritarisme libéral, le chef des armées, l'inventeur de l'impôt fiscal et des lois de faveur pour les milliardaires, le patron des affaires étrangères orientées vers l'extérieur, en un mot celui qui décide de plus en plus de toute la politique française, n'a pas été la cible privilégiée de F. Mitterrand ».

M. CARO: les centristes veulent des dirigeants nouveaux.

M. Jean-Marie Caro, député du Bas-Rhin (réformateur), membre du bureau exécutif du Centre démocratique et qui a rejoint le Mouvement des démocrates sociaux fondé par MM. Michel Durafour, ministre du travail, et André Rossi, porte-parole du gouvernement, vient d'affirmer, dans une déclaration à l'A.F.P. : « Ce sont MM. Jean Lecaruel et Jean-Jacques Servan-Schreiber, présidents du Centre démocratique et du parti radical, qui sont les responsables de la désagrégation du Mouvement réformateur et de son échec. Les centristes veulent le besoin de dirigeants nouveaux et ne veulent plus se contenter des vieux retrains (...)

LE PROJET DE LOI SUR LE DIVORCE

M. Giscard d'Estaing : garantir la perception effective des pensions alimentaires

M. Valéry Giscard d'Estaing a indiqué, vendredi 14 février, dans une interview à l'envoyé spécial du *Deutscher Liberal*, qu'au cours de ses vacances à Courchevel il avait travaillé sur deux dossiers importants : l'énergie, afin de préparer la conférence internationale, et dans l'immédiat, en concertation avec M. Kissinger le mercredi 19 : le divorce, qui fait l'objet d'un projet de loi que le conseil des ministres examinera lors de sa réunion du 18 février. Sur ce dernier point, le président de la République a précisé : « Pour que la réforme soit équitable, il me paraît nécessaire qu'elle s'accompagne de la mise en place d'un dispositif qui garantisse la perception effective des pensions alimentaires versées aux personnes divorcées. Le projet actuel ne comporte pas encore cette disposition. Il me paraît nécessaire de le compléter sur ce point ». Invité à commenter un sondage récent, qui révèle une hausse de la popularité, le chef de l'Etat a déclaré : « Les Français sont très sceptiques sur les promesses électorales. Il faut être très en contact avec eux. Ils se demandent si je croyais vraiment ce que je leur ai dit pendant la campagne, c'est-à-dire mon attachement à une politique active, réformatrice. Ils s'aperçoivent maintenant que c'est vrai ».

AU GOUVERNEMENT

Protocole et ancienneté

Après le remaniement ministériel du 31 janvier, l'ordre protocolaire des ministères, tel qu'il apparaît au Journal officiel, a été modifié jusqu'à la présidence de la République et le premier ministre présidentiel, dans l'ordre, le ministre de l'Intérieur (ministère d'Etat), le ministre de la Justice, le ministre de la Défense, le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'économie et des finances. Désormais, la classement des ministères s'établit ainsi : Intérieur, Justice, affaires étrangères, économie et finances, défense, en dernier passe donc de la troisième à la cinquième place. De bonne source, on explique ce recul par une modification de l'ordre protocolaire des places à la table du conseil des ministres, modification intervenue à la suite du dernier remaniement du gouvernement, le vendredi 31 janvier 1975. L'attribution de ces places, et notamment celles des cinq « grands » ministères aux côtés du président de la République et du premier ministre, s'effectue, en effet, selon une pratique générale à l'adminis-

(Publicité)

DE LA MATERNELLE A L'ECOLE DE DEMAIN

- Les propositions de la F.C.P.E. (CORNEC) pour une école démocratique face au projet Lesur-Hoby.
- L'école maternelle à travers le film de D. Karlin « UNE ANNÉE AVEC CAPUCINE ».

MOULOUDI

Le MARDI 18 FÉVRIER MUTUALITÉ
 Prix des places : 10 francs 24, rue Saint-Victor, Paris (5^e)
 (sur place) (Métro : Maubert-Mutualité)

— Conseil Départemental de la F.C.P.E. (CORNEC) de Paris.

(PUBLICITE)

LE LARZAC VEUT VIVRE

L'ARMÉE VEUT LE DÉTRUIRE

Le 12 février a débuté l'enquête parcellaire, première phase de la procédure d'expropriation des paysans du Larzac

NOUS LA BOYCOTTONS

NOUS SOMMES DÉTERMINÉS A GARDER LE LARZAC

PARTICIPEZ A NOTRE COMBAT

SOUSCRIVEZ AU GROUPEMENT FONCIER AGRICOLE

Le G.F.A. rachète les terres mises en vente par des non-exploitants et convoitées par l'armée.

Montant de la part : 1.000 F ; chèques libellés au nom de « Maître de Rouetvillade », notaire à Millau.

Secrétariat G.F.A. LARZAC : Chambre d'Agriculture, route de Moyrazès, 12009 RODEZ.

SOUTENEZ FINANCIÈREMENT LA CAMPAGNE DE SOUTIEN AUX PAYSANS

Envoyez vos dons à : Patrick BOURDIN, Ferme de l'Hôpital, 12100 MILLAU.

LES PAYSANS DU LARZAC — LES COMITÉS LARZAC

150

Comité de la...
si prend sous la presi...

band les différent

THEORIE ET POLITIQUE

855
869
+ 512
286
0 h 2
218
- 19

صوتك من الامم

ÉDUCATION

Le Haut Comité de la langue française s'est réuni sous la présidence de M. Chirac

Le Haut Comité de la langue française s'est réuni vendredi 14 février à l'hôtel Malmaison pour sa première séance plénière de l'année, sous la présidence de M. Chirac, premier ministre, et en présence de plusieurs ministres et secrétaires d'Etat, parmi lesquels MM. René Haby, ministre de l'éducation, et Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités. C'est la première fois depuis 1972 que le Haut Comité est présidé par le premier ministre.

M. Chirac a notamment rappelé à cette occasion que le gouvernement actuel est « tout autant intéressé que ses prédécesseurs » par les questions concernant la défense et l'expansion de la langue française.

Quatre rapports ont été présentés par le Haut Comité au gouvernement au cours de la réunion. M. Jean Mistler, qui prenait en tant que secrétaire perpétuel de l'Académie française ses fonctions au poste laissé vacant par M. Maurice Genevoix soumis un rapport concernant la proposition de loi de M. Lauriol, député (D.F.), sur l'usage du français dans les pratiques commerciales, l'affichage et la conclusion de contrats dans les pays étrangers. Le gouvernement a donné son accord pour que cette proposition soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine session parlementaire.

M. Marc Blancpain, secrétaire général de l'Alliance française, s'est inquiété des difficultés de la présence culturelle française aux Etats-Unis. Il a notamment insisté sur le fait qu'il fallait « donner aux Etats-Unis une image plus moderne de la langue française, qui n'est pas encore assez souvent considérée comme une langue technologique ». Un effort sera fait en particulier pour aider les professeurs qui enseignent le français dans les universités américaines, alors que notre langue cède du terrain au profit de l'espagnol. (Le Monde, 10 janvier 1974)

M. Jean-Pierre Soisson souhaite une révision de la politique du Conservatoire des arts et métiers

« Le Conservatoire doit jouer un rôle fondamental dans la formation continue et l'accès des travailleurs aux enseignements supérieurs », a déclaré M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire d'Etat aux universités, au cours de sa visite au Conservatoire national des arts et métiers, jeudi 13 février. Le CNAM, qui accueille à Paris et dans ses établissements de province près de cinquante mille élèves, pour la plupart salariés, qui suivent des cours du soir, doit « élargir ses activités » selon M. Soisson, dans la définition d'une politique globale d'enseignement et de recherche.

Pour préserver le caractère original de l'établissement, le secrétaire d'Etat a annoncé que le Conservatoire garderait son statut d'établissement public à caractère administratif, mais « avec une plus grande participation du personnel et des élèves aux prises de décisions ». A la façon des écoles d'ingénieurs. La révision du statut du CNAM est à l'étude depuis 1968. La nomination de M. Laurent Châtillon, conseiller technique du secrétaire d'Etat aux universités à la direction du CNAM, depuis novembre 1974, occupera cette opération de « dépeçage et de rénovation », selon l'expression du nouveau directeur.

A l'avenir, M. Soisson propose que les activités du Conservatoire soient financées comme doivent l'être les universités, en partie par une subvention générale de fonctionnement et, pour une proportion plus limitée, par une contribution de l'Etat pour une politique spécifique. Le secrétaire d'Etat a invité le CNAM à présenter des « propositions sur sa politique d'enseignement et de recherche assorties d'un plan de travail pour l'avenir ». En atten-

Traditions d'Assas

Pour la première fois depuis 1968, l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris II, M. Berthold Goldman, profita de la présence de M. Soisson pour se plaindre que l'université cède aux murs d'une trop étroite demeure - et se fit un beau succès en affirmant : « Les étudiants d'aujourd'hui travaillent davantage et sont plus mûrs que nous ne l'étions. » Après l'éloge des récipiendaires, M. Soisson brièvement pour louer « la communauté scientifique - qui doit précéder cette communauté mondiale que la France appelle de ses vœux ».

Avant l'arrivée de M. Soisson un incident avait illustré le climat qui régnait ici certains groupes d'étudiants avaient eu, il y a huit jours, son local sac-cage, voulu disposer sur le passage du cortège un panneau montrant des photos du local dévasté et réclamant la « liberté d'expression ». Au bout de quelques secondes les affiches furent arrachées par des étudiants d'extrême droite, l'opération ayant lieu devant les vitres passifs. Dès vendredi, un militant d'extrême droite était surpris au moment où il lançait une bombe lumineuse dans le local de l'UNEF... A Assas, toutes les traditions se maintiennent.

Br. F.

Des méthodes qui peuvent être exportées

Mgr Pierre Ramondot, président du Comité catholique des amitiés françaises dans le monde, a suggéré une réflexion d'ensemble sur « la présence française dans le monde par la radio, les revues, etc. » M. Christian Chavanon, président de la section des finances au Conseil d'Etat, a évoqué les problèmes linguistiques que pose le développement du commerce extérieur français et juge que les méthodes utilisées pour apprendre le français aux travailleurs immigrés pourraient être exportées à l'étranger.

Le Haut Comité a conclu ses travaux en souhaitant que « le français ne soit pas seulement la langue des Précieuses ridicules, mais également la langue par laquelle on accède au monde moderne ».

LA FRESQUE DU PROFESSEUR DE DESSIN (Suite)

L'acte disciplinaire vient d'être engagé contre M. Maurice Bas, professeur de dessin dans un collège d'enseignement secondaire de Nîmes, pour avoir fait éjecter, en juin 1974, par ses élèves de sixième des frégates à la crête sur les murs de leur classe.

M. Bas avait été suspendu le 23 septembre 1974 sans qu'aucun grief lui ait été adressé officiellement, et il avait été réintégré à son poste le 29 septembre de la même année.

Le Syndicat général de l'éducation nationale (S.G.E.N.-C.F.D.T.), auquel appartient M. Bas, estimant que « la première suspension était illégitime » puisque le ministre n'a pas utilisé les quatre mois de délai dont il disposait réglementairement pour engager une action disciplinaire, a annoncé qu'il venait d'exiger un recours devant le tribunal administratif. Le syndicat déclare que « la procédure disciplinaire qui est engagée contre M. Bas est nulle et non avenue ».

NOUVELLES RÉACTIONS AU PROJET DE M. HABY

Le P.S.U. estime que « le discours humaniste, libéral et moderniste de Haby ne saurait masquer l'essentiel du projet de réforme de l'enseignement, une sélection à la fois plus précoce et plus large ». Le P.S.U. appelle les intéressés - c'est-à-dire les enseignants, personnels de l'éducation nationale, parents - à « engager la bataille contre ces projets ». « C'est moins un débat sur l'école qu'un débat sur la formation (initiale et permanente) qui est en jeu ».

Le C.G.T. estime que ce projet « perpétue et accentue à tous les niveaux la sélection sociale ». D'autre part, selon le C.G.T., il ne comporte aucun moyen nouveau, ni en postes ni en crédits.

L'Union nationale interuniversitaire (UNI, droite) « exprime les plus expresse réserves à l'égard des dispositions instituant l'autonomie des établissements d'enseignement. Elle craint que cette autonomie n'entraîne, d'une part, une dégradation catastrophique de nouveaux établissements, d'autre part, une politisation plus étendue encore et la constitution de tentaculaires groupements politiques ». D'autre part, l'UNI « rappelle la nécessité d'un système d'examen fonctionnant sur le plan national ».

JEUNESSE

CONFLIT ENTRE LE MAIRE ET LA M. J. C. DE VIRY-CHATILLON (ESSONNE)

Quand les différends se règlent au bulldozer...

Un amas de poutres brisées. Un téléviseur béant. Des câbles et des fils enchevêtrés. Un projecteur à moitié enfoui sous la terre près des traces encore fraîches d'un bulldozer. Deux petits bâtiments en préfabriqué, voilà tout ce qu'il reste de la Maison des jeunes et de la culture de Viry-Chatillon (Essonne). Un peu partout ici et là, des pancartes et des banderoles : « Pour la liberté d'association et d'expression ». « Des crédits, des locaux pour la M.J.C. ».

C'est à 5 heures du matin, vendredi 7 février, que les bulldozers, à l'ordre de M. Henri Longuet, maire de la commune, ont commencé leur travail de démolition. Assistés par un ouvrier allant à son travail, des adhérents sont intervenus et ont entrepris d'occuper à tour de rôle, jour et nuit, les derniers petits bâtiments encore debout.

Coincée entre la poste et la mairie au centre de la ville de Viry-Chatillon, la M.J.C. de Viry-Chatillon détonnait sur les jardins méticuleusement entretenus, les allées bien ordonnées, les arbres bien taillés de la municipalité. Sa disparition physique n'est aujourd'hui que le dernier acte d'un conflit qui l'oppose depuis des années à la mairie.

Dès l'été 1969, la M.J.C. rencontra une grande popularité parmi les jeunes, les travailleurs et les membres de la famille. Il faut songer à raménager et même à agrandir. C'était encore le temps où les rapports entre la municipalité et la M.J.C. étaient ce qu'on adhérait qualifié aujourd'hui de « normaux » : « Il fallait lutter pour avoir quelque chose, mais nous sommes quand même parvenus à obtenir de la mairie un deuxième bâtiment en préfabriqué et un petit pavillon appelé « For-

geric », où on a pu aménager une grande salle. » En fait, il ne s'agissait là que de locaux provisoires, explique M. Jean-Jacques Mitterrand, directeur de la M.J.C. Par la suite, la mairie prit prétexte d'un projet de construction d'un centre culturel (et non d'une M.J.C.) pour nous refuser toute installation ou crédit supplémentaire.

Entre-temps, la Maison des jeunes avait pris son essor. Ses adhérents ne se satisfaisaient plus des ateliers d'été, de théâtre, et organisaient des activités extérieures à plus grande échelle. « Le premier accrochage avec la municipalité remonte à 1971, raconte M. Jacques Bertin, membre du conseil d'administration. Nous avions décidé de célébrer le centenaire de la Commune. Nous avons monté une exposition, projeté des films, et même construit une barricade à la M.J.C. Mitterrand est venu chanter et nous avons décoré de bannières les murs des chapelles rouges, des drapeaux noirs, mais aussi des drapeaux tricolores. Cela n'a pas du tout plu à certaines personnes, et la municipalité a protesté ».

La guerre d'usure

A partir de cette époque, toutes les activités de la M.J.C. ont été critiquées. Des bruits ont commencé à circuler. « Ma fille aurait aimé y aller s'amuser, dit un habitant du quartier, mais il faut une carte du P.C. pour y aller. » « Non, elle est trop timide pour essayer. Mais elle a bien senti qu'elle ne serait pas acceptée. »

« Vous avez vu les filles et les garçons ? Ils ont les yeux longs jusque-là, remarque le maire en montrant sa fille. Ils ont cherché un moment à prendre en main les sports ; pensez que les associations se sont défendues ! Elles n'aiment pas tous ces drapeaux. » Des drogues ! « à la M.J.C., on leva les épaules en souriant. Il n'y a pas encore eu une seule histoire de drogue dans la ville, et même dans la région, alors ? » « Quand à la prise en main des sports, c'est également faux. Nous avons voulu monter une section de karaté. Le maire nous a fait comprendre qu'il serait préférable de ne rien en faire : la karaté était pour « la querrelle de rue ».

THEORIE ET POLITIQUE

Le 18 juin 1973, à la surprise générale, au lieu de décider la construction de nouveaux locaux pour la M.J.C. le conseil municipal réalisa « à titre conservatoire » le contrat de financement du poste de directeur et la convention passée entre la ville de Viry-Chatillon et la M.J.C. Pour devenir définitive, la résolution doit être ratifiée. Elle ne l'est toujours pas.

Pour le maire, la M.J.C. n'existe plus depuis le 31 décembre 1974, date à laquelle les contrats ont expiré. « Nous préférons les bâtiments à la M.J.C. Celle-ci ne jassant plus partie de la commune, nous avons le droit d'en demander la démolition. » Les protestations des sept cents adhérents ou des trente-sept associa-

tions réunies en comité de soutien à la M.J.C. n'empêchèrent pas la visite de l'huissier le 23 janvier. Le 4 février, le maître d'œuvre, l'architecte, l'électricien, le chauffeur, pour déloger les adhérents qui n'ont jamais cessé leurs activités.

L'agrandissement de la poste-motif avancé par le maire pour justifier la démolition, n'est en fait qu'un prétexte. En réalité, la M.J.C. rentrerait mal dans les préoccupations de la municipalité. On peut dire que cela fait plus de trente ans que M. Longuet est maître de Viry-Chatillon. C'est en 1940 qu'il pénétra, pour la première fois, à l'hôtel de ville. Il est revenu, en 1953, après quelques années d'exil, de la région de M. Lecanuet, et conseiller général. Deux mandats qui lui ont été ravis par des représentants du parti communiste : M. Pierre Juy et Mme Geneviève Rodriguez.

Ce petit homme actif et énergique gère une municipalité comme il mène son entreprise de travaux publics. Car, en fait, la M.J.C. rentrerait mal dans les préoccupations de la municipalité. On peut dire que cela fait plus de trente ans que M. Longuet est maître de Viry-Chatillon. C'est en 1940 qu'il pénétra, pour la première fois, à l'hôtel de ville. Il est revenu, en 1953, après quelques années d'exil, de la région de M. Lecanuet, et conseiller général. Deux mandats qui lui ont été ravis par des représentants du parti communiste : M. Pierre Juy et Mme Geneviève Rodriguez.

« Nous faisons beaucoup pour les jeunes : nous sommes la commune la plus sportive de France », souligne M. Longuet.

Si la M.J.C. s'était cantonnée aux ateliers de fabrication d'objets en poterie, aux sorties en plein air pour les plus jeunes, à des projections de film de cinéma, et n'avait pas cherché à attirer les adultes et les personnes âgées, tout aurait très bien été entre elle et M. Longuet. Mais ses responsables ne concevaient pas l'animation d'une M.J.C. de cette façon. « Une maison des jeunes se doit de rendre ses adhérents conscients et actifs », dit M. Longuet, vice-président de la M.J.C. Aussi nous n'avons pas hésité à montrer des documents sur le Chât. à l'aire des débats sur l'isolement et les projections d'histoires d'A. On a installé sur la place du marché un échafaud pour débattre sur la peine de mort. Une maison des jeunes doit être aussi une maison pour tous. Les contacts entre différentes générations sont essentiels ».

Les « personnes du troisième âge » sont venues très nombreuses le 8 février après-midi, pour la manifestation de soutien à la M.J.C. Toutes étaient stupéfaites. « Je n'arrivais pas à croire mes yeux », raconte Cécile, une dame de quatre-vingt-six ans qui a tout de suite reconnu et apprenant la nouvelle de la démolition de « sa » M.J.C. Malgré des difficultés pour marcher, malgré son âge, elle a tenu à prendre son tour pour occuper les derniers locaux encore debout. Car tout le monde à la M.J.C. attend de pied ferme le retour des bulldozers. Et ils reviendront, a dit le maire.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

LE PROJET DE LOI

M. Girard d'Estaing : garant de la perception effective des pensions alimentaires

AU GOUVERNEMENT

Protocole et ancienneté

VIVRE TRUIRE

ORDRE LE LARZAC

COMBAT

FINANCIÈREMENT DE SOUTIEN

LARZAC

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE PARIS

La faute d'un employé subalterne et la responsabilité hiérarchique

Dans un jugement rendu vendredi 14 février, à propos d'une affaire de fraude sur des produits alimentaires découverte en mars 1973, au magasin Inno, rue de Passy, à Paris-16^e, la dixième chambre correctionnelle de Paris semble avoir renversé en cause, en cas de faute professionnelle, le principe de la responsabilité personnelle d'un employé subalterne quand il est soumis à une hiérarchie. Le tribunal a, en effet, relaxé Mlle Madeleine Provost, vingt-trois ans, vendeuse au rayon charcuterie du magasin, qui, sur des emballages de choucroute, avait fait figurer l'étiquette indiquant la date limite de fabrication alors que la directrice du magasin, Mme Gisèle Courtin, et le chef de rayon, M. Edmond Lubera, ont été condamnés respectivement à deux mois d'emprisonnement avec sursis et 8 000 F d'amende, et à un mois d'emprisonnement et 3 000 F d'amende. Les magistrats ordonnent, en outre, la publication du jugement dans deux quotidiens et son affichage aux portes du magasin.

Tout en notant la modicité du salaire de la vendeuse (environ 1 000 F par mois), le tribunal estime qu'il paraît peu probable que ce soit elle qui, de sa propre initiative et sans ordre supérieur, ait pris la décision de modifier et de falsifier la date limite du produit «ligieux».

Il fait remarquer aussi que « dans des magasins à grande surface du genre Inno-Passy, le

personnel est très fortement hiérarchisé et dispose à la base de peu d'initiative, qu'il est donc certain que la demoiselle Provost a agi sur ordre supérieur ne pouvant émaner que du chef du rayon Lubera Edmond ou même des supérieurs de celui-ci ».

Sur ce point, le jugement souligne que « le tribunal ne peut que stigmatiser au passage le procédé hélas fréquent qui consiste à faire endosser par une employée modeste et subalterne les infractions commises en leur faisant signer postérieurement une reconnaissance de faute personnelle ».

Le tribunal ajoute que « s'agissant de l'incomber au chef de rayon et au directeur du magasin, la responsabilité pénale doit en incombant à la réglementation comme c'est le cas en l'espèce, la responsabilité pénale doit en incombant à la force majeure ou à l'abus de pouvoir (et non à la responsabilité pénale) », et il accuse le chef de rayon et la directrice d'avoir « manqué à leurs obligations de surveillance et de contrôle » et d'avoir commis « des négligences graves que l'on assimile à la faute professionnelle ».

Les suites de l'affaire Pierotti

M. SIMON-LORIERE PORTE PLAINT EN DIFFAMATION

(De notre correspondant.)

Toulon. — Une nouvelle plainte en diffamation vient d'être déposée après la diffusion à Toulon, depuis le 12 février, de dix mille tracts mettant en cause des magistrats et des personnalités de la ville à propos de l'affaire Jean Pierotti, le directeur d'un cabinet de presse hypothécaire arrêté le 20 septembre 1974 pour escroqueries. M. Aymeric Simon-Lorier, député du Var (U.D.R.), s'est, en effet, joint le 14 février aux trois personnes qui avaient déjà déposé plainte : MM. Maurice Arreckx, maire de Toulon (centriste) ; René Guisiano, un de ses adjoints, et Bernard Lafont, suppléant de M. Simon-Lorier (le Monde du 14 février). La diffusion de ce tract a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire décidée par le procureur de la République.

L'instruction de l'affaire Pierotti proprement dite continue. Deux experts marseillais, MM. Benamati et Guisano, ont été désignés par le magistrat instructeur, M. Jean Pouget. Mais la complexité de la comptabilité du cabinet Pierotti est telle — les experts ont dû louer un ordi- nateur — qu'on ne s'attend pas à ce que les résultats de l'expertise soient déposés avant plusieurs semaines.

Quant à cette affaire, le Comité de défense des préteurs du cabinet Pierotti s'étonne dans un communiqué du silence dont est entourée l'instruction et insiste pour que les responsables « quels qu'ils soient et quelle que soit leur position sociale » soient mis à la disposition de la justice.

FAITS DIVERS

Contrairement aux premières informations L'EXPLOSION D'UN FOUR NE SERAIT PAS A L'ORIGINE DE L'INCENDIE A LA CENTRALE D'ENSISHEIM

Contrairement aux premières renseignements recueillis, le fonctionnement défectueux d'un four de cuisson ne serait pas à l'origine de l'incendie qui a provoqué, le jeudi 13 février, la mort de quatre détenus de la maison centrale d'Ensisheim, dans le Haut-Rhin (le Monde du 15 février). Deux hypothèses sont maintenant avancées, tant par la direction de la prison que par le parquet de Colmar : le sinistre serait dû soit à la projection d'une étincelle par un pistolet à peinture, soit à une cigarette allumée par mégarde dans l'atelier de peinture du rez-de-chaussée.

Dans les deux cas, ces sources de chaleur auraient provoqué l'inflammation de vapeurs de solvants. Le feu aurait rapidement entraîné des brûlures graves des détenus à envelopper les cadres de bicyclette après peinture. La fumée toxique dégagée par cette combustion se serait enflammée dans un conduit d'aération et aurait atteint, au deuxième étage, un local dans lequel se trouvaient cinq détenus. En quittant la pièce, l'un d'eux aurait provoqué un appel d'air, et l'afflux soudain de fumée aurait asphyxié ses camarades.

Opération de contrôle à Orly. — La police de l'air et des frontières d'Orly, renforcée par des effectifs de police urbaine du Val-de-Marne, a fait, au cours de l'après-midi du vendredi 14 février, une opération de contrôle sur l'aéroport. Cent quarante-neuf personnes ont été interpellées, mais aucune arrestation n'a été opérée et aucun objet suspect découvert.

BIEN QUE LE FILM NE SOIT PAS INTERDIT

Le secrétaire général des C.D.R. obtient la saisie d'une copie de « Il pleut toujours où c'est mouillé »

M. Camille Bernard, vice-président du tribunal de Paris, n'a pas fait droit à la requête de M. Yves Lancelotti, qui en sa qualité de secrétaire général des C.D.R. pour la défense de la République (C.D.R.), lui avait demandé en référé de faire saisir toutes les copies du film « Il pleut toujours où c'est mouillé », actuellement projeté à Paris, et d'en interdire la diffusion sous quelque forme et en quelque lieu que ce soit.

Cette œuvre, ayant pour sujet une campagne électorale purement imaginaire dans un village du Lot-et-Garonne, montre des militants d'un C.D.R. — soutenant le candidat de la majorité à la députation — en train de solliciter des candidats communistes.

La décision du magistrat n'est cependant pas parfaitement rassurante quant aux menaces contre les libertés d'expression, car elle déclare notamment :

« (...) Il existe une contestation sérieuse sur le point de savoir si le juge des référés peut ordonner la saisie générale des copies d'un film et interdire son exploitation à la demande d'une association, pour atteinte portée

à l'honneur et à la considération de ses membres, au motif que, dans une œuvre d'imagination en relation étroite avec des événements politiques, il est prévu à l'un de ses membres supposés, non identifiable avec un personnage réel, des attitudes et actions répréhensibles (...). Il appartient au juge du fond d'apprécier si, dans les circonstances de l'espèce, le risque de confusion susceptible de se produire dans l'esprit du public entre la fiction et la réalité est de nature à occasionner un préjudice et d'en déterminer l'étendue (...). Pour permettre à l'association demanderesse de conserver toutes ses activités en vue d'une action éventuelle au fond, il convient seulement d'ordonner la saisie d'un exemplaire d'une copie du film (...). »

En conséquence, un huissier est chargé, d'une part, de sequestrer cette unique copie, d'autre part, de transcrire dans un délai de quinze jours les paroles échangées au cours de l'émission de télévision du 4 février contenant des extraits du film, la société TF 1 étant déclarée sequestrée des bandes durant cette période.

EN BREF...

M. Oitener, premier vice-président du tribunal de Paris, s'est prononcé le 14 février sur la requête présentée en référé par M. Giuseppe Marzulli, le peintre milanais qui demandait la restitution de son tableau intitulé « L'œuvre » par un coup d'audace sur un mur du musée du Jeu de paume. Le magistrat a ordonné la restitution de l'œuvre à son auteur en présence d'un huissier, mais il a mis les frais de justice à la charge du peintre en raison du caractère anormal des conditions dans lesquelles il avait emprunté sans autorisation les cimaises du musée national.

Plainte pour sécherie policière. — M. Benamati Bichir, étudiant marocain de quatrième année de sciences économiques à la faculté d'Aix-en-Provence, ancien élève de l'école supérieure de commerce de Marseille, vient de déposer une plainte auprès du procureur d'Aix-en-Provence pour « sécherie policière et détention abusive ». Un certificat médical

est joint au dossier constitué par un avocat d'Avignon, membre du comité de soutien aux travailleurs immigrés. M. Bichir, qui est détenteur d'une carte d'étudiant valable jusqu'à fin novembre 1975, déclare qu'il a été arrêté vendredi 7 février, ainsi que quatre travailleurs immigrés par les policiers de Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), qu'il a été interrogé et noté pendant plusieurs heures et que lui-même n'a été relâché que le lendemain samedi, à 21 heures, par trois inconnus qui l'avaient ramené à Aix-en-Provence en voiture. — (Corresp.)

Militant de l'Association pour la défense des intérêts des divers hommes et de leurs enfants mineurs. M. Robert Kiffer, économiste, quarante-deux ans, est incarcéré depuis le 10 février à la maison d'arrêt de Clermont. Il est accusé d'abus d'emprisonnement de dix jours, à laquelle il a été condamné pour avoir refusé de payer 190 francs de frais de justice relatifs à son divorce.

A LYON

Un ancien inspecteur commercial assigne deux sociétés qui avaient fourni sur lui des informations compromettant son embauche

De notre correspondant régional

Lyon. — La première chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon est actuellement saisie d'une affaire qui sera plaidée le 18 février et qui met en cause deux sociétés de renseignements commerciaux qui avaient fourni à des employeurs des informations sur un ancien inspecteur commercial, vainement en quête de travail depuis huit ans.

La première chambre civile du tribunal de grande instance de Lyon est actuellement saisie d'une affaire qui sera plaidée le 18 février et qui met en cause deux sociétés de renseignements commerciaux qui avaient fourni à des employeurs des informations sur un ancien inspecteur commercial, vainement en quête de travail depuis huit ans.

Le délit d'atteinte à la vie privée

L'ordonnance ajoutait que le délit d'atteinte à la vie privée n'était pas davantage constitué, « rien ne permettant de penser que les renseignements ont été obtenus au moyen d'un appareil permettant l'écoute ou l'enregistrement ». Quant à la diffamation, elle ne pouvait être retenue, la prescription étant acquise et « les renseignements ayant été obtenus par un moyen d'espionnage et non par un moyen personnel à la fois ».

Il ne saurait y avoir diffamation dans les renseignements sur la solvabilité ou l'honorabilité de certaines personnes adressés par lettre à leurs clients par des sociétés spécialisées.

Secondus au pénal, M. Bruneau n'avait plus qu'une possibilité : invoquer l'article 1382 du code civil, selon lequel : « Tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer ». Invoquer l'article 1382 du Code civil, c'est invoquer la responsabilité de l'auteur du dommage. M. Bruneau invoquait l'article 1382 du Code civil, c'est invoquer la responsabilité de l'auteur du dommage. M. Bruneau invoquait l'article 1382 du Code civil, c'est invoquer la responsabilité de l'auteur du dommage.

RELIGION

Le Saint-Siège demande la non-parution d'un ouvrage d'experts catholiques sur les problèmes démographiques

« Le problème de la population : une interpellation aux hommes de notre temps », tel est le titre d'un ouvrage dont la parution prochaine provoque des remous au Vatican.

Elaboré par un groupe de travail des Organi-

sations internationales catholiques (O.I.C.) et un certain nombre d'experts catholiques, il s'agit d'un dossier qui avait été rassemblé en vue de l'Année internationale de la population (1974) et la Conférence internationale qui s'est tenue à Bucarest à cette occasion.

Un livre de plus sur un sujet qui fait couler beaucoup d'encre l'année dernière et qui continue de soulever les passions, comme en témoigne la publication récente du deuxième rapport du Club de Rome : « Stratégie pour demain ». Documenté, bien fait, ce livre présente clairement et de façon concise le problème sous quatre angles : économique, démographique, sanitaire et éducation. Il aurait eu peu de retentissement en dehors des milieux catholiques si le Saint-Siège n'avait pas essayé d'en arrêter la publication, puis la mise en vente.

Ce livre ne traite aucune thèse — et c'est justement ce qu'on lui reproche au Vatican. Comme l'explique, dans son introduction au livre, le chanoine Moerman, responsable du groupe de travail nommé par celle-ci : « L'ouvrage présente divers éléments d'appréciation sur un problème encore insuffisamment étudié et dont l'examen devrait permettre à ceux qui en ont la responsabilité de tirer les conclusions qui peuvent sembler s'imposer ».

Au Vatican, on aurait aimé que ces conclusions soient tirées explicitement — le point névralgique étant, évidemment, les aspects moraux de la question traités dans les trois derniers chapitres du livre. Dans cette partie, et de façon très nuancée, les auteurs tentent de présenter toute la complexité du jugement moral. Après avoir évoqué les nouveaux problèmes de population inconnus jusqu'ici, notamment la capacité toujours plus grande de « maîtriser des forces que nous ne pourrions que subir », ainsi que l'« interférence mondiale » en matière démographique, les auteurs dévient les deux hypothèses devant lesquelles le chrétien se trouve placé.

Celle de « s'efforcer d'imposer sa morale à tous, en la considérant comme seule universelle.

Ceci aboutit à une épreuve de force plus qu'à une maturation morale de l'humanité ou bien celle d' « entrer en dialogue permanent afin de reconnaître, au cœur de toute les différences un noyau commun sur lequel il est possible de fonder une œuvre commune ». Sans renier ses propres convictions, et sans que la morale soit le résultat d'un compromis, celle-ci, en concluent les auteurs, « doit entrer dans une recherche pluraliste afin de dépasser au sein des divergences valeurs morales reconnues par les uns et les autres, et qui rendent possible une convergence sur certaines lignes de progrès de l'humanité ». Le mot clé est d'abord et avant tout une démarche actuelle : la recherche que chaque époque, chaque génération, doit faire pour comprendre ce qu'elle vit, la signification des réalités qu'elle affronte, les valeurs impliquées dans les choix qu'elle adopte ».

Et la fin : « Les valeurs chrétiennes ne seront présentées aux confrontations de la communauté humaine qu'en se traduisant et s'exprimant à travers des justifications humaines, ce qui suppose suffisamment de foi dans la valeur de l'Évangile de Jésus-Christ pour croire qu'il peut être présent, à l'ensemble des hommes, par sa propre valeur, sans avoir besoin de la garantie d'une autorité ».

Une tentative de la dernière heure

L'autorité de l'Église n'est nullement contestée. Les auteurs du livre ont simplement choisi de ne pas « tout dire » sur la morale catholique. « Ils se rendent trop bien compte que le dernier mot n'est pas encore dit, tant en matière de démographie et des sciences adjacentes qu'en droit naturel, ce qui rendra des possibilités de dépassement d'un certain plafond de spécificité chrétienne dans les orientations. Toute autre

attitude à leur niveau eût été abus de confiance ou présomption », explique le chanoine Moerman. La présomption, certains milieux du Vatican l'ont vue plutôt dans le fait non seulement de publier un dossier jugé trop « neutre » (les allusions au magistère et les citations de Paul VI se font trop rares) sous l'étiquette officielle « O.I.C. mais aussi de faire appel à des moralistes comme le chanoine Pierre de Lochet, désavoué naguère par l'évêque belge pour ses positions en matière sexuelle (le Monde du 5 décembre 1973) ou l'ex-jésuite P. Deloiz.

Le Saint-Siège avait pourtant depuis un an que les O.I.C. avaient l'intention de publier ce dossier et le président de celles-ci avait même pris la précaution de le lui soumettre il y a quatre mois. Puis à la dernière minute, quand le livre était déjà imprimé et certains exemplaires envoyés à la presse, une délégation du Saint-Siège au comité de coopération des O.I.C. qui s'est réuni dernièrement à Paris, composée de Mgr Lucas Moreira Neves, évêque auxiliaire de Sao-Paulo et secrétaire du Conseil des laïcs, et du Père de Riedmatten, est venue, avec quatre pages d'observations, signées par Mgr Giovanni Benelli, substitut à la secrétairerie d'Etat, pour essayer de restreindre le livre du commerce.

Après une longue discussion, et devant la crainte de représailles (crédit coupé, etc.), les O.I.C. ont accepté que toute mention explicite de leur organisation soit retirée du livre. Mais, cela ne paraît pas avoir suffi au Vatican, qui vient de faire savoir, par la voix du cardinal Villot, secrétaire d'Etat, qu'il demande le retrait pur et simple du livre. Les Editions du Centurion, ainsi que M. André Schaffner, président des O.I.C., ont déclaré que la décision finale incombait au chanoine Moerman, signataire du contrat avec l'éditeur.

ALAIN WOODROW

Le Problème de la population, Editions du Centurion, 186 pages.

M. PONIATOWSKI : votre exemple est préoccupant

Pour le reste, les deux entreprises soutiendront que M. Bruneau ne démontre pas l'ineffectivité des renseignements et pas davantage qu'ils furent à l'origine de ses malheurs. Il reste cependant que la compagnie d'assurances de la société commerciale de recouvrements litigieux a refusé de couvrir les éventuels frais d'un procès perdu, estimant que le contrat passé avec sa cliente se limite à des activités de renseignements commerciaux, d'études de marché, de recouvrement litigieux, mais ne saurait être étendu au-delà. Cette attitude lui vaut d'ailleurs le titre aussi citée à comparaître par sa propre cliente.

Dernier détail : M. Bruneau a dans son dossier une lettre de M. Michel Poniatowski, auquel il avait adressé un mémoire exposant son affaire. M. Poniatowski n'était pas encore ministre de l'Intérieur, mais le ministre de la Santé et de la population qu'il était alors avait déjà pris position sur les écoutes, les fichiers et leurs dangers. Aussi avait-il répondu à M. Bruneau, le 27 novembre 1973 : « Votre exemple, qui démontre clairement les lacunes actuelles en matière de protection des citoyens, est en effet très préoccupant et retient toute mon attention. Je suis très attaché à tout ce qui garantit la liberté de chacun pour ne pas en tenir compte ».

J.-M. TH.

Des inscriptions antisémites et fétides sur les portes des bureaux de trois enseignants juifs de l'université des sciences sociales de Toulouse. Ces enseignants font observer que les inscriptions tracées le samedi 8 février n'ont été effacées que le lundi 10 et que personnel ne les a prévenues. Le SGEN et le SNE-Sup ont demandé par écrit au président de l'université des sciences sociales de désapprouver les auteurs des inscriptions et d'exprimer sa sympathie aux professeurs juifs. — (Corresp.)

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

825
1
867
+ 512
286

o h e
2 1 8
- 1 9

صكنا من الامل

Le Monde aujourd'hui

LE POIDS DES ARMES

Réformé sans fracas

La première personne à lui faire la remarque fut l'épicière de son quartier : « Les vacances ne vous ont pas réussi. Je vous ai le pain reconnu. Vous êtes malade ? » « Non, répondit-il, un peu gêné. Nous sommes allés en Inde. Vous savez, là-bas, le climat et la nourriture... »

Il mentait mal et avait hâte de régler ses achats, mais la vieille insistait : « Votre femme, elle, se porte bien. Vous, vous êtes si maigre. » En quittant la boutique, il se jura de ne plus y revenir.

Pourtant c'était vrai. Il n'était plus le même. En marchant il se sentait plus léger. Il avait l'impression de nager dans ses vêtements. Il n'osait plus regarder en passant devant les vitrines. Quand il se vit, dans des jours plus tard, dans les glaces déformantes du supermarché, sa silhouette avait pris des formes réellement inquiétantes.

Dans les magasins, d'ailleurs, il souffrait, mais il fallait bien acheter de quoi nourrir sa femme et sa fille. Son regard balayait les rayons d'alimentation. La faim au ventre, il devait des yeux les boîtes de tomates, les grosses de raisin et les bananes, les légumes verts ou rouges. Il salivait devant les pyramides des boîtes de conserve : cassoulet de Toulouse, choucroute alsacienne, bœuf bourguignon, petite pois fins, trufs fins, extra fins... Et il se répétait : faim, très faim, j'ai faim.

Un jour il prit une grave décision : ce soir, je mange. Sa femme lui prépara avec amour une salade niçoise. D'habitude il se contentait de croquer

une pomme et de boire une tasse de thé brûlant. Plus tard, dans la nuit, elle lui dit : « Tu es de plus en plus léger. Je ne te sens presque pas... »

Depuis deux mois il perdait ainsi chaque semaine quelques kilos. Il notait maintenant son poids dans un agenda rempli de graphiques indiquant pour chaque date le poids correspondant. C'était sa bible, et il en connaissait le commandement principal : « Tu dois tomber à 60 kilos ». Pour un gaillard de 1 m. 88, ce n'était pas une petite affaire.

Malgré sa forte constitution, il était parfois pris d'un étonnement. Maître de lui, il se reposait jusqu'à ce que le malaise soit passé. Dans ses moments de calme, il entreprenait pourtant le pire : la maladie, l'infirmité pour la vie. Sa mère lui répétait d'ailleurs : « Je ne veux plus te voir. Tu sens la mort... »

Au centre de recrutement de Commerc, il vécut sa dernière nuit d'angoisse. Il eut du mal à s'endormir. Les concerts ronflaient bruyamment tandis que les anciens, plus ou moins ivres, gueulaient : « La quille, demain c'est la quille ! »

Lui se sentait étranger. Complètement. A tout. Etranger dans la société et dans sa peau. Il était temps que tout cela finisse.

Le lendemain matin, dès que le médecin militaire l'aperçut, voilà hagar et inquiet, il trancha sans l'ombre d'une hésitation : « Vous êtes réformé ! Au suivant... »

JACQUES SANTOU.

LA VIE AUX CHAMPS

LE RENARD ET SON PIÈGE

par JEAN TAILLEMAGRE

Le renard avait faim et le rut qui l'agitait depuis quelques jours aiguillait encore son appétit. Mais la nuit s'achevait sans qu'il ait trouvé une proie autre qu'un mulot rejoignant son terrier. Le froid étendu sur la campagne n'incitait guère les bêtes à quitter leur gîte. Tous ses sens en éveil, le fauve continuait à explorer méthodiquement un territoire de chasse qu'il connaissait admirablement, y étant né : le bois de Chantecaille, dont les ramures dénudées, aux tiges à peine renflées par des points bourgeonneux, laissaient entrevoir de larges pans d'un ciel brodé d'étoiles, les champs, les prairies étendues dans la plaine rafraîchie par des ruisseaux, des mares et un étang, des vignes hérissées sur des coteaux leurs souches et leurs piquets parallèles, que la clarté pâle de la lune allongeait en ombres étroites et raidies, les friches parsemées de buissons épineux, les taillis, les fossés, les talus progressés aux défilés, aux affûts. Rien ne lui échappait des habitudes du « petit bétail » : ainsi homme-t-on la volaille dans les campagnes. Il lui arrivait de se cacher derrière la haie d'un jardin potager toujours proche de la ferme et d'attendre la sortie des poules, des dindes, des oies, des canards. Il les regardait s'éparpiller à la recherche de bestioles engourdis par le gel matinal, attendant qu'un oiseau

domestique s'approche à bonne portée, afin qu'il n'ait pas le temps de prendre l'envol en l'apercevant et alors, redressé d'un coup de reins, filant d'un galop si léger qu'il restait silencieux, semblant glisser sur le sol, il l'atteignait, le saisissait sans presque ralentir sa course entre ses mâchoires durement claquées, pour le dévorer à l'abri d'un buisson ou bien l'entourer, quelques jours, sous un amas de feuilles mortes, car il préférait la viande faisandée.

Cette nuit-là, la faim qui le tenaillait le poussa à rôder autour de la ferme des Marquestang. Il la savait bien garnie de volaille, ayant souvent suivi de son regard perçant ses allées et venues, malheureusement surveillées aussi par un chien de garde méfiant à la voix sonore.

Dans la maison, les lampes à pétrole ne laissaient plus filtrer des rais de lumière sous le chambranle des portes, à travers les interstices des fenêtres. Les hommes endormis, le chien dans la cuisine, rêvant, couché sur la piaque tiède de l'âtre où le feu couvait, amorti par des pelletées de cendre, étaient devenus sans danger. A pas prudents, se dissi-

mulant de temps à autre derrière un buisson, un tronç d'arbre scrutant l'espace, il s'approcha du poulailler bâti à une trentaine de mètres de la maison afin que l'odeur acide, les rumeurs nocturnes qui s'en dégagent, ne pussent incommoder les gens. Une large porte, grillagée par le haut pour laisser passer l'air et la lumière, fermait le bâtiment. Tout près maintenant des murs, le renard entendait cette respiration bruyante des oiseaux de basse-cour, faite de grouissements, de nasillements, de jargonements traversés par les cris brefs, métalliques, des coqs qui, tournés par leur sang brûlant, ne se reposent jamais complètement. Lentement, il fit le tour de l'abri, cherchant en vain une crevasse à ras d'un des murs qu'il aurait pu approfondir ; la porte elle-même n'avait pas de chaudière, cette ouverture mobile découpée dans le bois permettant aux poules d'entrer et de sortir une à une. Déçu, il reculait, prêt à repartir en chasse, quand il vit luire faiblement le crochet assurant la fermeture des vantaux. Alors, dressé sur l'arrière-train, ses pattes de devant fortement appuyées contre un battant, d'un coup de museau il fit sauter la tige mobile à la pointe recourbée hors de son anneau,

puis, tout le corps posé à terre, se tournant à demi, d'une poussée de ses reins, il entrebâilla l'huis, passa la tête, la nuque entre l'écartement, l'agrandit par poussées précautionneuses, évitant de faire grincer les gonds, et parvint à seuil. Il resta figé un instant, humant l'odeur fétide des fientes répandues sous les perchoirs, mêlée à celle fade et moite des bêtes sèches, les unes contre les autres. Chaque espèce, juvénile ou couchée par terre, reposait à sa place habituelle. La lune, à travers le grillage de la porte, répandait une clarté laiteuse qui touchait, en premier, un jarre et trois oies, rescapées du sacrifice d'un important troupeau converti en ces grandes provisions de ménage : confits et pâtés de foin gras faits l'hiver, car l'hiver leur est propice. On appelle les survivants « oies de semence ». Craignant qu'elles n'offrent, alertées, une résistance vigoureuse, le renard sauta au milieu du petit groupe, culbute le jarre et, couché dessus, pour éviter des coups de bec, plongea ses crocs dans la nuque flexible, l'étrangla. Le carnage commença. Bondissant à droite, à gauche, il se jetait sur une bête, l'égorgeant d'un coup de dents, la gueule pleine d'un sang qui l'excitait. Bientôt cependant, un rumeur d'épouvante emplit le champ de mort, elle s'élevait sans cesse de battements d'ailes désordonnés, de piaillements d'agonie. Le fauve comprit qu'il devait arrêter le massacre, le tumulte risquant de réveiller la maisonnée, d'amoindrir contre lui les hommes et le chien. Alors, dédaignant les volailles épargnées, qui s'étaient rassemblées, pantelantes, le long des murs, allant et venant, il trahit ses victimes devenues algaes, comme font les gardes après une battue pour exhiber un tableau de chasse. Parfois il levait la tête, regardait le ciel ; la nuit palissait, une blancheur diffuse baignait la terre ; elle effaçait en s'épanouissant l'éclair assourdi de la lune ; les ombres disparaissaient, les perches mettaient des raps furieux et des dissimulations. Il dut se hâter d'emporter les bêtes mortes, de les cacher sous des broussailles, mais, bientôt, choisit les plus belles pour les entasser dans la fosse qui servait de garde-manger dans son terrier.

Au fil de la semaine

QUATRE CENTS scientifiques appellent la population française à refuser l'installation des centrales nucléaires. La liste des signataires, qui n'est pas close, s'ouvre sur les noms des principaux successeurs de deux savants, anciens professeurs au Collège de France, Francis Perrin et Louis Leprince-Ringuet, qui se sont prononcés avec éclat l'un et l'autre pour le développement immédiat des centrales. Elle comprend des praticiens de toutes les sciences et de toutes les spécialités imaginables, depuis les physiciens nucléaires jusqu'aux chimistes, en passant par les agronomes, les toxicologues et les biologistes (1).

Pour la première fois en France un tel appel n'est pas le fait soit de savants isolés, qui trouvaient aussi des contradicteurs parmi leurs pairs ou leurs maîtres de la même discipline, soit de personnes nées étrangères à la physique nucléaire, qu'il était donc relativement aisé de récuser en mettant en cause leur compétence. Pour la première fois aussi, il sera impossible d'occuser la cabale et de crier à la manœuvre politique, les auteurs de l'appel appartenant à toutes les tendances.

On s'étonne donc que cette démarche, angoissée et pressante, si elle paraît devoir être largement entendue de la communauté scientifique, n'ait pas rencontré davantage d'écho dans l'opinion. Le débat, très large et acharné, qui se déroule aux Etats-Unis à propos des centrales nucléaires et plus généralement au sujet de la pollution est presque mieux connu de ce côté de l'Atlantique que les discussions, les préoccupations et les hésitations des scientifiques français. La raison, qui veut d'ailleurs pour bien d'autres affaires, en est que la radio, la télévision et une bonne partie de la presse n'hésitent jamais en France à faire grand cas des difficultés et des conflits qui se produisent à l'étranger et particulièrement en Amérique, mais qu'elles taisent avec soin, pour éviter de heurter le prodigieux chauvinisme national, les mêmes obstacles et les mêmes controverses dès lors qu'ils se présentent chez nous.

Foin de ces scrupules ridicules : nés malins, les champions du système D que nous sommes trouveront bien un « truc », et de toute façon le gouvernement, l'E.D.F. et quelques savants qui qu'il n'y a aucun autre moyen de s'en tirer, aucune autre source d'énergie concevable. Alors qu'on ne s'attarde pas en vaines réminiscences, qu'on agisse afin que rien ne vienne déranger notre cher confort. Lorsque les signataires de l'appel vont jusqu'à prétendre, preuves à l'appui que, « en dépit des affirmations officielles, une telle politique n'assure pas notre indépendance », cela ne suscite guère que des haussements d'épaules.

Faudrait-il donc, pour forcer la réflexion, recourir à l'humour noir que pratiquait il y a quelques mois le bulletin des atomistes américains ? Un article de cette dernière publication (2) examinait la situation à Los Angeles, la ville la plus polluée d'Amérique. On y respire ce mélange de brouillard (fog) et de fumée (smoke) qui a engendré un néologisme (smog) et fait chaque année, de mai à octobre, outre quelques centaines de victimes, des dizaines de milliers de maladies chroniques. Tout naturellement, l'Agence fédérale de protection de l'environnement, armée de toutes les lois votées dans ce but par le Congrès des Etats-Unis et en particulier des diverses « lois sur la pureté de l'air » (Clean Air Acts, de 1963, 1967 et 1970), s'est intéressée par priorité à cette métropole meurtrière où vivent près de dix millions d'habitants.

Après avoir épuisé tous les moyens en son pouvoir pour réduire la pollution dans la cuvette où est construite Los Angeles, l'Agence, désespérant de juguler le fléau, a émis le projet de réduire pendant les mois d'été la circulation automobile de 80 %, pas moins. Ce fut un beau tollé. Non seulement le projet fut abandonné, mais bientôt la législation sur la pureté de l'air était assouplie par le gouvernement Nixon, les normes retenues étaient affaiblies, les délais d'application des lois contre la pollution étaient allongés, des dérogations spéciales étaient admises pour les grandes villes.

On en est là. Alors, que faire, que proposer ? Le bulletin des atomistes a trouvé la solution. Il préconise la vote, par le Congrès, d'une « loi sur la dégradation de l'environnement national » par laquelle la cuvette de Los Angeles serait constituée en « réserve nationale » et protégée, non contre la pollution, mais contre toute la législation sur la protection de l'environnement. Un conseil constitué par les dirigeants des industries pétrolière, électrique, de l'automobile, de la construction d'autoroutes, des publicités lumineuses et du lobby des marchands de saucisses et

UNE QUESTION DE DIGNITÉ

par PIERRE VIANSSON-PONTE

de frites serait chargé de l'administrer. Ainsi les taux de développement et d'exposition économique de la cuvette de Los Angeles seraient-ils considérablement accélérés : davantage d'autoroutes, de parcs à voitures (pris sur les jardins publics), de lotissements (pris sur les meilleures terres agricoles), de centres commerciaux, de baraques à frites, d'appartements en copropriété et d'aéroports (pris sur la mer).

Tout cela, bien sûr, va exiger une beaucoup plus grande consommation d'énergie, plus de pénurie. Aucune difficulté à échapper à toutes les réglementations sur l'environnement. Los Angeles pourra mettre en place, sans souci de sécurité, sans litiges devant les tribunaux, une toule de centrales nucléaires de tous modèles.

On peut même faire un pas de plus et rassembler là toute l'industrie nucléaire, depuis le raffinage de l'uranium jusqu'au stockage des déchets radio-actifs. Quant aux accidents nucléaires, évidemment plus probables qu'ailleurs en raison de la concentration d'installations, ils seront mieux circonscrits dans la cuvette, en raison de sa topographie et de sa climatologie particulière, que dans toute autre région du pays. Autre avantage : le système permettra une toule d'expériences sur les conséquences génétiques de la pollution et des radiations, sur l'extinction d'espèces en voie de disparition telles que le condor de Californie, le puma, le cheval et l'écologiste.

Le monde des affaires, qui recueillera des profits records, les élus et les autorités locales qui verront foisonner l'emploi, les administrations fiscales qui encaisseront des recettes accrues, l'agence de l'environnement qui sera retirée du champ de bataille, tout sera certainement d'accord. Et même les maniques de l'environnement ne s'y opposeront pas, eux qui se plaignent toujours qu'on ne fait rien, puisqu'ils auront là, pour illustrer leurs sombres prédictions, un parfait exemple de tragédie écologique. C'est ce que le bulletin des atomistes nomme, pour conclure, la « las-angélation ».

Humour noir, forcé, absurde ? Bien sûr. Mais, pour être entendu, faudra-t-il, en France, en arriver là ? On pourrait, ici aussi, proposer d'ériger une grande ville et sa périphérie en « réserve nationale » où seraient concentrés tout le nucléaire, toutes les centrales, toute l'industrie polluante, toutes les nuisances et toutes les dégradations de l'environnement, par dérogation à toutes les lois et règlements. Quelle cité offrira les meilleures conditions climatiques et techniques pour être choisie et pour bénéficier du formidable essor économique, immobilier, automobile et commercial qui ne manquera pas d'en résulter ? Grenoble peut-être, capitale des industries de pointe ? Ou bien Toulouse, qui se veut le cité des sciences ? Ou encore Nantes, à qui les brouillards de la Loire et les pluies venant de l'océan donneraient des titres indiscutables ? A moins que, Clermont-Ferrand, dont la candidature trouverait, à coup sûr, d'éminents appuis dans les avenues du pouvoir, ne se mette sur les rangs...

Les centrales sont-elles indispensables ou inutiles, sans danger ou redoutables ? En dehors d'une poignée de scientifiques, égoïstement préempteurs dans l'approbation ou dans l'opposition, nul ne peut le dire. On ne se hasarderait pas, pour l'instant, à trancher un tel débat, tout simplement parce qu'il n'y a pas, pas encore, de débat. Le pouvoir a décidé, l'E.D.F. entend. Si l'on procédait parfois sur le plan local à un simulacre de consultation, c'est sur la base d'un monologue satisfait et tous dossiers fermés, sans discussion. C'est cela précisément que l'on ne peut admettre.

L'opinion n'est pas, ne doit pas être, cet enfant qui interroge, qui demande pourquoi et que l'on se contente de renvoyer à ses jeux en répondant que c'est trop difficile à comprendre, qu'il est impossible de lui expliquer, que on fait pour le mieux et qu'il verra plus tard, voire trop tard. L'appel des quatre cents scientifiques vise à secouer l'opinion du public et à contraindre les pouvoirs à s'expliquer enfin, à admettre la contradiction, à accepter un libre dialogue avant que l'irréversible ne soit accompli. Ni l'urgence, ni le souci d'efficacité ne peuvent être invoqués pour éluder, comme on le fait actuellement, la confrontation entre ceux qui ont leur mot à dire sur cette affaire grave. C'est une question de dignité.

Le lendemain, dès que le facteur eut annoncé de maison en maison l'écatombe, ce fut une procession de voisins apitoyés et curieuses venues consoler Madeleine Marquestang. Antoine, le mari, refusa de leur parler.

« La colère m'étouffe », dit-il. Il ajouta : « J'ai mieux à faire que d'écouter des féralités. » Il avait, dans le hangar, posé une bassine de cuivre sur un trépied, allumé dessous un feu de rondins de bête qui brûlait avec des flammes vives, colorées, pleines de langues vertes, rouges, bleues, et l'homme surveillait le bouillonnement de sa « lessive », un mélange boueux de cendres de bois et d'eau, reconstruit le piège à palettes acheté le matin même, tout graisseux, chez Saint-Marc, l'armurier-quincailleur du village. Des bulles visqueuses éclataient à la surface, que l'homme examinait soigneusement avec la longue cuillère d'olivier qui servait à remuer les confitures en ébullition. Quand il crut le traquenard à peu près dégraisé, il l'enleva de la bassine, le bouchonna à rings poignées de paille, le plina plusieurs fois au jet d'eau, l'essuya, puis, satisfait, l'accrocha au clou de la planche à outils : il sèche l'après-midi.

Antoine Marquestang piègea à l'heure du saut. Le temps était favorable. Nil soufflé d'air pour éparpiller les feuilles, les herbes qui recouvraient l'engin ; non plus de forte gelée à craindre pouvant durcir les ressorts actionnant le déclenchement des mâchoires d'acier ; la pluie n'effaçait pas le fumet de l'appât. Connaissant la subtilité d'odorat des renards, capables de découvrir parmi toutes les senteurs végétales et animales que la brise apportait celle de l'homme ayant manipulé un piège, Marquestang prit toutes ses précautions.

(Lire la suite page 13.)

(1) Le Monde du 11 février 1975, page 32.
(2) Article d'Henry S. Cole dans le Bulletin of Atomic Scientists de septembre 1974, paru sous le titre « An Environmental Degradation-Freeze » et reproduit en traduction française dans la revue Problèmes économiques, éditée par la Documentation française, n° 1403 du 10 janvier 1975.

ETRANGER

Reflets du monde entier



Bons baisers de la baie des Cochons

« Par une soirée embaumée, alors que le soleil jetait des feux sombres dans le ciel et sur l'eau, un homme nageait dans la baie en compagnie de deux jeunes garçons. Lorsqu'ils émergèrent de l'eau sur la plage, leurs silhouettes se découpant en noir sur le ciel, on les entendit parler russe... »

Cette description lyrique du quotidien anglais THE GUARDIAN s'applique à Playa-Larga, la nouvelle station balnéaire créée par le gouvernement cubain dans la baie des Cochons, surtout à l'intention des touristes des pays de l'Est européen.

« D'autres « centres touristiques » ont été construits à quelques kilomètres de là, dans les marais où les envahisseurs combattirent les troupes de Castro en 1961. (...) L'invasion manquée de la baie des Cochons est considérée ici comme un tournant de l'histoire de la « révolution » castriste (...) Comme « la première grande défaite de l'impérialisme dans les deux Amériques ».

« Tout au long des routes qui mènent à Playa-Larga ou à Playa-Giron, là où les premiers envahisseurs débarquèrent, des peintures et des dessins stylisés évoquent les principaux combats. Plus de quatre-vingts dalles de pierre marquent les endroits où des défenseurs castristes furent tués.

« A l'école d'apprentissage des marins et des pêcheurs de Playa-Giron, une pancarte indique : « Bienvenue à Playa-Giron. » tombé des agresseurs. » Un char incendié et le moteur d'un avion abattu sont exposés un peu plus loin. »



L'avenir est au char à bœufs

L'Institut des sciences de Bangalore, en Inde, étudie une amélioration du traditionnel char à bœufs. « L'objectif, indique la FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW, est de doubler la capacité de transport pour la porter à deux tonnes en améliorant notamment le dessin des quatre roues. Ce qui augmenterait la vitesse du char et atténuerait l'effort du bœuf »

« Bien que l'accent ait été mis récemment sur l'expansion des moyens de transport mécanisés, il n'y a pas de doute que les chars à bœufs continueront de jouer un rôle significatif dans l'économie indienne pendant de nombreuses années, poursuit la revue. Il y a plus de 25 millions de véhicules tractés par des animaux dans le pays. L'investissement total que représente les chars et les bœufs est estimé à 30 milliards de roupies (environ 18 milliards de francs) et cette industrie fournit de l'emploi à 1,5 million de personnes. On pense que les chars à bœufs transportent environ 2,5 milliards de tonnes de marchandises tandis que l'ensemble des transports ferroviaires n'en acheminent que 220 millions de tonnes. »



Mauvais exemple

Les singes comme les hommes ont besoin d'une éducation sexuelle. Chris et Suzie (huit ans), couple de gorilles du zoo de Sacramento (Californie), ont été élevés ensemble dès leur plus tendre enfance. S'ils sont de merveilleux camarades, ils n'ont malheureusement aucun élan amoureux l'un vers l'autre, rapporte la FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG, qui écrit :

« Etant donné que pour les singes et les anthropoïdes l'apprentissage de modes de comportements joue un grand rôle, que ce soit pour l'accomplissement ou pour l'amour maternel, M. William Meeker, le directeur du zoo, suppose que la faible intérêt sexuel que se portent Chris et Suzie s'explique par un manque d'exemple. Les deux gorilles sont donc être stimulés et instruits avec l'aide d'un film. Le film en question dure vingt-cinq minutes. M. W. Meeker veut le projeter autant de fois que ce sera nécessaire. Certains scientifiques doutent cependant qu'une telle entreprise soit couronnée de succès.

« Chris et Suzie ont déjà regardé le film plusieurs fois... et montré un très vif intérêt pour l'appareil de projection et ses commutateurs. »



Un racket libre d'impôts

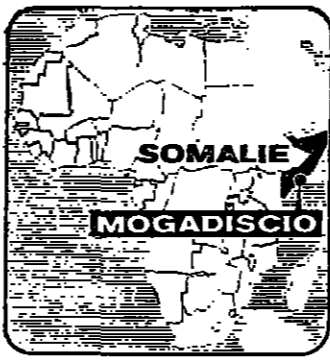
Le journal des jeunes communistes soviétiques, KOMSOMOLSKAYA PRAVDA, s'inquiète de l'augmentation du nombre des répéteurs privés en U.R.S.S. qui formeraient une sorte de « racket », multipliant un phénomène qui « détruit la politique sociale en matière d'éducation et est contraire aux principes d'une société socialiste égalitaire ».

Selon le journal, « des centaines de répéteurs existent, à des tarifs variant entre 3 et 10 roubles l'heure (de 18 à 80 F), les jeunes Soviétiques à se préparer au difficile concours d'entrée à l'université ».

Ces professeurs particuliers, pourvus du journal, « sont jusqu'à se grouper en sociétés coopératives. Ils louent des appartements au marché noir et emploient des retraités pour répondre aux appels téléphoniques (...) Les escroqueries sont nombreuses : certains des répéteurs sont démunis de titres universitaires ; d'autres disparaissent après avoir empoché un mois d'avance de leçons particulières. »

Plusieurs lecteurs du journal s'indignent eux aussi que ces « parasites, qui ont bénéficié d'un enseignement gratuit, considèrent leurs connaissances comme un capital et réintroduisent en U.R.S.S. le système de l'entreprise privée, de surcroît sans payer d'impôts. »

Lettre de Mogadiscio La perle blanche de l'océan Indien



BIEN injustement, depuis la fin du dix-neuvième siècle, géographes ou voyageurs de passage à Mogadiscio s'étendent avec complaisance sur l'air mélancoïlique et l'éthérée de cette cité des rives occidentales de l'océan Indien.

Ces propos contrastent avec ceux tenus par les auteurs qui écrivent avant eux sur cette ville, dont la création remonte au neuvième siècle. Ils sont en tout cas, en contradiction flagrante avec le message que portent les restes visibles d'une civilisation qui présente de traits communs avec celles des peuples d'Arabie du Sud, ainsi qu'avec les derniers témoignages apparents de l'époque coloniale. Ils sonnent encore plus faux lorsqu'on constate l'aspect résolument moderniste que les dirigeants de l'actuelle République de Somalie s'attachent à lui donner depuis plus de cinq années qu'ils ont conquis le pouvoir aux civils.

LES voyageurs arabes à l'époque médiévale, et notamment le célèbre Ibn Batouta, réputé il est vrai pour son enthousiasme, auraient, dit-on, été impressionnés par l'étendue de la ville. Et certains récits rapportent que, dans sa description du monde, Marco Polo avait présenté comme une île la côte de Magadocho ou de Madagascar, qui fut ensuite portée comme une île sur l'atlas de Marin Behaim, publié au quinzième siècle à Nuremberg. Cette présentation du voyageur vénitien, qui persuada des Européens qu'il existait une île importante quel que par l'Est de l'Afrique et incita le géographe et cosmographe allemand à faire figurer l'île, alors imaginée, sur ses cartes, incita récemment un professeur de lettres à écrire « Madagascar n'existe pas. C'est une invention du Vénitien Marco Polo ».

On cherche vainement trace de souvenirs réellement anciens, même au cœur de ce dédale de rues que constitue le quartier yéménite dont le tracé évoque — en miniature, — celui de la basse casbah d'Alger. Même dans les ruelles où sont concentrés les commerçants indopakistanaïstes qui ont longtemps confisqué le monopole du négoce, activité à laquelle répugnaient les nomades somalis, planent l'anonymat et l'oubli. Particulièrement acuta dans tout l'océan Indien, les navigateurs portugais n'ont pourtant pas ignoré Mogadiscio. En 1499, l'irascible et brutal Vasco de Gama aurait envoyé quelques boulets sur les remparts dont la ville était alors entièrement entourée et quatre années plus tard Tristan da Cunha, qui a donné son nom à une île de l'Atlantique austral, y aurait fait relâche.

Quelques beaux minarets jalonnent la ville, contribuant à lui donner ce cachet moins caractéristique de l'Afrique noire que du Proche-Orient. Celui de la mosquée Faced-Din remonte au treizième siècle. Celui de la mosquée Abd-El Aziz, d'architecture persane, est, d'après la légende miraculeusement sorti des flots de l'océan Indien, origine divine qui expliquerait sa perfection. Au cours du dix-neuvième siècle, le sultan de Zanzibar, dont les liens avec la région de Mascate et d'Oman étaient relativement étroits, imposa sa suzeraineté à ces littoraux, alors connus sous le nom de Bendi, avant d'en rétroceder, une vingtaine d'années plus tard, en 1892, la suzeraineté à l'Italie.

Ainsi, avant de devenir, en 1905, le siège officiel du commissariat général pour la Somalie italienne, Mogadiscio abrita le wali Soliman Inda Uen, représentant personnel du sultan de Zanzibar. Son Altesse Sayid Ben Timour, Dote de pouvoirs mal définis, le wali était moins un véritable gouverneur qu'une sorte de protecteur des intérêts commerciaux zanzibarites. Il résidait dans le ravissant petit palais dit de la Garesa, que restaurèrent en 1933 les Italiens, pour y installer bibliothèque et collections ethnologiques, et qui actuellement abrite le musée national.

FONCTIONNAIRE au ministère de l'enseignement supérieur, Mlle Saïda Mohamed Ahmed qui a fait ses études de lettres à l'université de Besançon, explique avec beaucoup de volubilité et de charme, avec une légère pointe de militantisme également, mais sans exaltation excessive, comment le musée a pris réellement son essor « après la révolution nationale de 1959 ». Ses commentaires sont précieux, car toutes les inscriptions destinées à présenter les collections sont en langue somali. Mlle Saïda évoque l'origine de ses ancêtres, rappelant qu'il y a déjà plus de trois mille ans les sculpteurs égyptiens avaient reproduit dans les murs de Thèbes les nomades qui approvisionnaient les pharaons en aromates, notamment en myrrhe et en encens. Elle s'attarde devant les vieilles pièces d'artillerie de marine, portugaises et françaises, devant les cimetières aux foursaux ciselés d'or et d'argent, les sièges sculptés, les coffres, les narghiles, les brûle-parfum qui évoquent l'île de Zanzibar, l'archipel des Comores et les civilisations sud-arabiques d'Oman et de Mascate.

Des poteries qui ressemblent inexplicablement aux « Jersey » anglo-normands témoignent de l'ancienneté des relations maritimes entre la côte orientale d'Afrique et les empires de Chine, à une époque où l'Europe n'avait pas encore émergé de la nuit médiévale. Pendentif, agrafes, boucles d'oreilles, épingles de chignon, dont la facture rappelle celle des bijoux tunisiens, yéménites ou persans, constituent l'une des principales richesses de la Garesa. Cependant, les collections ethnologiques permettent de se faire une idée de la vie quotidienne des tribus somalis, tandis que les trophées de chasse témoignent de ce que Mogadiscio fut, comme Zanzibar, un important centre de commercialisation de l'ivoire, à la fin du siècle dernier.

SUR la période coloniale, les interlocuteurs sont généralement imprécis et peu précis. Sur place, les documents, détruits ou rapatriés en Italie, font cruellement défaut. Les témoignages manquent sur une période ouverte en 1892 avec l'établissement du protectorat italien et cessa le 1er juillet 1960 avec la proclamation, sous un même drapeau, de l'indépendance de l'ancien Somaliland britannique et de l'ancienne Somalie italienne.

En 1955, Mogadiscio était en plein essor, le gouvernement fasciste ayant concentré ici une partie importante des troupes qu'il allait lancer à la conquête de l'empire d'Ethiopie. En 1958, date qui correspond sensiblement à une nouvelle époque faste pour l'ancienne cité, Mogadiscio compte 50 000 habitants, dont 20 000 Italiens, 2 500 Arabes et 250 Indiens. L'hôtel Croce del Sud et les restaurants Stella d'Italia et Torino, sur le corso Regina Helena ; les bars Littorio, Impero, Topolino, et les Napoli sur le corso Vittorio-Emmanuel-II, attirent une clientèle étrangère nombreuse — civile et militaire — qui dépense volontiers des soldes et traitements supérieurs à ceux des Italiens restés en métropole.

Dix ans plus tôt, le 1er mars 1928, devant un clergé triomphaliste et pléthorique, le prince de Piémont assista à l'inauguration de la cathédrale, dont les deux tours carrées dressent leur silhouette insolite parmi les cylindres des minarets. Il ne s'agit que d'une note latine parmi d'autres, les plus caractéristiques restant l'arc de triomphe du prince de Piémont, unique arche de ciment décorée avec des faïences de lioteurs, la campanile de l'ancienne Casa del Fascio, sobre ensemble de briques qui abrita, jusqu'à la prise du pouvoir par l'armée, l'ancienne Assemblée nationale, et la « porte de la mer », monument néo-romain sans aucune grâce, destiné à rappeler que, dans l'esprit de Mussolini et de ses compagnons de combat, Mogadiscio devait devenir la « porte océane » de la grande Afrique orientale.

Le boulevard Benito-Mussolini et l'avenue Duc-des-Abruzzes ont changé de nom, comme le boulevard Italo-Balbo et le rond-point Duchesse-d'Aosta, ou le camp militaire Général-Antonino-di-Borgio. Le Lyoda Tristano n'a plus le monopole de la navigation avec l'Europe. Le chemin de fer à voie étroite construit par les troupes italiennes de garnie, et reliant notamment la capitale à Atgoy, a été démonté par les troupes britanniques d'occupation, qui ont emporté les rails au Kenya.

En réalité, mise à part le front de mer, les habitations immaculées —

petits cubes irrégulièrement posés sur le sable fauve — qui ont valu à Mogadiscio d'être appelée « la perle blanche de l'océan Indien », la ville ne cesse de se transformer depuis bientôt six ans. Bien que les clients de la Croce del Sud soient toujours réveillés à six heures par les cloches qui sonnent, à la cathédrale voisine, l'heure de la première messe quotidienne, c'est d'une nouvelle capitale dont se dota progressivement la République démocratique de Somalie.

Le Palais du peuple, qui a accueilli en juin 1974 les chefs d'Etat membres de l'Organisation de l'unité africaine, a été construit en un temps record, de même que l'hôtel Juba, à l'édification duquel ont contribué des milliers de travailleurs volontaires, dont la femme du chef de l'Etat, le général Siyad Barre. De vastes boulevards périphériques ont été tracés, de nouvelles rues ont été ouvertes et l'éclairage public a été généralisé, dans une ville dont la prospérité exceptionnelle surprend tous les visiteurs.

A l'extérieur de la cité, de nombreux campements ont été construits, dont l'état-major, visible de loin parce qu'il a été entouré de radars. Ecoles et lycées, grands ensembles, ont également jailli du sol depuis 1969. En ville même, la République populaire de Chine a bâti un théâtre national qui est vraisemblablement le plus vaste de toute l'Afrique orientale. Une société granobloise procède actuellement aux travaux d'extension et de modernisation du port, qui sera longtemps resté une simple rade foraine. Utilisant du ciment importé du Kenya, une équipe de techniciens français fabrique sur place les têtes-podes du brico-lames qui protègent les navires à qui pendrait la mousson. Et, à proximité immédiate du Palais du peuple s'achève le musée dédié à la mémoire de Mohammed Abdallah Hassan, champion de la lutte anticolonialiste et de l'idée pan-somal, considéré ici comme un héros national, parce qu'il réussit à maintenir, en échec, pendant plus de vingt ans — de 1899 à 1920, — les colonies britanniques lancées à sa poursuite au Somaliland.

Au petit peuple des chevriers et des éleveurs, toujours maîtres des rues de Mogadiscio, se mêlent déjà les touristes soviétiques qui se déplacent sous la conduite de leurs propres guides et les groupes de visiteurs étrangers, qu'il s'agisse de Chinois ou de Français, par exemple. Ici, plus qu'en aucune autre ville de Somalie, prévaut le sentiment de transformation profonde d'une société traditionnelle dont les structures restent miraculeusement préservées pendant des siècles.

PHILIPPE DECKRAENE.

LE DESSIN DE LA SEMAINE



L'élection de Mme Thatcher (Rhetinchepost)

CONFITURE ET POLITIQUE

MARGARET THATCHER venait de battre Edward Heath pour la direction du parti conservateur. En première page d'un quotidien, une photo nous la présentait, sortant un panier à provisions du coffre de sa voiture. Notre première femme ambassadrice avait eu, elle aussi, les honneurs de la « une », dans sa cuisine, cuiller en bois à la main. Le panier en osier, la cuiller en bois, voilà qui rassure. Ces femmes-là, tout de même, il leur reste un brin de féminité. Et Françoise Giroud ? Après l'interview publiée le mois dernier dans le Journal du dimanche, tous les doutes sont levés : « C'est une femme accomplie, une vraie femme, qui sait faire

de la confiture sans froisser sans écraser les fruits, qui adore la couture, qui aime la peinture et qui s'y connaît en vins. » Pas « l'image-type de la femme-patron », Dieu merci ! Mais ce journaliste ne croyait pas à bien dire. Faire de la confiture sans écraser les fruits, ce talent très spécial ne devrait-il pas être requis de tous les membres de notre gouvernement ? Il serait, je crois, éminemment utile à tous ceux qui s'aventurent en politique. Comme l'est d'ailleurs une autre technique culinaire : celle qui consiste à faire une omelette sans casser les œufs.

KATIE BREEN.

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

866
+ 512
288
0 h 6
- 2 1 8
- 9

صوتنا من الامم

Trois entretiens de Christian Chabanis avec le philosophe Gustave Thibon

CES plans fixes sur une campagne géométrique : ces vignes alignées en escadrons, comme des croix dans un cimetière ; cette apparition brutale d'un calvaire, poussé comme un cri à la croisée des chemins ; ces allusions plus sensibles que visibles aux bourgeois du mirail sur une terre caillouteuse, aux moutonnements du Rhône derrière une colline, aux murmures, aux parfums d'un coin de terre coupé du monde, ouvert à tous vents, c'est une toile de fond pour un visage.

La caméra de Gérard Guillaume et interroge par Christian Chabanis (dans la série « Un certain regard », de feu le Service de la recherche), Gustave Thibon, l'ami de Simone Weil, le paysan touché par la grâce, pris à l'adolescence d'un désir de lectures, d'une faim de savoir tels qu'il dut — lui, fils de « rouges » — chercher asile à la bibliothèque de la cure ; Thibon, le philosophe à l'ancienne mode, l'apôtre du retour à la terre auquel le gouvernement de Vichy fit des avances et proposa — sans succès — un poste d'ambassadeur. Après la Libération, il poursuivit en paix, loin des autoroutes, dans sa ferme du Vaucluse, sa carrière obscure de penseur solitaire.

Un obsédé de Dieu. Un empêchement de tourner en rond au sein d'un catholicisme « aux idées larges ».

Car si l'écrivain, le confesseur, n'a pas toujours su résister aux tentatives d'annexion de la droite, l'homme (à en croire ceux qui le connaissent) pousse aussi loin que possible le mépris du pouvoir, des richesses, des honneurs. Ecoutez-le. Pendant trois fois quarante-cinq minutes, il parle en insoumis, sans faire de phrases, de la vie et de la mort, il s'acharne à défendre péni- tencieusement l'amour et le couple, la contemplation et la marche à pied, il dit que ce n'est pas facile. Qu'il faut lutter jour après jour, pour entretenir envers et contre tout le petit feu qui brûle en chacun de nous. Un feu qui s'appelle la foi, par exemple ; à chacun de lui trouver un nom.

ANNE REY.

« Quand un voyageur revient du Pérou, on l'écoute... »

« THIBON est un témoin du spirituel sans bavures », dit Christian Chabanis, journaliste, écrivain, philosophe. Contrairement à beaucoup de sorbonnards actuels, ce n'est pas un manipulateur de langues ; il met tout entier à l'intérieur des mots. Et lorsqu'il traduit l'invisible, il prononce des phrases à tous couper le souffle, des phrases dont on peut vivre toujours. Par exemple, celle-ci : « Autre-

fois, je croyais en Dieu, maintenant, je ne crois plus qu'en Dieu. J'étais au collège lorsque j'ai lu cela. J'ai été poussé à en lire davantage. Ainsi s'est engagé par une reconnaissance, avant la connaissance, un dialogue d'amitié qui dure encore (1).

« Thibon fait de la vie quotidienne une branche de la métaphysique. Sa parole va plus loin qu'une affirmation intellectuelle : c'est une confiance, un aveu. Les vérités spirituelles, il les porte, il les vit. Là où d'autres se hussent péniblement, il est allé d'un bond. Et quand un voyageur revient du Pérou, on l'écoute avec passion.

retourne-t-elle totalement contre ceux qui les provoquent. Que ce sont les soldats, et jamais les capitaines, qui paient les pots cassés. Mais lui, il ne craint pas de s'exposer. Être de droite, ou tout simplement de gauche, ce n'est pas une affaire de quelque chose de différent des autres. Croyez que l'on porte une charge trop lourde pour le commun des mortels. D'où son ironie, ironie agressive de la pudeur. D'où ses silences. D'où cette solitude dont il s'enlourde comme d'une particularité, comme la marque d'une distinction spéciale. Un paysan, bien sûr. Mais un paysan qui, lire à lui-même, peut être aussi révérent que l'Évangile.

Humeur

TOUS EN GRÈVE

CES comédiens poursuivent une grève sans grand effet pour protester contre la présence abusive du cinéma à la télévision. Cinq cents films déversés sur nos petits écrans, cela continue de laisser rêveur. De quoi faire réfléchir, et de même que l'ouvrier menacé dépose sa truelle, le comédien dépose son talent au vestiaire. Attitude normale, noble, courageuse, constatatoire même et un peu surprenante au sein d'une nation qui aime le spectacle beaucoup de couleurs et qui accepte en général tout sans broncher. Mais les grèves ne naissent qu'exceptionnellement de brimades morales, elles éclatent plus souvent quand on brime le compte en banque.

Comment s'étonner qu'une bonne partie des spectateurs trouvent plus économique et plus distrayant de s'écouler devant un poste de télévision pour y voir non pas toujours des chefs-d'œuvre, mais des reconstitutions qui justement ne passent pas souvent dans les salles d'art et d'essai ? Comment empêcher un spectateur normalement constitué de rentrer chez lui par un autre chemin, de faire un détour, de faire un film oublié d'Aldrich, Duvivier, Carné, Zinnemann ou Fleming plutôt que la première « œuvre » de Louis Potiron ou de Georges Poireau ? En format réduit ? Et alors ? Là encore, un s'efforce de tuer le cinéma par tous les moyens : à force de couper les salles en quatre pour faire plus d'argent, les écrans de cinéma ressemblent de plus en plus à des écrans de télé, et les salles de cinéma à des salons où l'on aurait invité quelques amis autour d'un poste de télévision.

Aux États-Unis, quand la télévision a mis le cinéma en danger, le cinéaste qui se prénommait n'avait osé exploiter, on a dû jeter sur le marché des films à lourde mise en scène, à grand spectacle. Si les producteurs français veulent concurrencer la télévision, qu'attendent-ils pour tourner des films sociaux, politiques, révoltés en prise directe dans une époque pourtant fertile en scénarios surprenants, brefs, un cinéma de vérité vraie que la télévision ne peut pas se permettre mensonge oblige, de mentir ? Mais pour concurrencer cette télévision prudente et puritaine, les producteurs n'ont trouvé que la fesse défilante et le coût lugubre. A tel point qu'un arrive à se lécher qu'il y ait à la télé une censure dure.

La semaine dernière, un communiqué de la présidence de TF 1 mettait en doute les résultats d'un sondage émis pour le compte du quotidien bordelais Sud-Ouest, qui donnait une assez nette préférence des téléspectateurs pour Antenne 2... Les chiffres relevés du sondage de la semaine dernière, période antérieure, démontrent qu'à 20 heures l'audience est toujours supérieure pour TF 1, et que pour les émissions de 20 h 30 l'audience est supérieure pour TF 1 huit soirs sur quatorze.

Chers comédiens, toujours du panache, mais peu de lucidité. De la décision, mais peu de lucidité. Ils ne se rendent donc pas compte que, depuis bien des années déjà, on ne crée plus rien dans aucun domaine, sur aucun plan, et que tout se dégrade lentement, sûrement, dans la pauvreté et la rapacité, la médiocrité et la rage de faire quand même des bénéfices. Ils voient que leur cher cinéma du passé représente une redoutable réserve de « programmes » pour la télévision, mais ils ne voient donc pas dans quel état est leur cinéma actuel ?

En réalité, si les comédiens voulaient être honnêtes avec eux-mêmes, ils devraient avant tout se mettre en grève illimitée contre le système actuel du cinéma, contre les producteurs, contre les distributeurs, qui entonnent de plus en plus profondément le cinéma dans le marasme, en dessous du niveau mental zéro, en dessous de tout. Entre les films de comique-troupeau criblés de gags écoulés depuis Mack Sennett, les tentatives débilo-larvaires et surtout les innombrables films parogitronnés compensement classés « érotiques », il n'y a place pour aucun autre film, et la majorité voyeuse des spectateurs sait parfaitement qu'il n'y a presque plus jamais un film français acceptable ou même simplement « regardable ».

Le service minimum pendant une certaine période explose peut-être le « décrochage » de nombreux auditeurs.

M. Jean Farran, directeur d'antenne à R.T.L., lorsqu'on l'interroge sur le succès enregistré par la station qu'il dirige, refuse évidemment de confirmer l'exactitude de ces chiffres, sans nier, toutefois, les résultats globaux :

Inciter les comédiens à faire la grève contre ce cinéma actuel est sans doute une utopie ridicule dans un pays où 75 % des comédiens sont presque constamment au chômage. Là encore, on encaisse la dure logique de la situation : que peut espérer en 1975 une jeune comédienne qui n'est pas disposée à se montrer intégralement nue toutes les dix minutes et encore moins à servir de mannequin à des minets hétérosexuels qui ont tous l'air de faire du public leur première expérience d'hétérosexuels ?

Inciter les comédiens à faire la grève contre ce cinéma actuel est sans doute une utopie ridicule dans un pays où 75 % des comédiens sont presque constamment au chômage. Là encore, on encaisse la dure logique de la situation : que peut espérer en 1975 une jeune comédienne qui n'est pas disposée à se montrer intégralement nue toutes les dix minutes et encore moins à servir de mannequin à des minets hétérosexuels qui ont tous l'air de faire du public leur première expérience d'hétérosexuels ?

Le service minimum pendant une certaine période explose peut-être le « décrochage » de nombreux auditeurs.

M. Jean Farran, directeur d'antenne à R.T.L., lorsqu'on l'interroge sur le succès enregistré par la station qu'il dirige, refuse évidemment de confirmer l'exactitude de ces chiffres, sans nier, toutefois, les résultats globaux :

LA GUERRE DES SONDAGES

• R.T.L. EN TÊTE • • M. PROUVOST QUITTERAIT LA STATION

LES statistiques et les sondages sont depuis longtemps les armes favorites des chaînes de radio et de télévision. Ils prennent la mesure des opinions et de l'indifférence du public. Le dernier recensement des auditeurs de radio a placé R.T.L. en tête. Son directeur d'antenne, Jean Farran, commente ce résultat. D'autre part la situation favorable de la station devrait permettre à M. Prouvost, administrateur-délégué, de se retirer en mai prochain. Sa succession serait déjà ouverte.

De son côté, le directeur du Centre d'étude de supports de publicité (C.E.S.P.), organisme qui établit régulièrement des sondages pour les quatre stations de radio (Europe 1, France-Inter, R.T.L. et Radio-Monte-Carlo), souligne que les résultats « ne peuvent être publiés qu'avec l'accord formel de chaque station visée », et ce pour « protéger les intérêts des supports de la presse ou de l'audiovisuel qui apparaissent favorisés ». Une règle qui n'est guère observée. Un quotidien du matin plus un hebdomadaire ont publié successivement ces résultats d'écoute.

Station	1 ^{re} vague	2 ^e vague	3 ^e vague
R.T.L.	22,1	22,5	27,1
Europe 1	24,3	26,1	25,6
France-Inter	22,4	26,8	19,1

Le sondage dont parle le « Tout-radio » de la semaine dernière (le Monde du 2-3 février) a été effectué

(PUBLICITE)
TOURISME S.N.C.F.
SPORT ET TOURISME
RUGBY, TOURNOI DES CINQ NATIONS
IRLANDE-FRANCE A DUBLIN
par train, bateau et autocar
Départ de PARIS le JEUDI 27 FÉVRIER par train (2^e classe). Embarquement au HAVRE à bord du « SAINT-PATRICK ». Arrivée à ROSSLARE le 28 février à 13 heures. Départ en autocar pour GOREY, GLENDALOUGH, WICKLOW. Arrivée à DUBLIN dans la soirée.
SAMEDI 1^{er} MARS : Transfert au stade (places debout réservées). DIMANCHE 2 MARS : Départ en autocar pour KILKENNY et ROSSLARE. Départ du bateau à 17 heures.
Arrivée à PARIS-SAINT-LAZARE le LUNDI 3 MARS, à 16 h. 30.
PRIX au départ de PARIS à partir de 590 F
RENSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS : TOURISME S.N.C.F., Linceux 17 A. 127, av. Champagne-Elysees, 16^e des Capucines. Maison de la Radio, 116, av. du Président-Kennedy. Gare S.M.C.P. de Paris, Gare S.E.R. de NANTERRE, SAINT-GERMAIN-EN-LAYE, VINCENNES. Ventes par correspondance : B.P. 130 75023 PARIS CEDEX 01.

RADIO-TELEVISION

VU LA FEMME ET L'ENFANT

ON peut être fier, à la télévision. On a fait preuve d'une audace incroyable. On a bousculé les spectateurs. On a rendu leurs jambes à ces sirènes. On leur a dit : « Allez, debout, circulez ! Installez-vous là, non, pas devant ce bouquet, près de ce rideau ! Vos mains ? Mettez-les dans vos poches, non, sur vos hanches ! Regardez l'objectif ! Pensez à ce que vous dites ! Ayez l'air naturelles ! Ne bougez plus, ou retourne ! »

Cela n'a l'air de rien, mais ce n'est pas facile, pour qui a été formé à la vieille école du sex-appeal, école dont les règles dérivées — elles datent de années 50, des débuts de l'O.R.T.F. — finissent par devenir grotesques. Règles si contraignantes qu'Annick Beauchamps, la présentatrice de la minute de la femme, multipliait à notre intention, il n'y a pas si longtemps encore, les petites moues et les grandes lousures. Sourires mouillés, regards coulisés, rien n'y manquait. A croire qu'elle essayait de nous vampiriser à cheval sur la morale, ou plutôt sur la morale, certaines d'entre nous le prennent fort mal. Elles n'avaient pas celles que l'on croyait. Dans les studios de TF 1, on se les est tous portés, plus de minauderies, plus d'agaceries, on nous parle d'homme à homme, enfin.

À noter qu'avec ses soixante secondes, cinq jours par semaine, la femme, sur cette chaîne, est beaucoup moins gâtée que l'enfant. Il a droit, lui, à tout le mercredi après-midi. Sur l'A 2, « Aujourd'hui Malade », l'emporte de peu sur « Aujourd'hui demain », le magazine des jeunes. Il y a plus grave. On nous a proposé lundi dernier un dossier sur l'informaticien. C'était documenté, sérieux, fouillé, et cependant il avait quelque chose de quelque part qui paraissait bizarre. On s'interrogeait. Et si c'était... non... si, ne cherchez pas, c'était bien cela : le commentaire était dit par une femme. De l'entendre nous expliquer ce qu'il fallait penser des banques de données et des circuits intégrés, que voulez-vous, cela surprenait. On n'avait pas l'habitude.

Ces tout de même vertigineux quand on y pense. Voyons, nous sommes en 1975, en France, au pays des droits de l'homme, et on trouve normal que sur ces émissions réalisées pour ou sur les femmes (on en fait bien plus qu'il n'en faut sur les animaux) il n'y en ait pas cinq, pas quatre, qui soient réalisées par une femme. Et on trouve normal que l'ensemble des journaux télévisés n'emploient en tout et pour tout que deux journalistes. Et on trouve normal de voir l'une d'elles présenter un dossier sur les informaticiens. C'est impensable. Un gamin de douze ans prendrait l'antenne à 20 heures qu'on ne serait pas plus étonné, pour ne pas dire scandalisé.

Et que fait-on pour éduquer l'opinion, pour obliger à reconnaître aux femmes, la majorité du corps électoral, la dignité de citoyennes à part entière ? On cherche de nous reconstruire, à l'heure de la plus grande écoute, celle du feuilleton de 19 h. 45 sur l'A 2, l'édifiant histoire d'une « Femme seule ». Elle finit, bonheur inespéré, récompense suprême, par épouser un sombre crétin le jour où sa propre fille, encrée à son tour, échappera à l'opprobre du célibat en convolant avec le papa récalcitrant du bébé qu'elle tient absolument à garder. Grandes orgues et l'appel éternel. Nous voici plongés maintenant dans l'intimité d'une mamans comblée, celle de Typhelle et Mourerou, charmanis bambins de six et onze ans, très espagols, très désordrés. Toute son activité, outre les soins du ménage, consiste à parquer ou à ramasser leurs jeux et leurs jouets. Il lui arrive de lire, si : un magazine illustré ou un roman policier. C'est la seule aide de ses enfants et l'enfant chéri de son mari ; la cible rêvée de la Régie française de publicité ; l'image de ce qu'une femme peut, doit espérer de la vie. Un modèle à suivre et à envier. Voilà où nous en sommes, oui.

CLAUDE SARRAUTE.

• Jacques Chancel reçoit à « Radioscopie » Roland Barthes (lundi 17 février), le comédien Jacques Weber (mardi 18), Daniel Panine (mercredi 19), un groupe d'artistes de l'opéra de France-Inter « Femmes à la barre » (vendredi 21).

JACQUES STERNBERG.

— Pensez-vous que l'opération-Lyon, l'autisme dernier, a profité aussi à R.T.L. ?

— Certinement, c'est même la seconde explication de notre succès. Nous avons entrepris cette régionalisation itinérante par Lyon, dans le but de faire connaître la station dans certaines des villes-frontières de notre zone d'écoute, là où R.T.L. est reçu mais dans des conditions médiocres.

— Ce genre d'opération coûte assez cher (500 000 francs pour Lyon) mais provoque un regain d'intérêt pour la station dont — on — a vu les principaux animateurs, les informateurs, les voitures sillonner la ville pendant plusieurs jours, et qui laisse un reliquat d'écoute.

— Nous allons recommencer l'expérience à Bordeaux, avant d'aller à Clermont-Ferrand pour ne pas faire de jaloux...
Les bons résultats d'écoute obtenus par R.T.L. peuvent créer un contact favorable au changement, en mai prochain, de l'administrateur-délégué. Il est probable, en effet, que M. Jean Prouvost, propriétaire du Figaro et directeur du groupe Paris-Match, renoncera aux fonctions qu'il assume depuis 1967 à R.T.L.
La bataille pour la succession s'engage sous un arc de triomphe.
CLAUDE DURIEUX.

855
869
+ 512
886
o h 2
2 18
- 19

صلى الله عليه وسلم

REVUE DES REVUES par Yves Florenne

Science et destin — Africaines — Projets — « la » GRIF

IDEES

OUVRONS cette revue comme nous l'avons ouverte la Nouvelle Revue des Deux Mondes par une méditation de Malraux sur la science — la biologie surtout, qui éclaire l'histoire, — et sur le destin humain, à propos de la *Puisseance et la Fragilité*, du professeur Jean Hamburger : « Quelle étrange aventure que celle du mythe de la science !... Pourquoi la science n'ajouterait-elle pas à ses grands desseins celui d'une formation méthodique de l'homme ? (...) A vouloir trouver l'homme, on risque de créer des esclaves ? A ne pas le chercher, on les crée sûrement. (...) L'homme doit être fondé à nouveau. « La médecine » et la biologie », écrit l'auteur de la *Puisseance et la Fragilité*. « C'est de l'homme une image renouvelée et mat- tendue » qui nous montre ce qui est déconstruit au plus haut point le scientisme du XIX^e siècle : l'espoir de trouver dans sa discipline le prochain mythe de l'homme.

Sous une couverture violette comme la mer d'Homère, apparaît la *Revue française d'études politiques méditerranéennes* (1). La Méditerranée est redevenue un centre — brûlant, dans tous les sens du mot. La nouvelle revue s'en fait la vigie. L'espace qu'elle embrasse est vaste et divers : Afrique du Nord et Europe du Sud, rive d'Asie ; et sur ces terres mêmes, comme sur la mer mobile, les présences étrangères les plus lointaines, sous toutes leurs formes : économiques, politiques, stratégiques. Le premier numéro parcourt l'actualité la plus immédiate : Portugal, Espagne en attente, Italie incertaine, Chypre, Grèce... etc., et ouvre ses dossiers mensuels avec l'Algérie. Le prochain cahier traitera justement de ces « présences » puissantes et inquiétantes dans l'espace méditerranéen ; le suivant, de la pollution. Il nous rappellera que, de ce berceau, de ce creuset, de cette source universelle, nous sommes en passe de faire une décharge publique, la pollution de deux continents.

Sur cette « apparence » porte précieusement la critique ; et sur le pilotage à vue le coup pour coup brice le tres court terme. Alors que, on vient de le voir, c'est le long terme, les longs espoirs — et, s'il se peut, les vastes pensées — qui sont « au cœur » de ce projet formulé dans un ensemble d'études, où Dominique Walton scrute la « crise de la planification » et recommande « moins de concertation et plus d'idéologie ». Entre autres articles de ce numéro important, celui de P.-Y. Cossé paraîtra un peu provocant, ou du moins son titre : « La crise pétrolière existe-t-elle ? » Il veut dire que, si elle existe bien, elle est aussi un camouflage et un alibi.

Et c'est lui encore, comme poète et comme politique, également illustré, qui présente une autre revue nouvelle, qu'on dirait, plus justement une première revue, car rien de tel n'existait encore. Elle veut être en effet la voix commune des Etats de l'Afrique francophone, pour le débat des problèmes qui se posent à eux et l'élaboration d'une doctrine qui leur soit propre. Revue de politique et de culture, inséparablement liées, elle se déclare socialiste et négro-africaine, sous son beau titre : *Ethiopiennes* (2) qui désigne à la fois la couleur noire et le feu. Cette allusion au grec n'est pas sans quelque sens, car *Ethiopiennes* inscrit à son fronton deux exergues, l'un tiré d'un idylle de Mark, l'autre, un proverbe wolof où s'entend étrangement comme un écho de Sophocle : « C'est l'homme qui est le remède de l'homme ».

C'EST un projet d'économie que dessine *Projet* (3), fondé sur un constat et sur une critique. Le constat, c'est l'aventure incertaine pour notre économie, ses causes et le fait — certain, celui-là — que « nous ne retrouvons jamais la situation de départ ». Le projet sera différent. Il faut le préparer. De cette certitude formulée par Jean Marc procède son analyse, qui conclut : « Le moyen terme et le long terme sont au cœur de l'actualité. Il faut changer les structures. Le reste n'est qu'apparence ».

Un autre titre, dans *Esprit* celui-là, produit un effet analogue : « Les centrales nucléaires, un mal nécessaire ? ». Le point d'interrogation marque plus que le doute. Camouflage et alibi encore, quoique d'une autre sorte ? Dans son article très informé, Mariette Gerber dresse le bilan de la nocivité des centrales nucléaires, d'autant plus opportunément qu'une campagne d'information se déroule pour rassurer l'opinion et la séduire avec des mirages dorés. Les plus francs parlent de « mal nécessaire », formule aussi dépourvue de sens qu'elle est courante : même triomphant, le mal n'est jamais « nécessaire ». Mariette Gerber dénonce donc à bon droit la réalité que l'expression recouvre. Nous sommes encore une fois les victimes non d'une fatalité « nécessaire », mais de l'imprévoyance des prévoyants professionnels, qui n'ont rien prévu et négligé les sources d'énergie autres que le pétrole, sinon, à échéance très lointaine, les centrales nucléaires, justement. Le soulci tout neuf pour les « énergies nouvelles » tend à corriger — prospectivement — cette imprévision. Mieux vaut tard. Mariette Gerber propose des efforts de l'invention et des mesures contraignantes pour les habitudes et pour le profit.

Dans le même numéro d'*Esprit*, Paul Thibaud et Daniel Motbe — celui-ci sur le plan de l'expérience directe et de la pratique — traitent de l'auto-gestion. Réflexion et témoignage qui amènent *Esprit* à constater que « jusque parmi les partisans de l'auto-gestion, la tradition autoritaire du légalisme a fait des ravages », et à se demander si elle ne sera pas « un prétexte pour des groupes (...) de se substituer à la masse des travailleurs ».

NOUS avons reçu en bloc les quatre premiers numéros d'une nouvelle revue qu'il faut se hâter de saluer à l'aube de l'année de la femme : les *Cahiers du GRIF*. C'est le siège du Groupe de recherche et d'information féministes. Les fondatrices auront sans doute vainement cherché un mot féminin de sens voisin dont l'initiale soit G. N'importe, féministes : cette GRIF a de l'attaque, de la force, de la pénétration, une finesse aigüe et aussi beaucoup de sérieux, d'intelligence, de raison, de pertinence ; sans venir, sans aucune trace de délire sexiste ou sexuelle. Ce qui n'enlève rien, au contraire, à la vaillance et à la solidité de l'argumentation et de la revendication, de la théorie et de l'action. Son caractère international doit lui donner aussi une assise, une ouverture, un pluralisme, qui manquent souvent aux groupes féministes fermentant à l'intérieur d'eux-mêmes. Les quatre titres disent bien ce que veut dire chaque cahier : « Le féminisme pour quoi faire ? » ; « Faire le ménage, c'est travailler » ; « Ceci (n') est (pas) mon corps » (qui révèle l'imprégnation chrétienne ; on aurait aussi bien pu dire, d'après un titre qui fut célèbre : « Ton corps (n') est (pas) à toi ») ; « L'insécurité sociale de la femme ».

On y trouvera d'excellents exposés, individuels ou collectifs, tels que « Féminité et féminisme », ou celui sur la psychanalyse et la sexualité féminine ; celui, très personnel, de Françoise Collin, l'une des deux animatrices de la revue, avec Jacqueline Aubenas, sous un titre imprévu : « La socialisation du sexe maternel ». (Une généralisation est un peu pessimiste : l'homme-mère ?) A l'égard de l'autre, l'entendu — cela existe tout de même. De nombreux témoignages, révélateurs, convainquants, parfois pathétiques ; aussi bien dans le numéro sur le corps que dans celui sur l'insécurité sociale, le travail, l'exploitation des femmes — doublement exploitée. Entre autres documents, on se « plaira » à celui fourni par le M. J. P. sur l'« amour — noir — sur le prix d'une femme ». La note, pour l'utilisation de « dix » spécialistes de la femme de ménage à la femme de chambre, si l'on peut ainsi parler, ou plus précisément : de lit, s'élève, au total et par mois, à 5 500 F (dont un tiers, à lui seul, pour le dernier de ces services). C'est pour rien. Et c'est aussi hors de prix pour l'homme moyen. Aussi, faute d'employer dix femmes à temps partiel,

se contentera-t-il à peu près d'une seule, à temps débordant, vraiment bonne ; tout faire, trop bonne et qu'il ne paie pas. Quand ce n'est pas elle qui, par-dessus le marché, paye pour lui.

Lisez les *Cahiers du GRIF* (4) : le conseil s'adresse aussi aux hommes, qui ne sont pas, comme ailleurs, exclus, humiliés, insultés, déchirés, anéantis, mais au contraire loyalement conviés. Le premier numéro, qui s'adresse à une collaboration élargie à « toutes celles et tous ceux... » conclut ainsi : « Notre avancée théorique, comme notre avancée pratique, ne se fera pas sans idéologues ; nous ne serons pas sans idéologues ; nous ne serons pas sans idéologues ; nous ne serons pas sans idéologues ; nous ne serons pas sans idéologues... »

(1) Cas trois revues, 32, rue de l'Éboulé, Paris (19^e).

(2) 14, rue d'Assas, Paris (6^e).

(3) 41, rue H.-Van Zuylen, 1180, Bruxelles. Abonnement : 48 FF.

SOMMAIRE

La Nouvelle Revue socialiste (12, cité Maiesherbes) à « spécialisée » ses deux derniers numéros : aux relations internationales (n° 1) et à l'actualité (n° 2). Le premier numéro de la revue a été consacré à la seule politique intérieure ; et à l'armée, au « soldat-citoyen » (n° 6). Cependant que les États, sous la signature de F. Barrot, cherchent le premier article d'une série consacrée au parti socialiste.

On se reportera avec fruit au numéro double (28/29) d'*Autogestion et socialisme* (12, avenue du Maine, 15^e).

Une jeune revue, déjà bien partie — troisième année — *Intégral*, illustrée, grand format, donne un beau numéro sur la littérature et les arts maghrébins (H.P. 933, Casablanca). Dans *Alif* (3), rue G.-Abdel-Nasser, Tunis), un tableau de la littérature contemporaine d'expression arabe en Tunisie, par Jean Fontaine, qui a publié naguère dans les *Cahiers tunisiens* (n° 79/80) une instructive étude sur la situation de la femme écrivain en Tunisie.

● PRECISION. — Décidément, les titres de ce feuilleton n'ont pas de chance. La dernière fois (19/20 janvier) : L'OR NOIR (cliché obsessionnel) où il fallait et où il avait ; L'ORNOIR. Les lecteurs sont-ils habitués à quelques allusions ébouriffées de des rapports secrets entre les compagnies pétrolières et la Compagnie de Jésus, dont il était question ?

Humeur

Les tribulations d'un jeune chômeur intellectuel

« EMPLOI commercial » : cette proposition émane d'un grand éditeur parisien. Le parcours du combattant commence pour des jeunes nantis de DUEL, maîtrise de lettres, connaissance de langues étrangères, ou terme d'études le plus souvent longues et qui prétendent encore trouver chaussure à leur pied. D'un bureau à l'autre, en quête d'emploi, ils finissent par se reconnaître comme les usagers résignés d'une même ligne de train. L'édition et la presse semblent les deux mamelles de l'espoir étudiantin. Quelle a été l'éducation de l'aprépéture pour que tous se retrouvent ainsi ? un manuscrit presque toujours dans leur besace, presque toujours sur le point d'être publié et nantis des mêmes rêves irréalisables ?

Un bureau de la rue Murillo se charge de la sélection. La poignée apparaît bien vite à compter ses illustrés : il s'agit toujours de « porte à porte » mal payé, ingrat et fatigant, d'encyclopédies à casser ou chôme ou au bluff. Pas même un travail de représentation. Peu acceptent ; qui achèterait, en temps de crise, ces livres onéreux ?

Il y a aussi ces annonces que l'on trouve tous les jours : les postes à vendre, les demandes de figurants pour le cinéma, ou bien encore des textes interminables, indéchiffrables, alléchants et mystérieux. Cinquante réponses par annonce : les diplômés de l'enseignement dit « supérieur » s'opposent bien vite qu'ils étaient trompés de mamelles : celles de la France sont la comptabilité et le secrétariat comme le bleu pour les petits garçons et le rose pour les petites filles. Les plus courageux repartent de zéro, les autres rêvent de protecteurs et de coup de chance ; de la personne qui meurt au moment propice ou de posséder cette annonce : « Jeune homme intelligent cherche médecine désintéressée ».

Tous croient avoir des idées originales ; ou moment du lancement du *Quotidien de Paris* à route la classe 48 a dû écrire à Philippe Tesson ; quant au secrétariat à la condition féminine, ses boîtes à lettres étaient pleines à craquer. Le président de la République et le chah d'Iran ne vont pas tarder à recevoir leur petit paquet. Quand on ne peut parler à Dieu, on s'adresse à ses soins.

Reste le système D. : les relations. Berlioz, à court d'argument,

prévoit tout simplement Chateaubriand de lui donner de l'argent pour faire exécuter sa musique. L'homme de lettres lui répondait très gentiment et tout aussi simplement qu'il n'en avait pas non plus. Le plus bel humaniste du monde ne peut donner de mamelles à la création d'emploi étant rare en période de crise, les parois se renvoient leurs filets respectifs tout en sachant parfaitement qu'il n'y a pas, pour eux, de place au soleil.

Enfin un rayon de lumière sur une page de journal, le matin de bonne heure : « Société de presse cherche rédacteurs. » Pluril qui fait sourire de joie la solidarité ; enfin de l'emploi ! Marc, de la Sorbonne, et Jacques, de Sciences Po vont, eux aussi, trouver un emploi. Ils sont, ils, fidèles au rendez-vous à 9 h. 30. L'escalier est sinistre et l'annonceur absent. Le standardiste fait parler jusqu'à 11 heures des potaches de plus en plus turbulents. Un fournisseur se présente avec des factures impayées depuis plusieurs mois. Vers midi, un homme mal réveillé apparaît enfin. Marc, fritté et déstouré du sérieux de l'hypothétique patron, prend les devants : « S'il s'agit de démarchage il valait mieux nous le dire tout de suite, cela nous aurait évité de perdre notre temps ».

Non, il ne s'agit pas de cela. Ils se retrouvent devant un cadé dans un bar un peu touché. « Une revue se crée, affirme l'individu, une revue pornographique... Il n'y a que cela qui marche, vous comprenez, alors je veux du scandale sérieux, de la pourriture bien enveloppée, enregistrement de parotuzes, organisation de rencontres... Vous pouvez piquer des articles à condition de les modifier un peu. Vous comprenez, il y a cent pages à remplir et il faut faire du fric, de rien d'autre... »

Au revoir, monsier le rédacteur en chef », ironise Marc. On a remplacé les carrières du sabre et du goujon par celles de la fesse et du fric. Au jeune cinéaste les films érotiques, aux autres les sex-shops... ANNE CARPENTIER.

LE RENARD ET SON PIÈGE

(Suite de la page 7.)

Pour ne laisser aucune trace odorante suspecte, il avait chassé des sabots de bête dénichés un jour, dans le grenier et de la pratique — traitant de l'auto-gestion. Réflexion et témoignage qui amènent *Esprit* à constater que « jusque parmi les partisans de l'auto-gestion, la tradition autoritaire du légalisme a fait des ravages », et à se demander si elle ne sera pas « un prétexte pour des groupes (...) de se substituer à la masse des travailleurs ».

Sur les champs, l'ombre était plus claire que celle projetée par les arbres confondus dans une seule épaisseur. La lune large et pure se levait à peine à une rive du ciel. A quelques mètres au-dessus de sa tête, un hibou le suivait un instant d'un vol lent et silencieux avant d'obliquer vers un ruisseau, dont les éclats intermittents luisaient entre les herbes mortes d'un pré. Il regarda l'oiseau funèbre disparaître et hâta le pas, non qu'il fût superstitieux, mais il pensait soudain que le hérald attendait les fourchées de foin du soir...

Le renard sortit en rampant de son terrier creusé au flanc d'une ravine. Repu par une des volailles égarées et cachées sous des broussailles, il avait pesamment dormi jusqu'à l'aube, roulé en boule comme un chat dans l'écrou, dernière pièce du logis. Avant de gagner la « mairie », donnant par l'ouverture d'un court tunnel sur l'extérieur, il traversa la fosse, empuantée par les viandes vives ; il ne voulait pas y toucher, préférant plus loin d'un canard nièrément étranglé. Ayant repris des forces, il trait à la recherche d'une compagne pour la convier à des amours. Flânant par des glissements à surgir, consentante, d'un haller ; à cette époque, les femelles rôdent prêtes à répondre au désir des mâles.

L'hiver, au point du jour, la campagne est muette. La plupart des bêtes de nuit ont regagné leur gîte ; les autres ne l'ont pas abandonné, et le vent du matin ne s'est point encore levé. On ne voit personne, la solitude des champs, des bois semble agrandie. Le renard aimait cette heure où la nature est vide, lui permettant de visiter, en toute quiétude, ses provisions d'hiver, de préparer un affût. Il allait d'une allure élastique ébréchant de moudre sa robe fauve et noir gris, ses blancs évités, à la rosée gouttant des buissons froités au passage. Il traversa le bois de Chantecaille, releva la piste glisseuse d'un lièvre, sûr de le capturer à son heure, parvint à l'orée des arbres ; marchant dans

le vent, une faible émanation lui parvint au nez, il s'arrêta pour humer l'air profondément, reconnaître cet effluve, puis reprit son avance, se dirigeant vers l'exhalation qu'il sentait de plus en plus proche. Il suivait la voie empruntée d'habitude qui le menait à une hutte, d'où il scrutait le pays du nez, du regard, des oreilles, avant de braconner. Il se trouvait à mi-chemin, quand il aperçut en bordure l'appât émergeant d'entre des feuilles. Il se figea, le regardant avidement de ses yeux d'un brun très clair aux pupilles oblongues d'un noir brillant, respira l'odeur doucâtre, miellée, qui s'en dégagait. Il s'approcha, son fin museau baissé, se mit à tourner autour du piège invisible. C'est alors qu'il vit les amorce tentatrices. Alléché d'un coup de patte, il s'attira l'une d'elles, la trouva délicate, continua de se régaler des autres. Maintenant l'appât s'offrait seul à moins d'un mètre. Le renard réfléchit. Y avait-il péril à tenter la prise ? Non, sans doute, à condition de s'emparer d'un saut de ce mets inconnu dont les parcelles étaient si délicates, et de s'enfuir aussitôt. Il bondit. Les mâchoires d'acier claquérent.

Marquestang trouva le renard pantelant, la mâchoire ensanglantée d'avoir voulu écarter l'effroyable pression des dents entrées dans une patte jusqu'à l'os. Miséricordieux, il l'acheva d'une cartouche, prenant soin de ne pas abîmer sa belle fourrure d'hiver.

JEAN TAILLEMAGRE.

LA GÉOGRAPHIE

< Crise de l'homme-habitant >

Deux erreurs et une omission ont faussé le sens de certains passages du feuilleton de Maurice Le Lannou *Crise de l'homme-habitant* (le Monde du 9-10 février). Concernant l'agriculture, il s'agissait de « servitudes pédagogiques » (et non pédagogiques) du vieux temps.

Un verbe malencontreusement ajouté rendait inintelligible une proposition qu'il convient de rétablir ainsi : « ... la civilisation dont nous sommes en train de nous déposséder... »

Enfin, l'affirmation selon laquelle la ville d'aujourd'hui « n'en est plus là » ne signifiait plus rien du fait de la coupe des

lignes précédentes, qui étaient celles-ci : « Et cette jolie remarque : « Si paradisaï que cela puisse paraître, la ville a été création culturelle tant qu'elle a été bâtie avec les matériaux du pays ». Entendons par là, bien sûr, non seulement la briques ou le granit mais le matériau au sens large d'apports personnalisés jusque dans l'ordre spirituel (les rites, les fêtes...) Si bien que je n'approuve pas la de paradoxe, mais l'image tout à fait conforme d'une civilisation vraie — comme un vin non tréfilé est vrai — qui puise son suc de la terre elle-même et, comme toute, s'identifie à son environnement ».

NOTRE
Télex
A VOTRE DISPOSITION
PAR VOS COMMUNICATIONS

Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons par télex. Nos services sont disponibles 24 heures par jour. Europe : 7.19 F (USA : 7.10 F, Japon : 26.50 F, etc.)

abonnement 75 F par mois ou supplément 7,50 F par télégramme.

États
SERVICE TÉLEX
345.21.02 + 345.00.26
15, RUE HÉLÈNE DE VALLAT, 75012 PARIS
Agence à Lille et 30 correspondants.

855
867
+ 512
886

o h 2
- 2 1 8
- 9

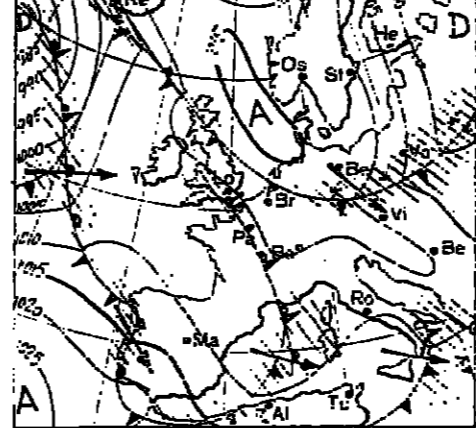
سورة من القرآن

CARNET

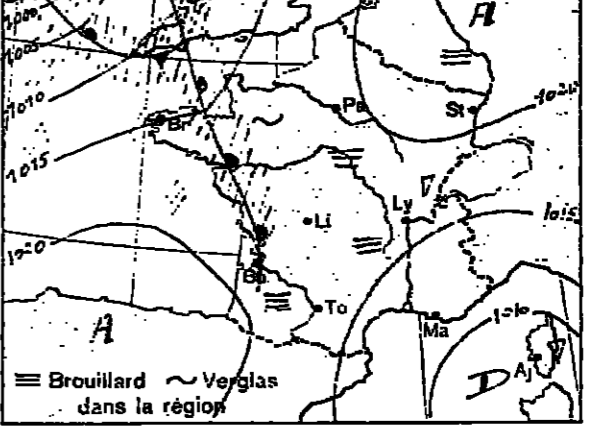
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 15.02.75. A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 16-17 FÉV. DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le samedi 15 février à 6 heures et le dimanche 16 février à 24 heures :
Dimanche, un temps progressivement plus doux, mais très nuageux, progressera lentement par l'ouest ou

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée, le second, le minimum de la nuit du 16 au 17) : Ajaccio, 15 et 7 degrés; Biarritz, 11 et 6; Bordeaux, 13 et 7; Brest, 10 et 5; Caen, 9 et 5; Clermont-Ferrand, 9 et -2; Dijon, 7 et 0; Grenoble, 11 et -3; Lille, 6 et 1; Lyon, 10 et -2; Marseille, 15 et 7; Nancy, 7 et 2; Nantes, 10 et 6; Nice, 14 et 7; Paris, Le Bourget, 10 et 2; Pau, 13 et 3; Perpignan, 10 et 2; Poitiers, 11 et 5; Rennes, 11 et 1; Strasbourg, 7 et -1; Tours, 9 et 2; Toulouse, 13 et 5.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 15 février 1975 :

UN DÉCRET

Modifiant le décret n° 54-1138 du 17 novembre 1954 modifié portant règlement d'administration publique pour la répartition entre l'Etat et les collectivités locales des dépenses d'aide sociale.

Journal officiel

Est publié au Journal officiel du 15 février 1975 :

UN DÉCRET

Modifiant le décret n° 54-1138 du 17 novembre 1954 modifié portant règlement d'administration publique pour la répartition entre l'Etat et les collectivités locales des dépenses d'aide sociale.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1078

I	1	2	3	4	5	6	7	8	9
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

gout et n'ont aucune valeur. — 2. A un certain style. Note. — 3. Article; Manqueras; — 4. Le meilleur allié de chacun; Modeste effort. — 5. Dont on a peut-être encore une vague idée; Souvenir d'un illustre; Point opposé. — 6. La responsabilité de ses hôtes est très limitée; Sujet de maigre mépris. La sortie en son intérêt (pluriel); Grégeois. — 8. Ce n'est pas le respect qui l'étouffe; Prénom russe. — 9. Fenouil; Parties ailleurs.

Sem; B.A.; Ste; Pô. — VII. El; Plouf; I; Bon. — VIII. Abou; Evasions. — IX. Un; Menues; Mutés; — X. Tarif; Tes; R.R.; XI. Ra; S; Spiraal. — XII. Iso; S; S; Sol. — XIII. Lena; Clouet; Né. — XIV. El; Tyrans; Tasse. — XV. Etai; Aïse; NL

Verticalement
1. Châteaux; Elle. — 3. Ode; Ibn; Est. — 3. Nasses; Tain. — 4. A; N.E.; LMA; Sati. — 5. G; Dampré; B. Sus; I; Ni; Oca; 7. AC; Beufs; Lai. — 8. All; Faute; Osom; I; 9. S; rare; Fustueuse; 10. Ri; dées; Date. — 11. Trimalc; 12. Ara; O; Tan. — 13. Grom; Enters; S; 14. Im; Depositions. — 15. Nélaton; Liées.

GUY BROUÏ.

SPORTS

Rugby

DEUX GROUPES DE QUARANTE CLUBS POUR LE PROCHAIN CHAMPIONNAT

Le comité directeur de la Fédération française de rugby a réuni à Paris le 14 février, a entériné la formule du championnat de France de rugby de première division qui entrera en vigueur l'an prochain, à savoir deux groupes de quarante clubs comprenant chacun cinq poules de huit équipes.

Les cinq premiers de chaque poule du groupe A, soit vingt-cinq clubs, seront qualifiés pour les seizièmes de finale ainsi que les premiers des cinq poules du groupe B et les deux meilleurs seconds, soit sept clubs.

Le mouvement des clubs — promotion et relégation — d'une part entre les groupes A et B, d'autre part entre la première et la deuxième division, se fera de la manière suivante :

Entre première et deuxième divisions : huit clubs, soit les cinq derniers de chaque poule du groupe B et les trois plus mauvais septièmes, descendront dans la deuxième division. Les clubs qualifiés pour les quarts de finale de deuxième division monteront dans le groupe B.

Le comité directeur a aussi décidé que la finale du championnat de France sera disputée au Parc des Princes de Paris. Enfin, à propos de la tournée que doit effectuer l'équipe de France en Afrique du Sud, la Fédération française de Rugby a précisé qu'elle attendait toujours l'acceptation de son homologues sud-africain d'inclure au programme un match contre une sélection multiraciale.

Tennis de table

Aux championnats du monde

JACQUES SECRETIN BATTU AU QUATRIÈME TOUR

Dans les championnats du monde qui se disputent à Calcutta, les Français Constant, Bouché et Marin ont été respectivement battus dans le 2^e tour de la compétition par le Soviétique Sarkhovan (21-10, 21-7, 21-9), et les Chinois Hsu En-ting (21-14, 18-21, 21-9, 21-11) et Li Ching-kuang (21-12, 21-14, 15-21, 21-18) Jacques Secretin a passé ce tour par forfait du Suisse Lizio Forli et il a ensuite, pour le 3^e tour, battu le Hongrois Borzse (21-6, 21-12, 21-11, 21-16) avant de s'incliner au 4^e tour (17-8 de finale), devant le Japonais Takashima (23-21, 21-6, 19-21, 21-18). En double messieurs, Secretin-Constant se sont qualifiés pour les 1/4 de finale en éliminant la paire chinoise Li Chen-shih - Li Tsu-yang (21-19, 20-22, 14-21, 21-16, 21-19).

Le congrès de la Fédération internationale réuni, le 14 février, à Calcutta, a rejeté la demande présentée par certains délégués afin de sanctionner l'Inde pour avoir exclu l'Afrique du Sud et Israël de ces championnats du monde.

NATATION. — A Boulogne-Billancourt, l'Américain Tim Siano a remporté le 1 500 m (15 min. 32 sec. 48/100) de la réunion internationale à laquelle participent des ressortissants de douze nations. Le 800 mètres nage libre dames est revenu à l'Américaine Heather Greenwood en 8 min. 46 sec. 22/100.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administrateur.

Naissances

— Anne et Jean-Claude Geony et Julien sont heureux d'annoncer la naissance de Marianne, le 5 février 1975, 50, rue Corvillart, 75013 Paris.

Marriages

— Bénédicte Aubry, Bernard Noury, ont fait leur mariage civil, le 13 février 1975, dans la plus stricte intimité à Brunoy, 21, rue du Rôle, 91500 Brunoy.

Décès

— L'amiral Amman, M. et Mme Maurice Amman et leur famille, Mme Saulnier, Mme Jacqueline Dupuy et ses enfants, M. Georges Benoit et ses enfants, Mme Paulven, M. et Mme Roger Benabou, Sa famille et tous ses amis, ont la grande douleur de faire part du décès de

Anniversaires

— Souvenez-vous. Il y a vingt ans, Marcel ABRABAM disparaissait, brutalement arraché à l'affection des siens et de ses amis.

Remerciements

— M. le docteur Louis Aublant, maire de Fagnolle, a décidé, M. et Mme Jean-Michel Aublant et leurs enfants Jean-Marc, Olivier et Marie-Isabelle, dans l'impossibilité de répondre aux très nombreux témoignages de sympathie qui les ont profondément touchés et qui leur sont parvenus lors du décès de

Visites et conférences

DIMANCHE 16 FÉVRIER

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES — Caisse nationale des monuments historiques, 14 h., place de la Concorde, grille des Tuileries. Mme Legros, 15 h., Paris de l'an 2000, 15 h., 15, rue Saint-Antoine.

Le Monde

Service des Abonnements
75277 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.C.O.M. (sauf Algérie)

50 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIES NORMALES

140 F 275 F 452 F 530 F

ÉTRANGER par messagerie

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

115 F 210 F 307 F 400 F

2 - TUNISIE

225 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous pays) doivent joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse détaillés en prospectus (tous pays) ou directement au directeur de la revue

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en caractères d'imprimerie

Naissances

— M. et Mme Roger Cohen et enfant, M. et Mme le Dr Georges Cohen et enfants, M. et Mme le Dr André Cohen et enfants, Les familles Cohen, Setbon, Dassel, parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de leur très cher roman, grand-maman et parent, à l'âge de soixante-quinze ans.

Marriages

— M. et Mme Yves Gerrey, M. et Mme Pierre Brenemann, Rudolf, Bénédicte et Diane, Mlle Germaine Corfin, M. et Mme Noël Marullier, ont le regret de faire part du décès de

Décès

— M. et Mme Yves Gerrey, M. et Mme Jacques Payen, M. et Mme Pierre Payen et leurs enfants, M. et Mme Jean-Charles Payen et leurs enfants, M. et Mme Patrick Provençal et leur fille, M. et Mme Alain Guyot et leur fille, ont la douleur de faire part de la mort de

Le Monde

Service des Abonnements
75277 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.C.O.M. (sauf Algérie)

50 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIES NORMALES

140 F 275 F 452 F 530 F

ÉTRANGER par messagerie

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

115 F 210 F 307 F 400 F

2 - TUNISIE

225 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous pays) doivent joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse détaillés en prospectus (tous pays) ou directement au directeur de la revue

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en caractères d'imprimerie

PROBLEME N° 1078

Horizontalement
I. Nonagenaire; Gin. — II. Date; I; Armé; III. Ces; Saladore. — IV. Duc; Ré; Aida. — V. Aménas; Fee; Nct. — VI.

VERTICALEMENT

1. Une variété de pigeon des plus communes; Manquent de

PRESSE

« LA CIGOGNE PLUMÉE »

journal satirique alsacien

(De notre correspondant.)

Strasbourg. — Caricatures, satires, rires font partie de la tradition alsacienne. Le cigogne aussi il se sent reconstruit dans un bimensuel qui paraîtra le mercredi. C'est en ces termes que se présente un nouveau périodique satirique alsacien « La Cigogne plumée ».

Ce vol de cigogne en plein hiver se veut léger et gracieux. Donner de l'information, de l'humour et de l'émotion dans le but, si l'un en croit l'editorial, de remuer l'opinion publique, « La Cigogne plumée » se veut un écho de la Canard enchaîné à quel il s'ambigüe de ressembler.

A L'HOTEL DROUOT

Lundi

VENTES

S. L. - Tableaux et meubles anc. XVII^e et XVIII^e. Argentine. Tapis MM. Antonin, Armand de Fommeru, Monnaie M. Renaud, M. Robert S. - Aff. livr. M. Le Blanc. S. 7. Expo 11-13 h. 30, vente 16 h. - Tapis d'Orient. Berthold, Ader, Picard, Tejan. S. 8. Orfèvrerie russe M. Baur S. 9. Laury, Dullieux, Buffard. S. 10. - Tableaux M. Robert S. 12. - Ameublement M. Botgirard S. 14. - Bons meubles M. Pescheux.

VENTE PROCHAINE

Paris - Hôtel Drouot - Salle n° 10 LUN 3 MAR 4, MERC 5 MARS COLLECTION MUSICALE de MAURICE PINGET 20 h. Exp. MM. M. Cassin, C. Quérin Expo 2 h. - 7 heures, 12-21 fév. 1975. M. de Gormain; 22-28 Drouot; 1^e M. ADEP, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart - 742-88-23

Le Monde
Service des Abonnements
75277 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4297-23

ABONNEMENTS
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.C.O.M. (sauf Algérie)
50 F 160 F 232 F 300 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIES NORMALES
140 F 275 F 452 F 530 F

ÉTRANGER par messagerie
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
115 F 210 F 307 F 400 F

2 - TUNISIE
225 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne tarif sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (tous pays) doivent joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse détaillés en prospectus (tous pays) ou directement au directeur de la revue

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

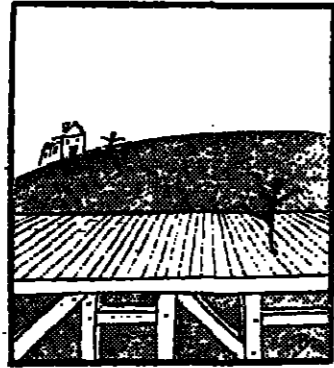
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les noms propres en caractères d'imprimerie

RISES

LE MONDE

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre



Christian Pereira au Théâtre

Tout le monde croyait que le Théâtre en Rond était mort depuis longtemps, transformé en garage, en hôtel, en cinéma. Il avait seulement été oublié. Il surgit à nouveau sous le nom de Théâtre, transformé, multiplié : le Rond reste avec, à 23 h 30, les histoires d'Alex Métyer, des petites histoires de petites gens qui rêvent d'être autre chose. À partir de la semaine prochaine, à 21 heures, Jacques Schantillon y présentera « le Baron perché », d'après Italo Calvino.

Sous le Rond, il y a une cave réservée aux chaussons, mais elle sera ouverte plus tard. Au-dessus du Rond, il y a une petite salle rectangulaire. À 20 h 30, Marie Pillet et Roland Bussin y jouent « Parle bas sinon je crie », d'une Brésilienne. Lellah Assouane. Une histoire d'enfants qui s'amuse avec leurs desirs et leurs rêves. Un conte qui, par instants, dans l'innocence et la cruauté, penche du côté d'Arrabal.

À 22 heures, leur succède un jeune homme à lunettes. Il s'appelle Christian Pereira. D'abord, couronné de lauriers. Il arrive dans le noir. Ensuite, il présente son visage, déformé par une énorme loupe. Lui aussi raconte des histoires, les histoires de ses morts et de ses résurrections. Des histoires sans suite, qui avec un peu d'accessoires et beaucoup de poésie, entraînent dans un monde de charme, d'enchantement. Un monde tout en abaisse surréaliste, tout en humour fauconné, tout en rires fatigués. Christian Pereira est très jeune. Peut-être est-ce la première fois qu'il a à sa disposition une vraie scène. En tout cas, il y est parfaitement à son aise. Pour nous, il transforme les morceaux de carton en paysages imaginaires : s'agitant comme un Indien, il nous fait suivre un petit chemin cahotique et nous emmène dans le royaume de sa fantaisie. Il nous fait partager le bonheur de mourir et de renaître, de souffrir et d'oublier. Christian Pereira est très jeune et il a beaucoup de talent. — C.G.

* Théâtre, 2, rue Froehot

■ Le comité Espagne libre et le Théâtre Paris-Nord présentent, le dimanche 16 février, à 15 h, et à 20 h 30, et le lundi, à 20 h, une pièce d'Alfonso Sastre, « Chroniques romaines », par le Théâtre permanent de Clermont.

■ M. Robert Bourdaz, conseiller d'Etat, président du centre Beaubourg, vient d'être nommé président du conseil d'administration de l'Union centrale des arts décoratifs. Cet organisme administre le musée des Arts décoratifs et le Centre de création industrielle qui est rattaché au Centre Georges-Pompidou.

■ Le comité Espagne libre et le Théâtre Paris-Nord présentent, le dimanche 16 février, à 15 h, et à 20 h 30, et le lundi, à 20 h, une pièce d'Alfonso Sastre, « Chroniques romaines », par le Théâtre permanent de Clermont.

WIVES GASSER - YVES PEYROT

MARLENE JOBERT - GERARD DEPARDIEU

pas si méchant que ça

GRAND PRIX DU CINEMA "ELLE"

Un film écrit et réalisé par CLAUDE GORETTA

avec DOMINIQUE LABOURIER

Cinéma

« CALIFORNIA SPLIT » de Robert Altman

Un cercle de poker, un cercle public, où l'on vient s'attabler, comme au restaurant. Le jeu à la portée de la classe moyenne américaine, des employés, des vieilles dames, Charlie (Elliott Gould) et William (George Segal) sont assis à la même table. Un perdant irascible les soupçonne d'être de connivence. Mais non, ils vont faire connaissance plus tard dans un bar, un peu ivres, cherchant ensemble à retrouver les noms des sept nains de Blanche-Neige. Et pendant un certain temps ils vivront ensemble la vie des joueurs.

Deux hommes liés par le hasard, c'est le hasard que filme Robert Altman dans ce film sur le jeu où l'on attendrait en vain les morceaux de bravoure qui illustrent, d'ordinaire, ce genre d'histoire. Le hasard réunit, puis sépare sans préavis, Charlie et William. Le hasard fait apparaître et disparaître, de cercle de poker en champ de courses, de match de boxe en « casino » à Reno, un certain nombre de personnages qui ont en commun d'aller dans les endroits où l'on joue, où l'on parle, pour gagner ou pour perdre, mais, chez Altman, jamais une situation n'est nouée ou dénouée dramatiquement. Le scénario de California Split, à dire vrai, est plutôt mince. De toute façon, Altman ne raconte pas une histoire.

En filmant le hasard, il filme les comportements que le hasard pro-

voque. C'est le contraire du romantisme hollywoodien. Altman montre les actions secondaires, détourne son récit vers les temps morts, les temps faibles. La rencontre dans le bar, c'est surtout une scène bizarre entre deux filles dont l'une — une serveuse — est à demi nue. A Reno, lorsque William emmène la partie de cartes ou il va, enfin, gagner, on voit, surtout Charlie, qui ne peut pas jouer, faute d'argent, se promener au milieu des machines à sous. Même la partie de craps trionphale est filmée « à côté ».

Ce n'est pas la première fois qu'Altman (M.A.S.H., le Privé, Nous sommes tous des voleurs) dépouille les mythologies hollywoodiennes de ce qui laisse leur « climat » spectaculaire. Dans California Split, il s'est surpassé. Aucun indice psychologique, un monde qui flotte dans le temps et dans l'espace. Des décors réels, une Amérique contemporaine et une toute anonyme. Tout au plus devine-t-on que Charlie ne peut pas vivre autrement que par le jeu, et que William, qui a un métier, s'est acharné au jeu pour gagner, puis va retourner à sa vie antérieure. Le hasard et deux hommes. Des jeunes ? Des rêveurs ? Peut-être ils passent et on les suit. Ils se croisent à l'analyse et à l'interprétation du spectacle. C'en est presque hallucinant. C'est le style d'Altman, grand cinéaste américain du comportement.

JACQUES SICLIER.

* U.G.C.-Odeon, Biarritz, P.L.M.-Séville-Lyonnes (r.o.).

« LES DEUX SAISONS DE LA VIE » de Samy Pavel

C'est le premier film qui ait réalisé Samy Pavel; on le découvre après Miss O'Grady et les hommes-heurs (le Monde du 20 novembre 1974). Lorsqu'il l'a tourné — fin 1973 — Samy Pavel comptait déjà une carrière d'acteur en Italie. Et c'est sans doute pour cela — et aussi parce que le film est autobiographique — qu'il en est l'interprète dans la deuxième partie.

Cela se passe en Belgique. Un garçon de dix ans (Stéphane Gasiot), fils d'un couple divorcé, revit sa mère après une longue séparation. Son père, malade, ne le comprend pas. Sa belle-mère lui fait des scènes hystériques, il est trop différent de ses demi-frères pour s'entendre avec eux. Sa mère, retrouvée chaque jeudi (c'est Catherine Alcover, également auteur des dialogues), lui conseille de vivre comme il l'entend, de se réaliser jusqu'au bout. Puis elle disparaît.

Le garçon, élève au collège, a vingt ans. Il refuse de revenir chez son père, petit propriétaire terrien attaché à son domaine et à la vie campagnarde. Il préfère la ville (Bruxelles envahie) comme sa mère. Il veut être compositeur de musique. Toujours incompris de son père, il s'acharne à le devenir.

Enlance douloureuse d'un être privé d'affection, mal à l'aise dans son milieu, attaché au rêve que représente la mère idéalisée, adolescence contestataire de cet être qui s'affirme artiste contre une famille bourgeoise et une éducation religieuse... il s'asse dans tout cela une évidente sensibilité que souligne un peu trop la partition musicale d'Enno Monnozon, qu'allèrent un peu les effets esthétiques du jeune réalisateur pressé de créer une œuvre qui se remarque. La caméra tourbillonne ou cherche des angles insolites, les comédiens ont parfois des attitudes hiératiques, et au cours de la séquence finale, ses personnages du passé et du présent se rencontrent.

dans le même espace comme chez Mlle O'Grady et les hommes-heurs. Samy Pavel joue de ses yeux verts et de son charme qui est grand. Mais c'est un Narcisse inquiet, qui excroisse ses blessures affectives. La coloration poétique du souvenir donne à cette confession d'un « étranger sur la terre belge », des accents romantiques auxquels on se laisse prendre. Passons sur les défauts. Miss O'Grady a prouvé le talent original de Samy Pavel. On attendra, avec beaucoup de curiosité, son troisième film.

JACQUES SICLIER.

* Royal-Hausmann-Météles.

Musique

L'Orchestre de Lyon inaugure l'auditorium de la Part-Dieu

Lyon, « ville exemplaire pour la musique », selon l'expression de Marcel Landowski, a inauguré l'auditorium de la Part-Dieu. La vaste salle de deux mille cinquante-cinq places, dont le volume de 30 000 mètres cubes de l'ancien palais de Chailot (20 000 mètres cubes), était comble, et nombreux sont les Lyonnais curieux qui ont vu, pour la première fois, les « portes ouvertes », les portes ouvertes, s'écouler sur cet édifice dont l'esthétique, le coût et la destination ont déjà fait couler beaucoup d'encre (« le Monde du 14 janvier »).

L'Orchestre de Lyon, qui sera l'un des principaux bénéficiaires de cet auditorium, était pour la première fois au fond du demi-cercle qui domine les cotés sud de la salle, et les musiciens bleus d'ouïe à un peu l'impression de surcroît les musiciens en hélicoptère. Ce programme d'inauguration dirigé par Serge Baudo, en hommage à Berlioz (le poème symphonique) et à Ravel (dédicatoire de la suite), était servi de tout près par l'acoustique montent toujours angoissant pour les architectes et les mélomanes.

semble encore plus réductrice, comme une analogie scientifique, impression qui subsiste au début de la deuxième suite de Daphnis et Chloé, où chaque note du lever du jour apparaît détaillée au lieu de se fondre dans le merle d'acier de la danse, et plus la sonorité s'enrichit pour atteindre à une belle intensité dans la danse générale.

De ce concert, qui a mis en valeur la belle qualité de l'Orchestre de Lyon et l'excellence de la plupart de ses solistes, on retire donc l'impression d'une acoustique encore trop dure et sèche, manquant de souplesse et de mystère, qui s'apparente à celle du studio 104 de la Maison de la radio à Paris. Il faudra trouver le moyen de lui donner plus de réverbération, de jond, de moelleux, surtout; mais tout cela dépend également des artistes et des chefs qui ont peu à peu découvert les possibilités musicales de cette salle, et enfin du public qui doit s'approcher, s'accoutumer à de nouvelles habitudes sonores.

JACQUES LONCHAMPT.

Des des premières mesures de la Symphonie fantastique il apparaît que cette acoustique est extrêmement précise; on entend distinctement chaque son, chaque instrument. L'orchestre, impression sans doute par le volume de la salle, a tendance à jouer trop vite, et les musiciens s'habituent à leur propre sonorité, et la Marche au supplice comme le Songe d'une nuit de juillet, se jouent avec une grande richesse sans saturer l'audition comme on pouvait le craindre.

Le Concerto en sol pour piano et orchestre de Ravel montre d'ailleurs de précieuses qualités; Pierre-Laurent Amar, brillant Prix Messiaen de La Rochelle il y a deux ans, le joue d'une façon un peu trop confidentielle, dans un style rigoureux et apparemment dépourvu de joie d'orchestre; de ce fait, l'acoustique

Le parolier Geo Koger est mort vendredi à Cannes, à l'âge de quatre-vingt ans. Auteur de nombreuses chansons, il avait écrit notamment les paroles de « J'ai deux amours », « Prosper » et « Vient, vient ».

Exposition

MAX ERNST A NEW-YORK

Une exposition Max Ernst vient de s'ouvrir à New-York au musée Guggenheim inaugurée en présence de M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, cette manifestation, qui présente quelque trois cents tableaux et sculptures, est la plus importante des rétrospectives consacrées à Max Ernst. L'exposition restera à New-York jusqu'en avril et sera transférée en mai au Grand Palais à Paris. Max Ernst aura alors tout juste quatre-vingt-quatre ans.

Danse

L'ENSEMBLE NATIONAL POLONAIS « SLASK »

« Slask », un nom qui cloque comme un fouet : dès que s'ouvre le rideau rouge du Théâtre des Champs-Élysées, on reçoit en effet, en plein visage, le charolement des costumes, le dynamisme et la vitalité des chorégraphes et des danseurs étroitement mêlés. Les jupes des filles s'arrondissent comme des toupies sur des mollets bien formés; les petites bottines rouges s'agitent fiévreusement. « Auprès de ma blonde qu'il fait bon dormir », scandent de grands garçons au sourire éclatant. On retrouve les troupes géantes des bergers, le chant gaillard des brigands, le carnaval de « Wilamowice » et les agiles matagrados des Tatars avec leurs pioulets et leurs sauts démesurés.

Pourant, de scène en scène, l'in-tar-tar-tar. Malgré la variété des danses répertoriées, il semble que tout ait été dit dès le premier tableau. Si les costumes varient, on retrouve tout au long du programme les mêmes évolutions — rondes et farandoles — les mêmes pas, un vocabulaire postérieur à l'école de la danse classique, que la chorégraphe attitrée Elżwira Kaminska utilise sans grande imagination. Ce ne sont que cabrioles, jetés battus, déboulés et autres tours en air exécutés avec virtuosité, mais trop souvent produits aux dépens du caractère particulier des différents terrains. La fameuse mazurka, accompagnée par un orchestre mou, manque de style; les danses des Tatars ressemblent à une parodie de « Oiseau de feu », tandis que les micros trop efficaces viennent saturer l'appel des bergers.

Malgré la gaieté, l'entrain et la bonne humeur communicative de la troupe, il manque cette innocence, cette jubilation profonde et cette volonté concentrée qui restituent, à travers la musique et le chant, l'âme d'un peuple. On ne sent pas la Pologne à travers ce spectacle qu'il faut considérer comme un aimable divertissement de style opérétique, dansé à la façon du Châtelet.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre des Champs-Élysées, 20 h. 30.

HISTOIRE

« L'AVENTURE INCERTAINE »

(Suite de la première page.)

Sa carrière politique et journalistique de la libération est demeurée fidèle à son image de marque d'un rebelle à l'embrigadement. Son livre étonne.

Certes, on aperçoit bien ce que l'on va tout de suite lui reprocher, ici et là, parmi les compagnons de la grande entreprise. Son individualisme, précisément. Son patriotisme d'organisation. Ses appréhensions sur le rôle de telle ou telle personnalité. Son optique, qui reste curieusement celle d'un homme de « zone sud ». Ainsi Claude Bourdet affirme que la Résistance

dans cette zone lui plus politique, tandis que celle de la « zone nord », occupée par les Allemands, était plus militaire. On pourrait lui objecter la vague de guérilla urbaine déclenchée par les communistes à Paris, en Normandie et dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, au cours de l'été et de l'automne 1941. Les problèmes qu'elle soulevait étaient éminemment politiques; opportunités des attentats individuels, dilemme action immédiate-attention, et d'emblée la question de savoir si les décisions concernant la stratégie et la tactique se prendraient à Londres ou en France.

sembler étrange aujourd'hui, « quand on voit le chemin qu'on a fait beaucoup de résistants », mais les révoltes de 1968 avaient des pré-décesseurs auxquels ils ne pensèrent pas parmi ces hommes qui avaient appris la politique sur le tas, « à dure école », et dont le plupart étaient devenus « plus ou moins marxistes sans le savoir, grâce à la leçon de choses quotidienne ».

Si vivant, ce corps de la Résistance intérieure, qu'il réunissait souvent à préserver son autonomie, d'instinct en quelque sorte, ou grâce au poids, au magnétisme qui étaient les siens. Mais il avait affaire à torts parti.

« L'Adventure Incertaine » apporte au dossier des relations des mouvements avec le gaullisme organisationnel un témoignage de première importance, après ceux d'Henry Frenay dans La nuit finira (1) et, d'un point de vue contraire, de Francis-Louis Closon dans le Temps des passions (2).

Claude Bourdet raconte comment, après les voyages de Frenay et d'Astier à Londres, en 1942, et surtout après ses conversations avec le capitaine Pierre de Sonnevillain dans l'hiver 1942-1943, lorsqu'il se rendit pleinement compte de l'incompréhension des services de Londres à l'égard de la Résistance, de l'étendue des différends entre la France Libre et les Britanniques, de l'autoritarisme malade de de Gaulle, des conflits de toute sorte qui opposaient de Gaulle, Muselier, l'équipe Raymond Aron-André Labarthe, celle de la B.B.C., etc., il fut à peu près aussi ébranlé « qu'un chrétien à qui on expliquerait que Jésus-Christ n'est pas vraiment ressuscité ».

Avec le temps, il devint évident que la tentative de rattacher la Résistance intérieure à Londres, et de lui enlever notamment l'autorité sur son propre appareil militaire, relevait non pas d'un malentendu, mais d'une volonté politique profonde. Sans doute était-elle masquée par le commun et indiscutable préoccupation de mettre en œuvre le maximum de forces pour lutter contre l'envahisseur et rétablir l'indépendance nationale, mais plus les faits apparaissent aujourd'hui dans ce qui n'est pas encore tout à fait la sérénité de l'histoire, plus on se rend compte de la profondeur du différend entre les mandataires de de Gaulle qu'étaient Jean Moulin, le général Delestraint

Une leçon de choses quotidienne

La thèse centrale de Claude Bourdet, proche parente de celle d'Henry Frenay, bien qu'il repousse l'opinion de ce dernier sur les sympathies cachées de Jean Moulin pour les communistes, devrait pourtant nourrir de fructueuses réflexions... en même temps que des contradictions ardentes. D'autant plus qu'elle est soutenue par de fines et justes observations pour tout ce qui touche à l'expérience vécue par le dirigeant de Combat. Si l'Adventure Incertaine n'est pas un livre sans passion, c'est un livre lucide, l'un des plus intelligents qui aient été écrits sur la Résistance.

Cette-ci était « un corps vivant qui avait grandi comme une plante, comme un arbre, selon ses propres lois, imprévisibles, inéluctables » irrédécible aux services de Londres, qui ne l'avaient pas voulu sous sa forme de « mouvements » politico-guerrilliers et qui n'attendaient d'elle que des prestations militaires d'un certain type. Irrédécible, on l'a vu, aux anciens partis, sauf la place particulière qu'y tint à partir d'un moment le parti communiste. En partie à cause de ceux qui en avaient été les Pygmées, en majorité — des autodidactes de formation libérale, de tendance idéaliste », souvent « front popu », en partie parce qu'il grandit contre le nazisme et la réaction drotérienne de Vichy, ce corps vivant acrobate d'une étonnante volonté de renouveau sociale.

Claude Bourdet cite un texte significatif écrit au début de 1942 par André Hauriou, Henri Frenay et lui-même : « Nous sommes socialistes, parce que le moment est venu, non plus en paroles mais en actes, d'arracher à une puissante oligarchie le contrôle et le bénéfice de l'économie, de remettre selon les cas à la nation ou aux communautés de producteurs et de consommateurs des secteurs importants de l'économie ». Il était question de sanctionner — comme une malhonneteté... les formes du mensonge dans le domaine public — il était question des Etats-Unis d'Europe, étape vers l'unité mondiale.

Tout cela dans un charabia grandiloquent; mais, enfin, les idées y étaient. Et pourtant, c'était seulement le début de l'évolution politique de la Résistance. Et pourtant l'équipe dirigeante de Combat était celle, en zone sud, qui comptait le moins de gens de gauche ou d'extrême gauche.

Jusqu'ou allait cette prise de conscience? Inégalement loin selon les individus, et jamais jusqu'au bout bien qu'elle eût commencé à « mettre en question la totalité des cadres sociaux, à comprendre que la pyramide sociale reposait d'abord et avant tout sur un vaste bluff, qu'elle était d'abord une pyramide d'incompétence et de faux-semblants, sous les déguisements de la culture et de la technique ». Cela peut

Londres et la résistance intérieure

d'autres et les dirigeants des mouvements.

Les pages que Claude Bourdet consacre au parti communiste sont moins éclairantes. Elles souffrent de n'avoir pas senti que le même disparité existait à l'intérieur du parti, non seulement dans les relations du parti avec des communistes plus ou moins détachés ailleurs, entre le courant novateur né des événements et des structures conservatrices. Il est vrai que la réalité était, là encore, plus rigoureusement mesurée, et que le masque n'a jamais été totalement arraché.

Mais tous les éléments d'une restauration du vieil ordre social existent, dès que « le détachement précoceur du capitalisme français », en juillet-septembre 1943, laisse tomber l'incapable Giraud et reconnaît son homme en un de Gaulle qui n'était devenu républicain que « par mimétisme » et retrouvait enfin, avec la possibilité de réintégrer son milieu et de « rétablir les liens brisés », celle de « devenir le seul leader possible, même si certains l'accueilleraient avec réticence », et c'était « bien plus important que de rester seulement le chef de cette Résistance anarchique dont il se défilait ». Le portrait est cruel, l'analyse sévère. Les résistants n'y sont pas épargnés, qui manquèrent, par maladresse, par ignorance, parce que leur socialisme était de consensus et non de doctrine, l'occasion de créer un grand parti socialiste de la Résistance, au lieu de laisser la place au parti catholique démocrate que fut le M.R.P., qualifié par Claude Bourdet de « catastrophe politique à bien des égards ».

C'est ainsi que meurent les arbres, avant de porter leurs fruits.

PAUL GILLET.

* L'Adventure Incertaine. De la Résistance à la restauration, de Claude Bourdet. Stock, 478 p., 25 F.

(1) Laffont, 1973.

(2) Presses de la Cité, 1974.

150

ÉCHANGES INTERNATIONAUX
Le commerce extérieur de la France
à un mouvement déficitaire en janvier

Après de nouvelles négociations vendredi 14 février après-midi entre la Régie Renault et les représentants syndicaux des « caristes », qui s'étaient mis en grève pour obtenir l'harmonisation de leurs classifications, la direction a annoncé la levée du lock-out pour les trois mille ouvriers des chaînes de montage de R4 et R6. Le personnel de l'île Seguin est invité à se présenter au travail lundi matin aux heures habituelles. Pour leur part, les « caristes » se prononceraient également lundi matin sur les résultats des négociations et sur une reprise du travail, à laquelle beaucoup paraissent vendredi soir favorables.

Pourquoi attendre lundi pour consulter les grévistes ? Essentiellement, semble-t-il, pour des raisons techniques : les leaders syndicaux n'ont pas eu le temps matériel de réunir les grévistes. D'autre part, alors que vendredi, à 14 h. 30, un accord semblait se dessiner — la direction proposant en particulier une prime d'attente de 0,13 F l'heure à partir du 1^{er} février pour tous les « caristes » et les manutentionnaires (au total sept cents personnes pour l'ensemble de l'entreprise) — deux heures plus tard la discussion s'écroulait une fois de plus.

Salon M. Roger Sylvaïn (C.G.T.), la faute en revenait essentiellement à la direction, qui, d'une façon inexplicable, alors que les ouvriers s'étaient entretemps prononcés favorablement sur ses propositions, avait changé

d'avis décevant que pour le personnel de manutention, en matière de prime d'attente, cette augmentation ne prendrait effet qu'à partir du 1^{er} mars. Les « caristes » et les manutentionnaires, pour leur part, le percevaient dès le 1^{er} février.

Il s'agissait la, selon un communiqué commun des sections C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de Boulogne-Billancourt, d'une remise en cause du principe « à travail égal, salaire égal », premier cheval de bataille des organisations syndicales. C'est sur ce point précis que doivent se prononcer lundi les manutentionnaires. Ce contrepoint laisse en suspens le problème du paiement des jours de grève.

Quelle que soit l'évolution de ce conflit, on peut se demander pour quelles raisons la Régie a cru bon, pour le régier, de choisir

d'embêter la voie la plus dure — tandis qu'un certain battage publicitaire, hors de proportion avec la gravité réelle de cette « grève-bouche », lui conférerait un caractère quasi politique. La C.G.T. en revanche, qui avait su, dès le début du mouvement, freiner l'ardeur de la base, apparaît en fin de compte comme un élément modérateur.

Reste à savoir quelles furent les causes exactes de la révolte des « caristes » et des manutentionnaires. Celle-ci exprime sans doute une revendication plus générale en faveur de l'égalité de traitement pour les ouvriers d'une même catégorie professionnelle mais elle met aussi en cause les exigences croissantes dans le domaine du rendement et de la productivité au sein d'un secteur où le travail est à la fois pénible et dangereux.

Reste à savoir quelles furent les causes exactes de la révolte des « caristes » et des manutentionnaires. Celle-ci exprime sans doute une revendication plus générale en faveur de l'égalité de traitement pour les ouvriers d'une même catégorie professionnelle mais elle met aussi en cause les exigences croissantes dans le domaine du rendement et de la productivité au sein d'un secteur où le travail est à la fois pénible et dangereux.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

LA DIRECTION AYANT LEVÉ LE LOCK-OUT

Les « caristes » de Renault se prononceront lundi sur la reprise du travail

Après de nouvelles négociations vendredi 14 février après-midi entre la Régie Renault et les représentants syndicaux des « caristes », qui s'étaient mis en grève pour obtenir l'harmonisation de leurs classifications, la direction a annoncé la levée du lock-out pour les trois mille ouvriers des chaînes de montage de R4 et R6. Le personnel de l'île Seguin est invité à se présenter au travail lundi matin aux heures habituelles. Pour leur part, les « caristes » se prononceraient également lundi matin sur les résultats des négociations et sur une reprise du travail, à laquelle beaucoup paraissent vendredi soir favorables.

AUTOMOBILE

La nouvelle gamme Ford Escort sera en vente fin février

Présentée au salon de l'automobile de Bruxelles le 23 janvier, la nouvelle gamme Ford Escort va être mise en vente à partir du 27 février. L'Escort 1975 existe, rappelons-le, dans trois versions, en effet, trois versions de base : deux portes, quatre portes, break, et cinq présentations différenciant par le nombre et la qualité des équipements. Spécial, Luxe (L), Grand Luxe (GL), Sport et Ghia. Six moteurs sont proposés : - 939 centimètres cubes, 46 ch, 5 CV fiscaux ; - 1028 centimètres cubes, 48 ou 57 ch (avec carburateur double corps), 6 CV fiscaux ; - 1598 centimètres cubes, 84 ch, ou 70 CV (avec carburateur double corps), 7 CV fiscaux ; - 1598 centimètres cubes, 84 CV, 8 CV fiscaux. Les vitesses de pointe correspondantes vont de 130 à 162 kilomètres-heure. La voiture est équipée de freins à disque à l'avant, à double circuit (avec assistance en option sur les deux modèles les moins puissants, en série sur les autres), d'une boîte de vitesses mécanique à quatre rapports à commande au plancher. Les 1300 de 70 CV et les 1600 peuvent recevoir, contre supplément, une transmission auto-

matique (fabriquée par Ford-Bordeaux).

Bien que la nouvelle Escort ait les mêmes dimensions extérieures et les mêmes éléments mécaniques que l'ancienne, on la trouvera changée. Sa carrosserie est, en effet, entièrement nouvelle. Plus confortable, de lignes sobres, dotée d'un équipement simple mais suffisant dans le bas de gamme, très complet en haut, elle a des glaces latérales bombées qui ont contribué à accroître l'espace intérieur. Le volume du coffre est plus grand.

A l'essai, la suspension arrière (ressorts à lames, pont rigide) demeure le point faible de la voiture, en dépit d'un assouplissement des ressorts et du renforcement de la barre stabilisatrice. Peut-être s'en pensent-ils aux vitesses actuellement autorisées une suspension plus élaborée et donc plus coûteuse aurait été un luxe inutile.

La gamme Escort, avec toutes ses variantes, comprend — et ce n'est pas son moindre intérêt — trente-neuf modèles. Les prix (catalogue) vont de 14 375 F pour la 1100 Spécial, la moins puissante (ceux de la 940 ne sont pas encore fixés), à 20 330 F pour la 1600 Ghia 84 ch. Option transmission automatique : 1 715 F.

DANIEL CLAYAUD.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONNAIES ET CHANGES

CRÉATION D'UN COMITÉ PERMANENT DES DIX SUR LES OPÉRATIONS BANCAIRES.

Dans un communiqué, la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) de Bâle confirme que « les gouvernements des onze États des pays du groupe des Dix et de la Suisse ont créé un comité permanent d'experts qui s'occupe des règles pratiques de contrôle des opérations bancaires et de change. Ce comité, présidé par M. George Blunden, de la Banque d'Angleterre, est composé de représentants d'autorités bancaires et de contrôle des pays concernés. »

L'objet du comité, précise le communiqué, est d'assister les gouvernements dans l'activité qu'ils continuent d'exercer en matière de contrôle et d'échange d'informations. On se souvient que le principe d'une « surveillance » des marchés des changes avait été adopté d'abord par les Cinq (Etats-Unis, France, Allemagne, Grande-Bretagne, Japon) auxquels s'étaient joints l'Italie lors de leur réunion du château de Champs, en septembre dernier.

A L'ÉTRANGER

En Allemagne fédérale

Augmentation des salaires de 6,8 % dans la métallurgie de Rhénanie-Westphalie

Bonn — Le gouvernement a approuvé le soulèvement l'accord intervenu mercredi en Rhénanie-Westphalie sur une augmentation des salaires de 6,8 % pour cette année. L'accord qui concerne un million cent mille métallurgistes a été acquis après seize heures de discussions alors que les négociations semblaient avoir échoué il y a plusieurs semaines. À l'origine, le patronat proposait 6 %, et le syndicat 11 %. Un arbitre neutre avait proposé des hausses moyennes de salaires de 7 %. Le syndicat I.G. Metall avait accepté, et le patronat refusé. Des grèves « sauvages » de quelques heures avaient fait craindre à Bonn une épreuve de force, quelques semaines avant des élections régionales en Rhénanie-Westphalie. En fait, l'ampleur du chômage diminue, les moyens d'action des syndicats, mais, en R.F.A., il est de tradition qu'aucun

des deux partenaires sociaux ne fasse perdre la face à l'autre. En obtenant les représentants du patronat à marquer un point, mais il a immédiatement accepté une modification plus élevée qu'à l'origine, et impliquant une légère augmentation du pouvoir d'achat, afin de ne pas mettre les représentants syndicaux dans une situation impossible vis-à-vis de leurs mandants. Le résultat de Rhénanie-Westphalie servira d'exemple dans la métallurgie des autres régions et dans d'autres secteurs industriels. Le chancelier Schmidt s'est félicité de ce résultat. Le personnel de Bayer, du compromis intervenu, tout en indiquant qu'une telle augmentation était exclue dans la fonction publique II a loué la situation dans une situation et a recueilli les applaudissements (lorsqu'il a affirmé que les bénéfices des entreprises étaient une condition indispensable aux investissements et, par là, à la garantie de l'emploi) « Vous n'avez pas besoin d'approuver, a-t-il déclaré, il vous suffit d'y réfléchir. »

DANIEL VERNET.

TIERS-MONDE

Une centaine de pays affirment à Alger leur cohésion

(Suite de la première page.) A peine le rideau était-il tombé dans la capitale algérienne que les experts de l'OPEP se réunissaient à Vienne tandis que les travaux de la dix-huitième session de la commission des produits de base de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) commencent à Genève. La deuxième conférence de l'OUNDI sera une étape dans la recherche d'un nouvel ordre économique international, qui est réclamé par les pays en développement depuis la sixième assemblée générale de l'ONU. Les « 77 » y défendent une position élaborée à partir des résolutions adoptées à Dakar.

Rappelons d'ailleurs que le directeur de l'OUNDI est un Algérien, M. Lamine Khène, qui était le précédent secrétaire général à l'OPEP. C'est un Nigérien, M. Feydi, qui lui a succédé. Les pays arabes ont largement contribué à sa nomination pour rappeler qu'ils ne sont pas les seuls gros producteurs de pétrole et que d'autres pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine peuvent et doivent également alimenter les fonds des autres États démunis touchés par la hausse du prix du pétrole.

A partir de la troisième semaine de février commença la phase active de préparation du sommet de l'OPEP qui se tiendra à Alger du 4 au 6 mars. La boucle sera bouclée quelques jours plus tard avec la réunion du bureau des non-alignés, dont le président est M. Boumediène, qui se tiendra à La Havane pour examiner le chemin parcouru depuis le sommet d'Alger en septembre 1973 et préparer la huitième session extraordinaire de l'ONU prévue pour septembre 1975. On ignore pour le moment si le chef de l'Etat algérien se rendra dans la capitale cubaine ou s'il y fera représenter.

P. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SCHLUMBERGER LIMITED

BÉNÉFICE 1974 Niveau record! Pour la onzième année consécutive Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre a atteint 222 millions de dollars, contre 216 millions de dollars pour le troisième trimestre de 1973, en progression de 20 %. Pour ces mêmes périodes de référence, le bénéfice net ressort respectivement à 43,2 millions de dollars, contre 37,2 millions de dollars, soit une augmentation de 62 %, et le bénéfice net par action à 1,23 dollar contre 0,74 dollar. Le chiffre d'affaires réalisé pour l'ensemble de l'exercice 1974 atteint 924 millions de dollars, supérieur de 23 % à celui de 1973. Le bénéfice net atteint 147,6 millions de dollars, contre 122,2 millions de dollars, soit une augmentation de 20 %. Le bénéfice net par action pour l'exercice 1974 ressort donc à 4,62 dollars, contre 3,53 dollars l'an dernier.

RHONE-POULENC S.A.

En prévision d'un accroissement important des besoins en lysine, notamment en Europe de l'Ouest, dans les prochains mois, Rhône-Poulenc et les groupes japonais Toray et Kyowa Hakko sont convenus de constituer une filiale commune dont le capital sera détenu de la façon suivante : Rhône-Poulenc 50 %, Toray 25 %, Kyowa Hakko 15 %, sous réserve de l'obtention de l'autorisation des gouvernements français et japonais. Le démarrage de l'unité correspondante, qui sera construite en France dans la région lyonnaise, d'une capacité de 10 000 tonnes est prévu pour le début de l'année 1978. Le procédé utilisé est le procédé Toray. La première production sera assurée par le groupe Rhône-Poulenc, par l'intermédiaire de sa filiale, la Société A.E.C. Société de chimie organique et biologique à Commeny (Allier) spécialisée dans l'alimentation animale.

CREDIT INDUSTRIEL DE L'OUEST

Le conseil d'administration, réuni sous la présidence de M. Christian de Lattès le 12 février dernier, a examiné les comptes de l'exercice 1974, qui ont ressorti, après affectation de la somme de 2 718 992 F au titre de la participation du personnel aux fruits de l'expansion, un bénéfice de 6 933 928 F contre 5 574 639 F l'an dernier.

PARIS-RHONE

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société atteint en 1974 le montant de 410 787 388 F contre, en 1973, 340 925 400 F, soit une augmentation de 20,48 %. L'ensemble du groupe atteint un total de 765 018 861 F en France. Avec les filiales européennes, le chiffre d'affaires hors taxes atteint un montant de 804 569 877 F.

INVESTIMENT ANTI-INFLATION

\$ 10.000 - \$ 1.000.000 SECURITE - PLUS-VALUE offert en exclusivité par la Société Suisse spécialisée dans les investissements internationaux.

FORUM ANTIQUITARIUM

27, rue de Bourg, 1003 LAUSANNE (SUISSE)

LA RÉFORME DE L'ENTREPRISE

« Un éventail de mots » ?

La « table ronde » sur la réforme de l'entreprise organisée par la Fédération nationale des clubs Perspectives et réalités (giscardiens), vendredi soir 14 février, voulait être le coup d'envoi du grand débat national que le président de la République veut instaurer dans le pays. Trois ministres, MM. Jean-Pierre Fourcade (économie et finances), Michel Duratour (travail) et Michel d'Ornano (Industrie et recherche), étaient venus présider, à côté de M. Pierre Sudreau, président du Comité d'études pour la réforme de l'entreprise. Mais cette table avait quelque chose de la fausse rondeur des montres molles de Salvador Dali, déséquilibrées, toujours du même côté.

Des trois syndicalistes présents, le représentant de la Confédération générale des cadres fit montre de la plus grande combativité dans la discussion. « On nous parle de l'entreprise de demain. L'inconvénient, c'est qu'il faut travailler dans l'entreprise d'aujourd'hui », devait-il dire, avant d'ajouter : « Notre degré d'aliénation est peut-être plus important que celui du monde ouvrier. »

La C.G.T. et la C.F.D.T. étant absentes, les porte-parole de la C.F.T.C. et de la C.G.T.-F.O. furent plus préoccupés de justifier la participation de leurs centrales à l'élaboration du rapport présenté par M. Sudreau que d'en discuter les termes. Emporté par son élan, M. Lenda, de Force Ouvrière, alla jusqu'à appeler « camarades » les membres plutôt bourgeois de la Fédération des clubs giscardiens. Un « mes amis », prononcé immédiatement après, apaisa l'assistance. Certains participants profitèrent de l'occasion pour évoquer des problèmes qui leur sont chers. Ainsi

le représentant de la Confédération des PME ne manqua pas de se plaindre auprès du ministre voisin de la pesanteur de l'impôt, au détour d'une phrase. M. Sudreau, quant à lui, attaquait au passage la formation économique dispensée aux Français. « En France, beaucoup de ceux qui s'intéressent à l'entreprise n'y ont jamais mis les pieds », ironisait M. Michel Duratour, cependant que M. Michel Duratour scandait en déclamation : « Je connais bien le monde industriel et ouvrier, et d'ailleurs je fume... Il y a bien des gens qui éliminent le mer parce qu'ils l'ont connue dans leur enfance », etc.

L'heure de clore les débats approchait lorsque le ministre de l'économie et des finances parvint enfin à intercepter le micro : « Je croyais assister à un débat animé dans lequel le rapport Sudreau serait mis en pièces : or le m'aperçois que la seule chose qui se soit faite, c'est justement le rapport... », devait-il dire, regretant ouvertement « la convergence des interventions, y compris les critiques et les requêtes adressées à l'Etat ».

Pour M. Fourcade « l'entreprise ne peut être un fleau dans lequel il n'y ait pas de tensions. Par conséquent l'ensemble des propositions présentées dans le rapport montre que l'objectif n'est pas de créer une formule idéale, merveilleuse, mais d'utiliser et de dynamiser les conflits pour la faire progresser ». La présence inattendue de plus de quinze cents personnes à cette réunion « de club » et les encouragements qui ont été abondamment prodigués publiquement à tous les présents, afin qu'ils provoquent « en province notamment — un débat populaire, long et approfondi » sur le sujet, témoignent de l'intérêt que suscite le thème de la réforme

de l'entreprise. Les idées pensées du patronat ont certainement raison d'affirmer que c'est sans doute la plus gigantesque campagne d'information « en matière de promotion » que l'entreprise ait jamais été lancée. Les trois messieurs bien habillés qui parlaient tout vendredi soir en sortant de la réunion ne semblaient pas l'avoir compris. « On voit bien qu'ils n'ont pas vécu. Distinguer le l'union et la décision... », soupirait l'un. « Si le pouvoir est ailleurs, il n'y a plus de décisions à prendre », ajoutait l'autre. « Tout cela, c'est faire un éventail avec des mots », conclut le troisième. Oui, mais quel éventail !

JACQUELINE GRAPIN.

M. Ségué : un hymne à la productivité

« Une sorte d'hymne à la gloire de l'entreprise capitaliste... C'est ainsi que M. Georges Ségué a qualifié le rapport de la commission Sudreau le 13 février, lors d'une réunion de presse organisée sur les travaux d'une conférence nationale, tenue par les représentants des cent vingt mille élus de la C.G.T. dans les comités d'entreprise. »

« Il s'agit, à paraître, le chef de la C.G.T., de savoir à quel moment on pourra discuter des questions posées de longue date et conclure positivement. Les travailleurs comptent davantage sur leur action que sur l'imagination de M. Sudreau. »

« Le projet de co-surveillance de M. Georges Surin, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CERES, estime : « Les propositions contenues dans le rapport sont un catalogue de mesures ponctuelles qui témoignent d'une attitude affligeante. En particulier, le document équivaut à la question centrale de refusant de s'attaquer au pouvoir dans l'entreprise pour la seule raison que celui-ci détient de la propriété du capital. Vouloir changer la vie des hommes dans leur travail sans modifier les droits du capital relève de l'illusion. »

« L'idée de co-surveillance mérite réflexion. »

« L'idée de co-surveillance mérite réflexion. »

F.O. : l'idée de co-surveillance

« L'idée de co-surveillance est écartée, c'est essentiel », a estimé la commission exécutive de Force Ouvrière réunie le 14 février. En effet, F.O. s'est toujours prononcé contre cette formule, soucieuse d'éviter l'intégration du syndicat dans l'entreprise. »

« L'idée de co-surveillance mérite réflexion », a déclaré M. Bergeron devant les dirigeants F.O. Il a enregistré avec satisfaction que « le droit des organisations syndicales représentatives, seules habilitées à présenter des candidats au premier tour des élections professionnelles, n'était pas remis en cause. Quelles que soient les réformes qui seront décidées, l'entreprise demeurera un lieu de tensions permanentes qui ne peuvent trouver leur solution qu'à travers le respect de l'organisation syndicale. »

APPELS D'OFFRE
GÉNÉRATEURS DIESEL
Le Service...
Produit...
Moteur...
Système...
Contactez-nous...

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. ASIE — JAPON : la Chine et l'U.R.S.S. se livrent à Tokyo à une intense bataille diplomatique.
- 2. AFRIQUE — GUINÉE - EQUATORIALE : les « suicides » de 171e M. Gouma.
- 3. EUROPE — U.R.S.S. : la rencontre Wilso-Brejnev.
- 4. POLITIQUE — M. GISCARD D'ESTAING : le projet de loi sur le divorce doit prévoir la perception effective des pensions alimentaires.
- 5. EDUCATION — Traditions d'Assas. — Les réactions au projet de réforme de M. Haby.
- 5. JEUNESSE — Conflit entre le maire et le M.J.C. de Viry-Châtillon (Essonne).
- 6. JUSTICE — AU TRIBUNAL DE PARIS : la faute d'un employé subalterne et la responsabilité hiérarchique.
- 6. RELIGION — Un ouvrage sur les problèmes démographiques fait l'objet de critiques du Vatican.

LE MONDE AUJOURD'HUI
PAGES 7 à 14

- La vie aux champs : Le renard et son piège, par Jean Tallemaeghe.
- Au fil de la semaine : Une question de dignité, par Pierre Vilasnon-Ponté.
- Lettre de Bogdadia, par Philippe Debrans.
- Revue des revues, par Yves Florenas.
- Rumeur : Les tribulations d'un jeune chômeur intellectuel.
- Société : Les silences du libéralisme.
- Science administrative : Au cœur des crises, par Georges Dupuis.
- RADIO-TELEVISION : Trois entretiens de Christian Charbonnier avec le philosophe Gustave Tubon ; La guerre des sondages.

- 15. SPORTS
- 16-17. ARTS ET SPECTACLES — MUSIQUE : l'Orchestre de Lyon inaugure l'Auditorium de la Part-Dieu.
- CINEMA : *California Spik* ; les Deux Saisons de la vie.
- 18. EDUCATION ET REGIONS — LES ASSEMBLES REGIONALES : Nord - Pas-de-Calais ; Provence - Côte d'Azur.
- 18-19. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE — LA REFORME DE L'ENTREPRISE : un éventail de mots ? — CONFLITS ET REVENDICATIONS : la direction ayant levé le lock-out, les « caristes » de Renault se prononcent lundi sur la reprise du travail.

LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (9 à 13)
Annonces classées (20) ; Aujourd'hui (15) ; Carnet (15) ; Journal officiel (13) ; Météorologie (15) ; Mots croisés (13) ; Finances (20-21).

Bègues
Vous pouvez retrouver la PAROLE NORMALE à tout âge Remarquable Documentation éditée par l'Institut fondé en 1938 par un Ancien Bègues. Envoyé discret gratuit - Ecrire P.R. M. BAUDET, 145, boulevard Wilson, 3300 BORDEAUX.

BUREAUX A LOUER
BRUXELLES
• 10/16 INDUSTRIE •
• 130 à 2300 m² •
• Air conditionné •
• Disponible fév 75

Agents de location :
MALLERS & HARDING
240, Avenue Louise
1050 BRUXELLES
Téléph. : (02) 649-32-64

Le numéro du « Monde » daté 15 février 1975 a été tiré à 355 547 exemplaires.

A B C D F G H

Au Portugal Le débat sur l'institutionnalisation du Mouvement des forces armées divise les militaires.

Une remaniement ministériel est attendu

Une nouvelle réunion des délégués du Mouvement des forces armées (M.F.A.) devrait avoir lieu le lundi 17 février à Lisbonne. Les officiers partisans d'une institutionnalisation du M.F.A. doivent reprendre le débat sur les modalités d'une insertion des militaires dans les structures de l'Etat et du gouvernement. Deux thèses s'affrontent : les plus radicaux souhaitent que le conseil des Vingt du conseil supérieur du M.F.A. soit élargi et qu'il dispose d'un véritable droit de veto sur les décisions du gouvernement. Les officiers plus modérés seraient partisans d'un rôle d'« arbitre », et non pas « moteur », du M.F.A. C'est cette dernière thèse, semble-t-il, qui l'emportera.

D'autre part, notre correspondant à Lisbonne José Rebelo nous signale qu'un mini-remaniement ministériel pourrait avoir lieu la semaine prochaine. Deux postes seraient touchés : le ministère de l'Information et celui de la Défense. M. Mario Soares, secrétaire général du parti socialiste, resterait en revanche aux affaires étrangères. Son départ et sa nomination comme simple ministre d'Etat avaient été récemment envisagés.

Le parti populaire démocratique critique la loi qui a récemment accordé au M.F.A. des pouvoirs d'ordre législatif pour démanteler les institutions du régime et procéder à des purges et contrôler les activités économiques du pays dans le but d'éviter « des sabotages ». Pour le P.P.D., cette disposition, prise sans que le gouvernement ait été formellement consulté, signifie un recul de la démocratie et une menace pour le pouvoir civil. Ce parti estime que seule l'Assemblée constituante issue des élections qui auront lieu en avril devrait avoir le pouvoir de procéder à des changements constitutionnels.

D'autre part, le parti de la démocratie chrétienne (F.D.C.) a présenté le jeudi 13 février au Tribunal suprême le dossier qui devrait lui permettre d'obtenir la légalisation et de présenter des candidats aux élections à la Constituante.

Cinq partis ont obtenu jusqu'ici leur légalisation : le parti communiste, le parti socialiste, le parti populaire démocratique, le Mouvement démocratique portugais et le Parti du centre démocratique et social. L'Union démocratique portugaise, issue de la fusion de trois mouvements marxistes-léninistes, a déposé, elle aussi, un dossier de légalisation.

Enfin, les relations entre le Portugal et le Vatican devaient être marquées, le samedi 15 février, par la signature au Vatican d'un accord modifiant l'article 24 du Concordat, ce qui rendra désormais possible le divorce pour les époux mariés religieusement.

HUMORISTE D'UNE ÉTONNANTE FÉCONDITÉ P. G. Wodehouse est mort à quatre-vingt-treize ans près de New-York

L'écrivain britannique P.-G. Wodehouse est mort vendredi matin 14 février à l'hôpital de Long-Island, où il avait été transporté le mardi précédent. Il a succombé à une crise cardiaque.

Avec trois cents nouvelles, cinquante essais ou articles, une dizaine de scénarios, seize pièces, les dialogues de vingt-trois comédies musicales qu'il a écrites, dix romans, P. G. Wodehouse aura été l'un des auteurs les plus prolifiques et les plus populaires de ce siècle. Ses romans humoristiques sont centrés sur le personnage de Bertie Wooster, le type de l'aristocrate snob et dépourvu d'intelligence qui est régulièrement tiré des mésaventures les plus embarrassées par l'astuce de son valet Jeeves. Wodehouse décrivait lui-même ses romans comme des « comédies musicales sans la musique ».

Né en 1881 dans le Surrey, Wodehouse devra travailler très tôt dans une banque avant de se lancer dans le journalisme et de publier un premier roman en 1902. Il s'installe à New-York en 1917, où il connaît de grands succès dans la comédie musicale. En 1940, installé au Touquet avec sa femme il est fait prisonnier par les Allemands et interné en Silésie, puis à Berlin, où, en 1941, interviewé par la chaîne de radio américaine C.B.S., il parle avec humour de ses conditions de captivité. Ses compatriotes, engagés dans une lutte sans merci, ne le lui pardonneront pas. De retour en France en 1943, P. G. Wodehouse regagnera les Etats-Unis en 1945, où il recevra la nationalité américaine en 1955.

Les polémiques touchant l'attitude de l'écrivain durant la dernière guerre ont été définitivement enterrées lorsque la reine Elizabeth — en fait le gouvernement travailliste — a fait de lui un chevalier commandeur de l'Empire britannique. Cette distinction, il est vrai, servait aussi à maintenir l'équilibre politique d'une « liste des honneurs » qui a tout aussi tardivement, après Charles Chaplin, permis pendant la période de guerre froide pour ses sympathies gauchistes.

Agé de quatre-vingt-treize ans et déjà malade, Wodehouse avait fait savoir alors qu'il n'entendait pas entreprendre le voyage à Londres pour recevoir l'accolade de la souveraine. « C'est trop tard », avait-il dit, non sans prémonition.

Bernard Cassen a rappelé, dans le Monde des livres du 16 octobre 1971, la vogue durable de cet amuseur public sans égal, considéré par une minorité de connaisseurs (parmi lesquels Kipling, Orwell, Evelyn Waugh) comme un stylisé prodige, un magicien de la langue anglaise.

LE GÉNÉRAL BIGEARD AUX ARMÉES : Un nouveau style doit sortir de vos rangs

Dans un ordre de jour aux armées, diffusé le vendredi 14 février (notre dernière édition), le général Marek Bigeard, secrétaire d'Etat à la Défense, déclare :

« L'armée française existe, solide et disponible, mais dans l'attente de la révolution de 1973, les événements de ces dernières semaines sont venus nous prouver, si besoin était, que tout va vite, très vite. Et, surtout, notre ministre de la Défense, et nous-mêmes, nous ne sommes pas prêts à accepter sans discuter les solutions proposées par vous attendez. Mais il convient dans vos commandements, vos états-majors, vos unités, vos services d'adopter sans délai le rythme de notre temps. Pénétrez-vous de cette nécessité, vous tous, officiers de tous grades, sous-officiers et gradés de nos trois armées ».

Vous attendez, sans attendre les moyens supplémentaires et les changements en cours de définition, payer d'exemple, rayonner, expliquer, comprendre et faire comprendre par le cœur et dans l'effort le dévouement. Un nouveau style doit surgir de vos rangs, fait d'ardeur et de confiance, de joie et de fierté retrouvée. Il faut redonner à notre armée un nouvel essor par une nouvelle jeunesse, croire et oser, prendre ses responsabilités, plus bravales, plus fraternelles, où les cadres auront retrouvé leur équilibre et leur sourire et où les jeunes citoyens qui sont appelés à servir dans les rangs de nos armées se sentent chez eux avant d'être ressortis plus forts moralement et physiquement, plus solidaires entre eux et avec leurs aînés, et plus aptes à affronter le dur combat de la vie quotidienne.

« N'attendez pas pour m'aider dans ce bond en avant, soyez au sport. L'instruction, au travail comme au repos, des guides et des exemples, quelle que soit votre fonction. Je connais parfaitement vos problèmes et je me chargerai de les faire disparaître à la place qui vient de m'être fixée. Vous pouvez en être sûrs, et nous réusissons tous ensemble ».

« M. MARCHAIS SE TROMPE DE RÉGIME ET DE PAYS », déclare M. Poniatowski.

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, est intervenu samedi 15 février, au cours de l'assemblée des clubs Perspectives et Réalités, et a répondu aux déclarations de M. Marchais, secrétaire général du P.C., qui l'avait décrit comme un « ministre inquiet » tenant des « propos fascistes ».

« Parfois », a déclaré M. Poniatowski, « passivité et mensonge se trouvent confondus, et je pense ici à M. Georges Marchais ». M. Poniatowski a profité de quelques instants où il n'attaquait pas M. François Mitterrand pour se prendre à partie en se traitant de « fascinant », parce que sa fonction que les communistes devraient être poursuivis et jugés, et les personnes âgées, les enfants et les jeunes, protégés. Cela me paraît pourtant une évidence, une évidence et de bon sens. Comme d'habitude, le secrétaire général du parti communiste français se trompe de régime, se trompe de siècle et se trompe de pays ».

La C.E.E. peut-elle encore faire l'Europe ?

La défense européenne

L'impression qu'on n'arrivera jamais à faire l'Europe est une idée qu'on devrait avoir constamment à l'esprit comme base de travail », a déclaré M. Deniau, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, au cours des assises du Mouvement pour l'indépendance de l'Europe, qui se sont ouvertes le 14 février à Paris. « Nous n'arriverons jamais à donner à la construction européenne une forme définitive satisfaisante, mais ce qui compte c'est qu'on y travaille sans cesse l'idée ».

La C.E.E. peut-elle faire l'Europe ? M. Deniau en doute un peu. Certes, a-t-il souligné, c'est un cadre irremplaçable. Il s'agit avant tout de la marche commune agricole, y a-t-il des décisions financières et monétaires (neuf ?) Cependant, elle souffre de son « défaut originel » : elle était basée sur une idée négative (supprimer les droits de douane) et sur un besoin extérieur (plus de guerre avec l'Allemagne). Les deux motifs maintenant disparus, il faut les remplacer. Pour M. Deniau, comme d'ailleurs pour M. Durafour, ministre du Travail, qui participait aux débats, il faut réintroduire des perspectives nouvelles à long terme : positives et intérieures, c'est-à-dire notamment des mesures de justice sociale propres à mobiliser l'opinion publique. « Il faut que nous retrouvions un modèle pour nous-mêmes et les autres, un modèle qui incorporera notre mode de vie, nos réflexions, notre civilisation. Bref, un modèle qui affirmera notre identité », a conclu M. Deniau.

Annavant, M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, avait insisté sur l'ampleur de l'accord qui vient d'être réalisé entre la C.E.E. et des pays d'Afrique noire, des Antilles et du Pacifique : « Nous devons accéder aux marchés, garantir des recettes apportées aux pays producteurs. L'Afrique noire ne se trouvera-t-elle dans une coopération sans précédent avec le monde industriel. L'aide financière journalière représente 20 % de l'aide américaine à l'ensemble du monde. C'est dire son importance ».

Une note d'espoir est apportée par M. Dabouis, professeur à Paris I. Selon lui, « tout va contre l'Europe », mais les Allemands ont en l'occurrence l'initiative. « L'Allemagne », sont inquiètes des négociations en cours sur les armements et des perspectives d'un retrait des systèmes nucléaires du Vieux Continent. Aussi, « un jour peut-être, la position de nos voisins d'outre-Rhin pourrait s'assouplir » et se rapprocher des positions françaises. Une note d'espoir est aussi chez M. Habib-Delencq, ancien directeur de la Nation, qui, après avoir suggéré que les Neuf fixent un plancher à leurs budgets militaires et constaté lui-même que les conditions d'une défense commune n'existent pas, n'en conclut pas moins à la nécessité d'y préparer les esprits. « L'histoire nous a bien par nous donner notre chance ».

La Commission de Bruxelles évalue à 11,7 % la hausse des prix agricoles en France

De notre correspondant

Communautés européennes (Bruxelles). Selon les services de la Commission, l'augmentation moyenne des prix communs agricoles en unités de compte, décidée jeudi matin par les ministres de l'Agriculture Neuf, serait de 10,2 %. Compte tenu de l'ajustement monétaire de 1,5 % accepté par M. Deniau (ajustement qui correspond à une modification de « l'unité représentative » du franc par rapport à l'unité de compte, dit autrement à une dévaluation du franc vert par rapport à l'unité de compte qui valdrait désormais 5,83 F), le relèvement moyen des prix agricoles en France serait donc de 10,2 % plus 1,5 %, soit 11,7 %.

Jeudi à l'aube, M. Deniau et ses collaborateurs avaient évalué à 8,5 % la hausse moyenne des prix en unités de compte, soit 10 % pour la France et M. Lardinois à 9 %, soit 10,5 % pour les prix finaux. Il semble donc, après vérification — à calculer une telle moyenne pondérée est toujours une opération sujette à caution — que la revalorisation des articles dont bénéficieraient les agriculteurs français sera légèrement supérieure à ce qu'on avait annoncé initialement. — Ph. L.

A l'Académie des inscriptions et belles-lettres

ELECTION DE Mme DE ROMILLY

Mme Jacqueline de Romilly vient d'être élue membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres en remplacement de M. Chantraine, décédé. Elle est la première femme élue par cette Académie.

[Connue pour ses travaux sur l'encyclopédie sur l'épigraphie grecque et sur la numismatique antique, Mme Jacqueline de Romilly est depuis 1973 la seule femme à enseigner au Collège de France.

Agrégée de lettres en 1928, docteur en lettres en 1947, elle a fait toute sa carrière dans l'enseignement secondaire, puis dans l'enseignement supérieur. Directrice de l'U.E.R. de grec à la Sorbonne de 1960 à 1972, elle a pris en 1968 des positions assez sévères envers le mouvement étudiants. Elle n'a jamais cessé de défendre une conception de l'enseignement et de la culture directement héritée de l'humanisme classique.]

M. LOUIS ROUDIÉ ambassadeur à Lomé

M. Louis Roudié, conseiller des Affaires étrangères de première classe, a été nommé ambassadeur de France à Lomé (Togo), en remplacement de M. Jean-Pierre Campredon.

[Né en 1917, M. Louis Roudié est licencié en droit. Il a été mis à la disposition de la résidence générale du Maroc de 1942 à 1952, puis affecté à l'Administration centrale (Amérique) de 1956 à 1959. Intégré dans le cadre des secrétaires des Affaires étrangères en 1959, M. Roudié a été successivement premier secrétaire au Maroc, attaché de presse à l'Administration centrale, attaché de presse à l'Administration centrale, et directeur des fonctions de sous-directeur en février 1971.]

La crise du Théâtre de Nice

GABRIEL MONNET DÉCIDE DE RESTER A SON POSTE

Gabriel Monnet, directeur du Théâtre de Nice, qui, à la suite de différends avec M. Jacques Médecin, maire de Nice, devait s'installer à Grenoble, a annoncé qu'il restait à son poste.

Nice-Matin publie un article dans lequel Gabriel Monnet fait état d'une lettre du secrétaire d'Etat à la Culture, datée du 30 décembre, par laquelle M. Michel Guy l'avis de son intention de renouer son contrat à Nice, sauf avis contraire du maire. « Depuis lors, ajoute Gabriel Monnet, rien ne s'est passé ». Il estime que cette affaire « mérite un débat clair ».

M. Jacques Médecin, pour sa part, déclare dans le même article qu'il ne « lui appartient pas de dénoncer la convention qui lie la municipalité à Gabriel Monnet, puisqu'un article stipule qu'elle prend fin automatiquement à la résiliation du contrat passé avec les autres cultures ». Actuellement en tournée, Gabriel Monnet tiendra une conférence de presse lundi 17 février à 11 h. 30.

LE CHAMARRE
BAR
DINER/SOUPER
TOUS LES SOIRS
5, rue Bernard-Pellissier (Saint-Germain-des-Prés)
Réservation 548-56-16 - 548-67-79

Venez profiter des nouveaux prix Hewlett-Packard à la 'Règle à Calcul'.

Les calculateurs scientifiques HP-35 1200 F.t.c.	HP-45 1548 F.t.c. programmable	HP-55 2490 F.t.c.	Les calculateurs financiers HP-70 1698 F.t.c.	Le 1 ^{er} calculateur de poche programmable HP-65 4920 F.t.c.
--	-----------------------------------	----------------------	---	--

démonstration-vente sur stock
85, bd Saint-Germain 75005 Paris
Tél. : 033.02.63/033.34.61
1^{er} distributeur agréé en France
des calculateurs de poche électroniques HP
credit Catelem - fermé le lundi

العدد 1520